

REVUE DE PRESSE

8 février 2021

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

ÉDITORIAL

IL Y A DE L'ORAGE DANS L'AIR (DE NOS ÉCOLES)

ALEXANDRE SIROIS
LA PRESSE

On comprend que la question de la ventilation dans les écoles du Québec est loin de faire consensus. Le débat est même polarisant au sein de la communauté scientifique.

On comprend aussi que le ministère de l'Éducation a tranché : il ne recommande pas l'utilisation de purificateurs d'air dans les classes. Cela dit, il ne l'interdit pas.

Ce qu'on ne comprend pas, par contre, c'est qu'on persiste en haut lieu à mettre des bâtons dans les roues de ceux qui font preuve de débrouillardise dans l'espoir de bien faire.

Le parcours de l'enseignante Marie-Josée Latour, évoqué à quelques reprises dans nos pages, fait penser à un véritable chemin de croix. On semble la traiter comme une révolutionnaire qui menace le système alors qu'elle veut simplement installer deux purificateurs d'air à filtres HEPA dans sa classe.

La chroniqueuse Rima Elkouri a eu raison de citer l'univers de Kafka au sujet des tribulations de l'enseignante.

Cette valse-hésitation de la part du Centre de services scolaire de Montréal, qui s'ajoute aux tergiversations du ministère de l'Éducation dans cette affaire, est doublement contre-productive.

Premièrement, elle donne l'impression que les décideurs sont toujours en train de mettre les freins lorsqu'il est question de qualité de l'air, ce qui n'est pas le cas, même si Québec a fait preuve d'une exécrable lenteur dans ce dossier depuis l'été dernier.

Deuxièmement, elle nous éloigne des vrais enjeux.

Actuellement, ce qui est crucial, c'est de mesurer le taux de dioxyde de carbone pour connaître l'état de la ventilation dans chacune des classes de la province – ce que le ministère est en train de faire – pour ensuite régler les problèmes là où on en aura découvert.

Il est utile, à ce sujet, de relire le rapport du ministère intitulé Ventilation et transmission de la COVID-19 en milieu scolaire et en milieu de soins.

On y explique que les experts consultés ne recommandent pas « en milieu scolaire l'utilisation de dispositifs de filtration mobiles (ou purificateurs d'air) ».

On y affirme plutôt que dans les locaux sans ventilation mécanique ou naturelle, on doit évaluer la possibilité d'installer un appareil mobile d'extraction d'air ou un échangeur d'air.

Ce n'est donc pas un purificateur, qui filtre l'air, qu'on juge essentiel dans ce cas, mais plutôt un appareil qui permettra d'augmenter l'apport d'air dans la classe.

Ce qui nous donne ici l'occasion d'y aller d'un rappel utile : prenons garde de ne pas créer de faux sentiment de sécurité avec les purificateurs ! Ils ne représentent pas une solution magique pour régler les problèmes de qualité de l'air dans les écoles.

Les controverses comme celle qui vient d'éclater au sujet de la classe de Marie-Josée Latour contribuent aussi, hélas, à alimenter une certaine panique quant à la qualité de l'air dans nos écoles et à la transmission du virus en milieu scolaire.

Or, ce qu'il est important de rappeler à ce sujet, c'est qu'il est loin d'être clair que la transmission aérienne dans les classes a jusqu'ici joué un grand rôle dans la contagion en milieu scolaire.

Plusieurs experts recommandent l'ajout de purificateurs d'air dans les classes. Il y a cependant, pour l'instant, bien peu de données qui nous permettent d'évaluer l'efficacité d'une telle mesure.

Même la question de savoir si nos jeunes, à l'école, sont plus souvent contaminés en classe ou à l'extérieur de la classe fait encore débat. Cette pandémie, on l'a dit, est une véritable leçon d'humilité.

Il reste que s'il doit y avoir du zèle de la part de Québec ou des centres de services à travers la province dans ce dossier, ça ne devrait pas être pour compliquer la vie des profs, mais bien pour améliorer la qualité de l'air des écoles.

LIBRE OPINION

Un an après la fin des commissions scolaires, des constats s'imposent

Alain Fortier, Alain Grenier, Claude Lessard et Marc St-Pierre*

Dans la nuit du 7 au 8 février 2020, le gouvernement caquiste a mis un terme à la démocratie scolaire francophone de manière cavalière et téméraire. Un an plus tard, peut-on déjà faire des constats révélateurs de la suite ? À nos yeux, la pandémie n'est certainement pas une excuse pour expliquer les déboires actuels d'une école publique en mal de leadership rassembleur, mais la situation sanitaire présente aura servi d'amplificateur et permis de constater quelques constats inquiétants.

Pour promouvoir son projet de loi, le gouvernement a maintes fois répété l'importance de « rapprocher les décisions de ceux connaissant le nom des enfants ». Le leurre de l'autonomie en aura séduit plus d'un, mais la réalité se veut tout autre : les centres de services dépendent du ministre. On a hâte de connaître SA décision ; on craint SON changement de cap. On aimerait pouvoir installer des purificateurs d'air, mais on espère SA permission pour le faire. Faute d'autonomie décisionnelle, nous avons eu droit à une organisation nationale uniforme. Les Îles-de-la-Madeleine et Parc-Extension dans le même bateau ! Où est cette fameuse autonomie des milieux tant promise ?

Silence

La place d'un discours indépendant dans l'espace public n'existe plus. Les présidents des conseils d'administration des centres de

services scolaires (CSS) ne remettent pas publiquement en question les choix du ministre, ne demandent pas d'ajustements régionaux ou locaux. La loi les oblige au silence au profit des directions générales, devenues porte-parole des CSS. Mais jamais un administrateur ne tiendra publiquement un propos critique envers le gouvernement. Tout au plus, des citoyens sur Twitter et d'autres réseaux sociaux, des groupes d'intérêt au nom des conditions de travail de leurs membres ou encore des critiques d'opposition en phase avec leur ligne de parti politique font part de leurs récriminations ou revendications. En fait, l'école publique est passée d'une organisation citoyenne ouverte et inclusive à un service centralisé pour utilisateurs seulement. Le propos national ou régional critique n'existe plus.

L'organisation citoyenne devenue silencieuse peut aussi s'expliquer par le vacuum des responsabilités des conseils d'administration. Des délégations de pouvoirs revues à la faveur des directions générales, souvent avant la mise en place des conseils d'administration (conséquence inévitable et prévisible du projet de loi 40), la disparition des comités exécutifs, la forte réduction du nombre de réunions des C.A. auront vite réduit au rang de murmure l'influence des conseils d'administration sur la réussite des élèves. Et pourtant, l'école publique, c'est 11 milliards de dollars, provenant des impôts et de la « taxe sans droit de vote scolaire »

des contribuables. C'est une chose d'abolir les élections scolaires telles qu'on les a connues pendant plus d'un siècle et demi, c'en est une autre de créer des CA muets et sans pouvoir.

Pour plusieurs, et nous en sommes, il est urgent d'entreprendre une conversation nationale ouverte sur l'état de l'éducation au Québec. Dans ce cadre, faire le point et réfléchir sur la transformation des commissions scolaires en centres de services scolaires devrait notamment être à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, les francophones se retrouvent à la remorque d'un pouvoir centralisateur, les anglophones préservent leur autonomie et l'imputabilité de leurs choix et les mieux nantis maintiennent le privilège de leur réseau privé soutenu financièrement par l'État. Si nous réaffirmons l'équité en valeur phare de nos discussions, l'existence de ce système d'éducation morcelé aura vite fait d'imposer l'urgence d'agir.

* Respectivement ex-président de la Commission scolaire des Découvreurs (Québec) et de la Fédération des commissions scolaires du Québec ; ex-président de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud ; ex-président du Conseil supérieur de l'éducation ; ex-directeur général adjoint de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord.



ÉDITORIAL

AU QUÉBEC, L'ÉDUCATION MÉRITE (ENCORE) MIEUX

ALEXANDRE SIROIS
LA PRESSE

Depuis le début de son mandat, le gouvernement Legault a soutenu que l'éducation était pour lui une priorité et il a généralement agi en conséquence.

Il a revu à la hausse les budgets et a mis de l'avant des propositions – ainsi que plusieurs initiatives – visant notamment à favoriser la réussite des élèves et à valoriser la profession enseignante.

Ajoutons que malgré la pandémie, il a gardé le cap. La preuve ultime : les milieux scolaires ont été parmi les premiers secteurs à rouvrir. Au Québec, l'école passe avant le commerce de détail ; ce n'est pas rien !

On peut donc s'entendre sur le fait que le gouvernement caquiste est au chevet du système d'éducation. Et s'en réjouir. Ça change des coupes du précédent gouvernement.

Mais... il y a un mais.

Un peu plus de deux ans après l'arrivée de la CAQ au pouvoir, on a l'impression qu'il y a un fossé encore trop grand entre les ambitions affichées et les actions posées. Qu'il y a de très bonnes intentions, mais beaucoup d'improvisation.

Ainsi, on observe parfois que les engagements se heurtent au mur de la réalité (comment expliquer, par exemple, ce refus de soutenir clairement l'amélioration des conditions de travail des enseignants dans le cadre de négociations en cours pour le renouvellement des conventions collectives ?).

On constate que les interventions manquent parfois de cohérence et qu'elles n'ont pas galvanisé, comme prévu, les acteurs du réseau.

Et on a du mal à comprendre comment le programme du gouvernement finira par avoir un impact majeur sur le problème fondamental du système, à savoir les inégalités flagrantes, qui s'accroissent depuis trop longtemps.

En somme, c'est comme s'il manquait une vision d'ensemble. Une stratégie, issue d'une réflexion substantielle, basée sur la consultation des divers acteurs du milieu.

L'heure est venue de planifier un tel exercice. Une grande réflexion nationale sur l'éducation qui, si elle est bien menée, permettrait de mobiliser la société québécoise derrière un projet commun.

Ce n'est pas d'hier que des voix s'élèvent pour réclamer une telle initiative, qui serait la première, en éducation, depuis les états généraux du milieu des années 90.

Mais force est de constater que ces appels se font de plus en plus pressants.

Le plus récent – et il est de taille – a pris la forme d'une lettre rendue publique à la mi-janvier par 240 acteurs du milieu de l'éducation. Ils réclament « une réflexion en profondeur conduisant à un vaste plan de relance éducative de notre école ».

« Il est plus que jamais nécessaire que nous nous demandions collectivement quelle école nous voulons pour nos enfants », affirme ce mouvement, lancé par cinq professeurs de l'Université de Montréal et de l'UQAM : Maurice Tardif, Guy Bourgeault, Claude Lessard, Georges Leroux et Guy Rocher.

Les défis majeurs en éducation qu'on peine à relever au Québec sont encore nombreux.

Trop nombreux.

Il y a d'abord, tel qu'évoqué précédemment, les inégalités. Elles se creusent en raison de notre incapacité à brider ce qu'on décrit de plus en plus comme une école à trois vitesses (le public, le privé, mais aussi le public à projets particuliers).

Il y a la réussite scolaire ; le Québec a encore trop l'air d'un cancre en la matière. Au cœur de ce problème, il y a nos garçons. Pourquoi sont-ils si nombreux à décrocher ?

Il y a aussi les défis (ils recoupent les autres) liés aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Et ceux auxquels font face les enseignants. Plusieurs quittent la profession pour sauver leur peau et,

forcément, on a du mal à les remplacer. Ce n'est ni normal ni tolérable.

On les connaît bien, ces problèmes, mais on est incapable de les résoudre. Et la pandémie est l'équivalent d'un bidon d'essence qu'on serait en train de verser sur ce feu.

Une réflexion collective sur le système, incluant tous les acteurs concernés, ferait œuvre utile.

Pas demain. Disons-le, la crise sanitaire est tout sauf un bon moment pour un tel exercice.

Mais il faut déjà commencer à y réfléchir si on veut en voir la couleur plus tôt que tard. Et pour s'assurer qu'il sera couronné de succès.

À ce sujet, parmi les experts consultés au cours des derniers jours, plusieurs ont signalé à quel point le choix des membres d'une éventuelle commission doit être fait avec doigté.

Il faut par ailleurs à tout prix éviter de jouer dans le même film qu'il y a 25 ans, alors que des états généraux ont mené à une réforme ayant complètement occulté les objectifs et les recommandations pour mettre de l'avant une approche socioconstructiviste de l'apprentissage.

D'ailleurs, le sort de l'héritage de cette réforme abracadabrantesque (et ses compétences transversales) est l'une des raisons pour lesquelles l'heure est venue de se concerter de nouveau. Il nous sert aussi de mise en garde.

Pour éviter un nouveau gâchis, Québec devra appliquer avec soin les solutions qui auront fait consensus et mettre en place une mécanique pour évaluer, par la suite, leur mise en œuvre.

Le premier à occuper le poste de ministre de l'Éducation du Québec fut Paul Gérin-Lajoie. Il estimait que « donner la priorité à l'éducation n'est pas qu'affaire budgétaire et de coopération interministérielle ».

Il l'a affirmé dans un recueil publié à la suite d'un colloque sur les 50 ans du ministère de l'Éducation du Québec en 2014.

Il précisait ainsi sa pensée : « Ce travail éducatif généralisé nécessite des investissements matériels, mais il exige surtout pour atteindre son but une mobilisation de tous les acteurs autour d'une vision partagée de l'avenir. »

Cette vision partagée de l'avenir, actuellement, nous fait défaut.

C'est devenu un problème pour le réseau. Pour tous ceux qui y œuvrent ainsi que pour nos enfants, les plus vulnérables par-dessus tout.

Il est temps d'y remédier.

Un projet essentiel pour aider les jeunes en difficultés

Depuis quelques jours, plusieurs personnalités critiquent l'annonce par le ministre de l'Éducation d'une initiative, la création d'une banque de tuteurs, pour soutenir les élèves en difficultés. Cette initiative est née des discussions au sein d'un Comité réunissant des acteurs du milieu de l'Éducation représentant autant le terrain que différentes expertises.

L'idée est bien documentée sur le plan scientifique et le Comité y réfléchit depuis plusieurs mois. Théoriquement, c'est simple, mais le défi était de déterminer tant le moment que la manière d'implanter cette ressource pour qu'elle soit en adéquation avec les réalités et les besoins des différents milieux scolaires.

LES DÉFIS

Plusieurs centres de services scolaires (CSS) sont prêts à la concrétiser. Certains ont déjà identifié les ressources internes. D'autres ont des contacts avec un réseau établi avant la pandémie via les organismes d'aide aux devoirs, les bibliothèques, les villes, les partenaires pour la réussite éducative, les cégeps et universités.

Par contre, des CSS ont développé d'intéressants programmes sans que ceux-ci puissent contribuer au projet de tuteurs. Peut-être qu'une école dispose de ressources à la suite d'une action locale ou la proximité d'un regroupement offrant des services similaires, sans que cela ne soit répandu sur l'ensemble du CSS.

Il y en a qui, éloignés des grands centres ou caractérisés par un vaste territoire, ne disposent pas encore des moyens pour s'engager dans cette initiative, alors que les besoins divergent peut-être.

Est-ce que les besoins sont les mêmes pour la Côte-Nord que pour l'Estrie? Est-ce que cette initiative peut s'appuyer sur de nouveaux partenariats locaux? Grâce à la visioconférence, peut-on associer un tuteur et un élève habitant à 500 km l'un de l'autre?

C'est ainsi que l'idée de créer une banque de citoyens qui voudraient aider des jeunes en difficultés s'est imposée. En effet, si les ressources locales ne sont pas encore identifiées ou inexistantes,

comment recruter des bénévoles si on ne publicise pas l'initiative dans tout le Québec?

Par ailleurs, comment utiliser ces nouvelles ressources? Quelles sont les balises à mettre en place pour les CSS qui recourraient à cette banque? Comment mettre en relation l'élève en besoin et le bénévole désireux de contribuer?

UN PROCESSUS QUI PREND DU TEMPS

C'est un processus qui doit s'appuyer sur l'expérience et le dialogue, donc cela prend du temps pour que cette initiative puisse contribuer au support des adolescents.

Il y a un autre point qui justifie cette période de réflexion : est-ce qu'on veut des « tuteurs » centrés sur les apprentissages formels ou des « mentors » soucieux de créer un lien sécurisant l'élève? Veut-on soutenir les apprentissages ou réduire le risque de décrochage scolaire?

Combien de jeunes peut-on aider concrètement? Sans carte des ressources, il est difficile de déterminer la date pour débiter la concrétisation d'une telle initiative sans prendre le risque que le gâteau s'effondre.

On ne peut pas l'organiser avec les mêmes caractéristiques mur-à-mur et encore moins figer dans le temps la manière dont elle s'articulera. Il faut donc accepter que cela prend du temps. C'est un processus qui s'étalera sur plusieurs mois et qui sera affecté par les mesures sanitaires.

Après avoir dégagé un consensus au sein du Comité « multi-acteurs », l'annonce du ministre Roberge était donc essentielle pour créer une banque de bénévoles et initier des partenariats.

Maintenant, c'est aux différents milieux de se l'approprier pour l'articuler autant en fonction des besoins singuliers que des ressources locales et provinciales disponibles.



leSoleil

Des anges gardiens sur nos routes

COLLECTIF D'AUTEURS

POINT DE VUE / Dans le cadre de sa campagne de sécurité en transport scolaire, la Fédération des transporteurs par autobus, la Fédération des centres de service scolaires du Québec et la Fédération des comités de parents du Québec s'unissent afin de souligner la Semaine des conducteurs et conductrices d'autobus scolaire, du 8 au 12 février 2021.

En 2021, un an presque jour pour jour après le début de la pandémie de COVID-19, l'événement prend un sens bien particulier pour les quelque 10 000 conducteurs et conductrices d'autobus scolaires qui transportent quotidiennement plus de 534 000 élèves, petits et grands, aux quatre coins du Québec. Ces femmes et ces hommes ont la responsabilité de transporter en toute sécurité ce que nous avons de plus précieux – nos enfants – entre la maison et l'école. Matin et soir, dans des conditions routières variables, ils s'acquittent de cette tâche avec toute la patience et la vigilance que cela requiert.

Même si le risque est toujours présent et qu'une personne blessée en demeure une de trop, nous pouvons aujourd'hui saluer leur bilan. On ne note aucun décès d'écopier à bord d'un autobus scolaire lors d'un déplacement depuis maintenant 35 ans au Québec. Il s'agit d'une statistique dont nous pouvons collectivement nous réjouir.

Un quotidien bouleversé

À l'importante responsabilité associée aux exigences de la Santé publique depuis mars 2020, nos conducteurs et conductrices mettent tout en œuvre afin de répondre au mieux aux mesures sanitaires entourant la COVID-19. Ils s'assurent de bien suivre et faire respecter les règles parce qu'ils sont des professionnels dédiés à la sécurité des élèves qu'ils transportent quotidiennement.

Ainsi, en cette semaine bien spéciale, nous tenions à lever notre chapeau à tous nos conducteurs et conductrices d'autobus scolaires qui ont été et demeureront nos anges gardiens sur la route. Si vous êtes un parent, pensez à leur partager votre reconnaissance lorsque vous aurez la chance de les croiser au coin de la rue.

N'oublions jamais une chose: parmi tous les intervenants du milieu scolaire, les conducteurs et conductrices d'autobus sont souvent ceux qui côtoient le plus grand nombre d'élèves au quotidien. Ils sont les premiers à accueillir nos enfants, lors de leur premier jour à l'école primaire, et les derniers à les saluer à la fin de leur secondaire.

Et chaque jour, ils continuent d'accomplir leur rôle avec toute la rigueur nécessaire et, aussi, la bonne humeur qui les caractérise. Nous les remercions sincèrement.

Luc Lafrance, président-directeur général, Fédération des transporteurs par autobus

Caroline Dupré, présidente-directrice générale, Fédération des centres de service scolaires du Québec

Kévin Roy, président, Fédération des comités de parents du Québec

laTribune

Le troisième étage de l'école du Touret fermé jusqu'au 19 février

LILIA GAULIN
LA TRIBUNE
CORALIE BEAUMONT
LA TRIBUNE

La Santé publique de l'Estrie a recommandé au Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) de procéder à la fermeture du troisième étage de l'école du Touret jusqu'au 19 février inclusivement. Cette décision survient en raison d'une éclosion COVID-19 chez les élèves et les membres du personnel.

Dans les derniers jours, deux membres du personnel et sept élèves ont été déclarés positifs au virus. Par le fait même, dix groupes sur 21, dont neuf au troisième étage, ont été retirés de l'école de façon préventive. Cela représente 96 élèves sur 165 qui sont à risque modéré. De plus, 43 des 115 employés sont également placés en isolement.

Cette décision a été prise en considérant l'approche particulière de « bulle-étage » propre à la clientèle qui fréquente cette école. Cet établissement scolaire regroupe des élèves âgés de 4 à 21 ans ayant une déficience intellectuelle moyenne, sévère ou profonde.

« Nous avons observé que la transmission se fait surtout auprès des élèves et des membres du personnel du troisième étage de l'école. Dans l'objectif de freiner l'éclosion et de protéger l'ensemble des élèves et du personnel, il a été conjointement décidé de fermer tous les groupes du troisième étage et le groupe touché du deuxième étage. Nous avons décidé d'être plus prudent que moins », explique la médecin-conseil à la direction de la santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS, Dre Mélissa Généreux.

Une équipe mobile du CIUSSS de l'Estrie-CHUS se présentera à l'école du Touret lundi dans l'optique de dépister tous les intervenants gravitant autour des élèves. La Santé publique indique que les jeunes « seront invités à se rendre au centre de dépistage de Sherbrooke, selon les indications transmises par la Direction de la santé publique. Les familles des élèves ayant des contraintes pourront communiquer avec leur intervenant pivot ou l'infirmière de l'école pour recevoir le service. »

Les parents et les employés de l'établissement scolaire ont été informés de la situation dimanche.

« Il s'agit d'une clientèle d'élèves plus vulnérables, qui sont regroupés en petits groupes. En temps de pandémie, l'école a développé un fonctionnement plus hermétique par bulle-étage plutôt que par bulle-classe », souligne le secrétaire général et directeur du Service des communications du CSSRS, Donald Landry.

Le CSSRS soutient par voie de communiqué que « l'ensemble de l'établissement est sécuritaire et que les élèves non concernés par cette intervention préventive peuvent continuer de le fréquenter quotidiennement en toute quiétude. Les mesures sanitaires seront renforcées et une vigilance de tous les instants sera exercée. »

Aucun décès dimanche en Estrie

Nouvelle encourageante, aucun décès en raison de la COVID-19 n'a été déploré dimanche en Estrie.

43 nouveaux cas de COVID-19 ont été confirmés, dont neuf sur le territoire de La Pommeraie, excluant Bromont et huit à Sherbrooke.

Aucune nouvelle éclosion n'est signalée sur le territoire estrien.

laVoixdelEst

Persévérance scolaire : des humoristes en renfort

Ces prochaines semaines, les élèves de Val-des-Cerfs auront droit à plusieurs petites tapes dans le dos afin de les motiver à persévérer. Parmi les différentes initiatives mises sur pied dans les écoles, les échanges virtuels avec les humoristes Mariana Mazza et Eddy King permettront d'égayer le quotidien des étudiants des écoles Massey-Vanier et de la Haute-Ville.

Au sommet de la rue Lansdowne, à l'établissement de la Haute-Ville, la directrice avoue que le mois de février et la délivrance du premier bulletin de l'année amènent leur lot d'émotions. « Cette période n'est pas facile pour personne, de dire Hélène Deslandes. C'est exigeant. Cela amène des avantages, comme de nouvelles compétences en informatique, mais aussi des défis. »

On ressent davantage de fébrilité, selon elle, et de la fatigue chez les élèves.

« La motivation de nos élèves est pour nous une préoccupation constante », assure quant à lui Jean-Luc Pitre, directeur de Massey-Vanier.

L'humour comme baume

C'est dans ce cadre que Mariana Mazza viendra dérider les zygomatiques des étudiants de 3e, 4e et 5e secondaire de Massey-Vanier (MV), le jeudi 11 février. Interpellée comme d'autres établissements par la proposition de l'humoriste, la direction de l'école a sauté sur l'occasion.

L'activité se déroulera sous la forme de questions/réponses avec les élèves. À voir les commentaires sous sa publication du 22 janvier dernier, les écoles de la province sont nombreuses à avoir fait appel à ses services.

Le directeur de MV ajoute que les élèves de 1re et 2e secondaire ne seront pas en reste et qu'une activité du même type leur sera bientôt annoncée.

À l'école de la Haute-Ville, le spectacle d'un humoriste récompense d'habitude les élèves s'étant démarqués positivement par leurs résultats scolaires ou leur attitude. À l'année exceptionnelle, mesure exceptionnelle : tous les élèves bénéficieront cette fois de la venue de l'humoriste Eddy King, le vendredi 26 février. « On ne voulait pas faire de discrimination [positive] cette année, et donner

plutôt une petite tape dans le dos à tous les élèves », explique Mme Deslandes.

Eddy King a été choisi par un comité mis sur pied par quelques profs de l'école. « Son spectacle-conférence, sous la forme d'un webinaire et d'une période de questions, donnera des outils aux jeunes afin de leur permettre de prendre leur place dans la société en utilisant leurs différences comme atouts », précise la directrice.

Selon elle, l'humour a particulièrement sa place alors que les jeunes sont plus isolés socialement.

L'école secondaire Mgr-Desranleau, à Bedford, a organisé elle aussi une conférence avec un humoriste et conférencier, Alex Roof, vendredi matin.

« Le constat est là : nous avons un taux d'échec plus haut que la normale. »

— Hélène Deslandes, directrice de l'école de la Haute-Ville

Les autres écoles de Val-des-Cerfs préparent actuellement des activités dans la même veine afin d'encourager leurs élèves à persévérer dans leurs apprentissages.

Le joueur de football Laurent Duvernay-Tardif viendra quant à lui stimuler les élèves du secondaire et du 3e cycle du primaire de l'ensemble de la province à leur domicile, le mercredi 17 février (journée pédagogique), via une conférence virtuelle tenue dans le cadre des Journées de la persévérance scolaire, qui se dérouleront du 15 au 19 février.

Redoubler d'efforts pour soutenir les élèves

Toutes ces activités s'inscrivent dans un climat pesant pour la santé mentale des élèves. « C'est subjectif, mais oui on remarque un écart [sur la santé mentale de nos élèves] par rapport à d'habitude », constate M. Pitre.

Dans l'équipe des services complémentaires de Massey-Vanier, le nombre de demandes de soutien aux élèves en lien avec le stress et l'anxiété est en croissance. Mais son équipe suffit à répondre à ces besoins, tempère le directeur.

À de la Haute-Ville, « le constat est là : nous avons un taux d'échec plus haut que la normale, on s'y attendait », constate Mme Deslandes, alors que le bulletin scolaire de la première étape a été communiqué vendredi aux élèves et à leurs parents.

« On risque de retrouver ça dans notre analyse, dit M. Pitre. Mais je suis quand même agréablement surpris [par les bulletins des élèves]. »

Les détails des résultats des élèves à l'échelle du centre de services scolaire seront communiqués prochainement par Val-des-Cerfs, les deux directions ne souhaitant ainsi pas élaborer davantage.

Chose certaine, les équipes-écoles redoublent d'efforts pour s'assurer de l'engagement de leurs élèves dans leurs apprentissages.

Une fois que les résultats officiels auront été communiqués, une batterie de mesures d'accompagnement sera mise en place, comme le tutorat, déjà annoncé par le ministère de l'Éducation.

« Nous allons également recevoir [du financement] pour soutenir le bien-être des élèves à l'école », ajoute Mme Deslandes.

Dans ce contexte, pas question de passer outre les classiques Journées coup de soleil de l'école secondaire de Cowansville, les 18 et 9 février prochain. Pandémie ou pas, les élèves seront accueillis par de la musique tropicale, les décibels dans le plafond, afin de créer une occasion de plus d'encourager leurs efforts académiques. Sauf qu'au lieu d'entendre ces rythmes latins au chaud à l'intérieur, les déhanchements se feront à l'extérieur !

leDroit

COVID-19: fermeture temporaire d'une école primaire de Gatineau

JULIEN CODERRE

Le Droit

L'école primaire des Trois-Saisons, à Gatineau, sera fermée lundi et mardi, après que des cas de COVID-19 eurent été confirmés chez des membres du personnel.

Le Centre de services scolaire des Draveurs en a informé les parents et la population dimanche après-midi.

«Après analyse de la situation et dans une approche prudente de gestion des risques, les autorités de la santé publique ont recommandé la fermeture temporaire de l'établissement scolaire afin d'éviter toute propagation du virus», indique-t-on.

Une réévaluation de la situation sera faite mardi soir afin de déterminer si la fermeture temporaire de l'école doit être prolongée.

[< ARTICLE PRÉCÉDENT](#)

ÉDITION DU LUNDI 8 FÉVRIER 2021

[ARTICLE SUIVANT >](#)[< RETOUR](#)

Aa Aa



P.L. 59 : LOIS DU TRAVAIL

RÉFORME DE GRANDE AMPLEUR POUR « DÉPOUSSIÉRER LE RÉGIME »

(LCP) Le Salon bleu a entamé le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 59 modernisant le régime de santé et de sécurité du travail. « Dès mon entrée en fonction, les leaders patronaux et les leaders syndicaux m'ont tous interpellé sur la nécessité de dépolssiérer le régime. Ayant pratiqué le droit de la santé et de la sécurité du travail, j'ai partagé ce sentiment d'urgence. J'ai donc fait de la modernisation du régime une priorité pour mon mandat », a rappelé le ministre du Travail en ouverture du débat.

[VERSION CLASSIQUE](#)

Jean Boulet a parlé longuement de sa pièce législative dont l'ampleur est considérable et couvre

regulative dont l'ampleur est considérable et couvre de nombreux aspects du droit du travail.

« Seulement 25 % des travailleurs sont couverts par les mécanismes de prévention et de participation. Finalement, après 40 ans, nous étendons les mécanismes à l'ensemble des secteurs d'activité économiques, tout en tenant compte de la réalité des différents types d'entreprises. Pour y arriver, nous avons favorisé une modulation en fonction des niveaux de risque liés aux activités de l'employeur et du nombre de travailleurs. Cette approche, combinant la taille des entreprises et le niveau de risque, permet de passer de 25 % des travailleurs couverts à 94 % », réitère-t-il.

Niveaux de risque

« Pour calculer les niveaux de risque faibles, modérés ou élevés, nous nous sommes basés sur un système de classification des industries de l'Amérique du Nord, le SCIAN. Or, les consultations ont permis de mettre en lumière les limites de la méthode de calcul, notamment en ce qui concerne les secteurs à prépondérance féminine, telle la santé », nuance le ministre.

« J'ai également mentionné, lors des consultations, que nous allons ajouter, dans l'article 2 de la LSST (Loi sur la santé et la sécurité du travail), l'intégrité psychique ou l'intégrité psychologique. Cet ajout permettra de renforcer la volonté que j'ai d'accorder une place prépondérante à la santé mentale de nos travailleurs », précise-t-il.

Contre la violence

Aussi, le P.L. 59 « rend explicite l'obligation de l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection d'un travailleur exposé à une situation de violence sur les lieux de travail. Cette violence pourrait se manifester sous forme physique ou psychologique, et elle inclurait la violence conjugale ou familiale. À titre d'exemple, un

VERSION CLASSIQUE

employeur pourrait changer le numéro de téléphone d'une travailleuse victime de violence conjugale, la faire raccompagner à sa voiture, le soir, et modifier son horaire de travail, la réassigner, et autres. Des gestes simples qui peuvent faire toute la différence dans la vie d'une femme », soutient Jean Boulet.

Les maladies

Le ministre a rappelé que la liste des maladies professionnelles reconnues ne sera plus dans la loi, mais dans un règlement. «C'est ainsi que nous avons notamment ajouté le trouble de stress post-traumatique à la liste des maladies », dit-il.

Handicapés

« Nous tenons à rassurer les personnes en situation de handicap sur le fait que les modifications apportées à l'article 329 n'auront aucune incidence sur l'accès à l'indemnisation en cas de lésion professionnelle. Dans un souci de cohérence gouvernementale, la définition retenue provient de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. Cependant, nous avons bien entendu les préoccupations, et, si l'article, tel que libellé, a des effets discriminatoires indésirables, nous allons corriger le tir », assure Jean Boulet.

Déjudiciarisation

La pièce législative vise en même temps à freiner l'augmentation du nombre des contestations des décisions de la CNESST et à faire en sorte que le traitement de ces contestations se déroule dans les meilleurs délais possible.

Économies réinvesties

Selon le ministre Boulet, sa proposition législative « générera des bénéfices cumulatifs lors des 10 premières années suivant son entrée en vigueur de l'ordre de 1,5 à 4,3 milliards \$. On ne dira jamais assez comment la prévention est un investissement. Un seul

dollar investi en prévention peut en rapporter jusqu'à cinq pour une entreprise et pour la société ». Le débat sur le principe de ce projet de loi en est à ses débuts.

-30-

leNouvelliste

Les camps de vacances pensent déjà à l'été

MARC-ANDRÉ PELLETIER, INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL
Le Nouvelliste

Hérouxville — L'hiver n'est peut-être qu'à mi-chemin, mais les responsables de camps de vacances ont déjà commencé à plancher sur la prochaine saison estivale, qui pourrait ressembler étrangement à son édition 2020, alors que certaines activités devraient être permises, mais strictement surveillées.

Les camps de la région sont unanimes: l'expérience acquise dans la première année de pandémie s'avérera très utile, mais en attendant, plusieurs questions demeurent. Plus que les défis qui viendront avec cette nouvelle saison avec un pied sur le frein, c'est l'usure qui commence à faire des ravages.

Mais la plupart d'entre eux conservent quand même un certain optimisme à l'égard de la saison chaude.

«Les mesures prises par le gouvernement amènent des résultats. C'est certain que dans l'état des choses, le plein air devient un soutien à des problématiques sociales. On risque fort d'avoir un été qui ressemblera à 2020. Notre rôle, c'est de se tenir prêt en attendant les consignes en ce sens», explique Philippe Roy, directeur général de Plein air Ville Joie, dans le secteur Pointe-du-Lac à Trois-Rivières.

Ce dernier entend faire plus de place aux camps de jour dans son offre de service, cette année, par prudence.

«Le camp de jour, lui, est assuré. Mais je demeure confiant à 60-65 % qu'il y ait des camps familiaux avec des mesures précises. C'est sûr que l'aspect financier rentre en ligne de compte dans toute notre réflexion, mais on a quand même eu des subventions et les gestionnaires qui ont bien fait leurs devoirs s'en sortent bien», ajoute-t-il.

L'inquiétude prend plus de place cependant au Camp Val Notre-Dame d'Hérouxville, où le directeur général Gilles Brûlé a hâte d'être fixé.

«Quels seront les critères? Quelle capacité d'accueil aurons-nous? Comment planifier l'animation des camps? Nous, c'est un camp familial. Si on repart, on ne repartira pas comme avant, alors ça génère de l'inquiétude», avoue-t-il.

«Ça va faire un an qu'on est fermé. Est-ce qu'on va être en mesure de maintenir nos activités? Les subventions nous aident, mais ne comblent pas tout. Il faudra penser à de nouvelles façons de générer des revenus, parce qu'on a encore beaucoup de reports de gens qui avaient déjà reporté de 2020 à 2021.»

Au camp du Lac en Cœur à Lac-aux-Sables, la directrice générale Martine Dupont s'avoue quant à elle confiante de pouvoir offrir son service l'été qui vient.

«Avec les écoles, les services de garde qui ont bien fonctionné, on espère beaucoup. On est capables d'opérer en suivant les règles. En mai ou en juin, on devrait être en mesure d'opérer notre camp», estime-t-elle.

La directrice fait preuve de prudence sur les revenus anticipés lors de la saison. «C'est sûr que c'est plus compliqué parce qu'on subit ça depuis un an. On se revire comme on peut, on innove. Si jamais on n'est pas en opération, on pourra au moins permettre aux familles de louer nos chalets en formule prêt-à-camper. Les gens vont avoir le goût de sortir.»

Cette dernière estime qu'au moins, cette année, même si l'annonce gouvernementale tarde à venir, l'expérience de 2020 pourra servir.

«On pourra se retourner plus vite cette année. L'an dernier, l'annonce est tombée un peu tardivement.»

Ce sentiment de connaître l'avenir de façon plus précoce est partagé par Dominique Vallée, instructrice en chef du Club multivoile 4 saisons.

«Si on reposait seulement sur les camps, ce serait horrible financièrement. Heureusement, on a une portion hébergement qui fonctionne bien et on pense qu'on va faire la même chose que l'an dernier, c'est-à-dire tenir la majorité de nos événements, mais l'achalandage ne sera pas le même qu'en temps normal», avoue-t-elle.

Le camp des Débrouillards, lui, lancera officiellement sa programmation le 15 février, et la directrice générale Nancy Mignault est probablement la plus enthousiaste du groupe. Le camp ayant été annulé l'an dernier, Mme Mignault n'entend pas rater sa chance en 2021.

«L'année 2020 a tellement fait mal. Cette année, on envisage les possibilités de pouvoir amener les expériences à l'extérieur. On va faire ça par groupes d'âge en respectant toujours un certain pourcentage, mais là où ça va se jouer, c'est au service de garde et au service de cafétéria. Serons-nous en mesure d'en tenir ou pas?», questionne-t-elle.

Pour respecter au mieux les consignes sanitaires, les Débrouillards prévoient tenir les activités scientifiques en avant-midi et les activités sportives ensuite.

«Je suis très optimiste sur la tenue du camp. Nos éducateurs auront des masques et des visières. Nous avons engagé des étudiants spécifiquement pour effectuer le nettoyage. On va doubler le nombre d'animateurs, même si l'on doit ajuster leur salaire parce qu'il est plus difficile d'en recruter cette année.»

Au Centre d'activité physique et sportive de l'UQTR, les organisateurs du camp multisports sont eux aussi optimistes, même si, évidemment, cette édition sera différente.

«Ça ne sera pas comme ce que l'on vit d'habitude, mais on va appliquer les consignes. Ce sera une première pour nous. On a hâte», souligne Kim Dingle, coordonnatrice du secteur jeunesse, qui fait référence à l'annulation 2020.

«Les ratios n'auront pas le choix d'être plus bas. C'est malheureux, mais c'est sûr qu'on va décevoir certains parents. Il y aura une logistique à déterminer parce que nous, les repas sont normalement inclus. La bonne nouvelle, c'est qu'on a eu un an pour voir ce qui se passait dans la pandémie avec les autres camps et qu'on aime travailler avec les jeunes, alors, ça va bien aller.»

Par contre, l'option d'inscription à la journée sera abandonnée cette année, parce que trop compliquée, et même chose avec les sorties. Les activités, elles, seront adaptées.

Pour l'un ou l'autre des camps, les organisateurs seront contraints de réduire du tiers aux deux tiers le nombre d'enfants qui participeront.

leNouvelliste

Deuxième édition des portes ouvertes virtuelles aux CFP Bel-Avenir et Qualitech

MARC-ANDRÉ PELLETIER, INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL
Le Nouvelliste

Trois-Rivières — La deuxième édition des portes ouvertes virtuelles des Centres de formation professionnelle Bel-Avenir et Qualitech aura lieu le 11 février, de 19h à 20h, via la plateforme Google Meet. Pour l'occasion, les élèves, jeunes ou adultes, leurs parents et la population sont invités à participer à des rencontres virtuelles où ils auront la chance d'en apprendre davantage sur les diverses formations offertes (DÉP, ASP et AEP).

Les élèves pourront découvrir la variété de programmes offerts dans les deux Centres, en plus d'obtenir l'ensemble des informations concernant les préalables et les conditions d'admission.

Ce sont plus de 45 formations qui sont offertes.

Les portes ouvertes permettent notamment d'explorer plusieurs programmes dans différents domaines connaissant une forte demande de main-d'œuvre.

C'est aussi l'occasion pour les élèves de se renseigner sur les possibilités de formation en formule d'alternance travail-études et en enseignement individualisé.

Pour en apprendre davantage sur les portes ouvertes et accéder aux liens de connexions :

Centre de formation professionnelle Bel-Avenir :
<https://bit.ly/3qG6wwK>

Centre de formation professionnelle Qualitech :
<https://bit.ly/2M6EAD7>

Quebec surpasses 10,000 COVID deaths

Record Staff

The Province of Québec reported 1,081 new cases of COVID-19 on Sunday after 1,204 on Saturday and 1,101 on Friday, bringing the total number of people infected to 270,058, with 11,915 cases still active. The data also reported 32 new deaths following reports of 23 on Saturday and 26 on Friday, for a weekend total of 81 and an overall total of 10,031. The number of hospitalizations decreased consistently over the weekend by 19 compared to the previous day, for a cumulative total of 963. Among these, the number of people in intensive care decreased by 1, for a total of 158. The samples conducted on February 5 amount to 35,652 for a total of 6,088,912. Finally, 2,033 doses of vaccine were administered yesterday, for a total of 256,550. To date, 294,825 doses have been received.

In the Estrie Region the weekend brought news of 128 new cases, spread out over three days (39 on Friday, 46 on Saturday, and 43 on Sunday). As of Sunday's report there were 353 active cases in the region, spread out across almost all local health networks as follows: 59 in la Pommeraie, 71 in Haute-Yamaska, 29 in Memphrémagog, nine in Coaticook, 103 in Sherbrooke, 31 in Val Saint-François, eight in Haut-Saint-François, and 41 in Granit. There are no active cases in the Asbestos local health network.

The number of local hospitalizations declined to 27, with an additional six people in intensive care. The total number of deaths associated with the virus in the region, meanwhile, increased to 285.

To date 256,550 doses of vaccine have been administered in the province of Quebec, 11,070 have been in the Estrie Region

A significant outbreak at the Excelsoins Residence in the town of Lac Brome accounts for many of the positive cases recorded in that area. The original outbreak published last week by Excelsoins identified the Knowlton outbreak as new, with 16 residents on the third floor and five employees testing positive as of Feb. 4. Now on the CIUSSS de l'Estrie-CHUS outbreak watch, four additional residents and three employees reported positive test results on Sunday, bringing the total to 38 infections at Excelsoins Residence (22 residents, 16 employees).

Also last week, the Wales Home in Cleveland announced that a case of COVID-19 had been confirmed in a resident of its RPA section who was in hospital for an unrelated concern. That news prompted a significant campaign of testing and vaccination among staff and other residents living at the home, but the home's executive director Brendalee Piironen confirmed to The Record Sunday that those follow up tests turned up only negative results within the facility. A follow up between the Wales Home and Public Health is scheduled for February 12th to review the need for a second mass testing, and residents remain under isolation measures for the time being.

The third floor of Sherbrooke's école du Touret, which serves students aged four to 21 with moderate to severe intellectual impairment, was closed on Sunday in the face of a rising number of students and members of the personnel. According to a press release issued by the Sherbrooke area



School Service Centre (CSSRS) the entire floor is being treated as if they were at moderate risk of exposure and will remain in collective isolation until February 19. A mobile testing team will be at the school on Monday to test all those in close contact with the affected population.



Santé

Le plan pour éviter une troisième vague

Alors que l'Ontario et le Québec se déconfinent partiellement, des chercheurs réclament l'adoption d'une stratégie nationale d'éradication du virus, à l'instar des pays qui maîtrisent le mieux la situation. Un chemin éprouvé pour éviter un nouveau confinement en attendant l'arrivée des vaccins.



Une troisième vague de COVID-19 frappe la Corée du Sud.

PHOTO : REUTERS / KIM HONG-JI

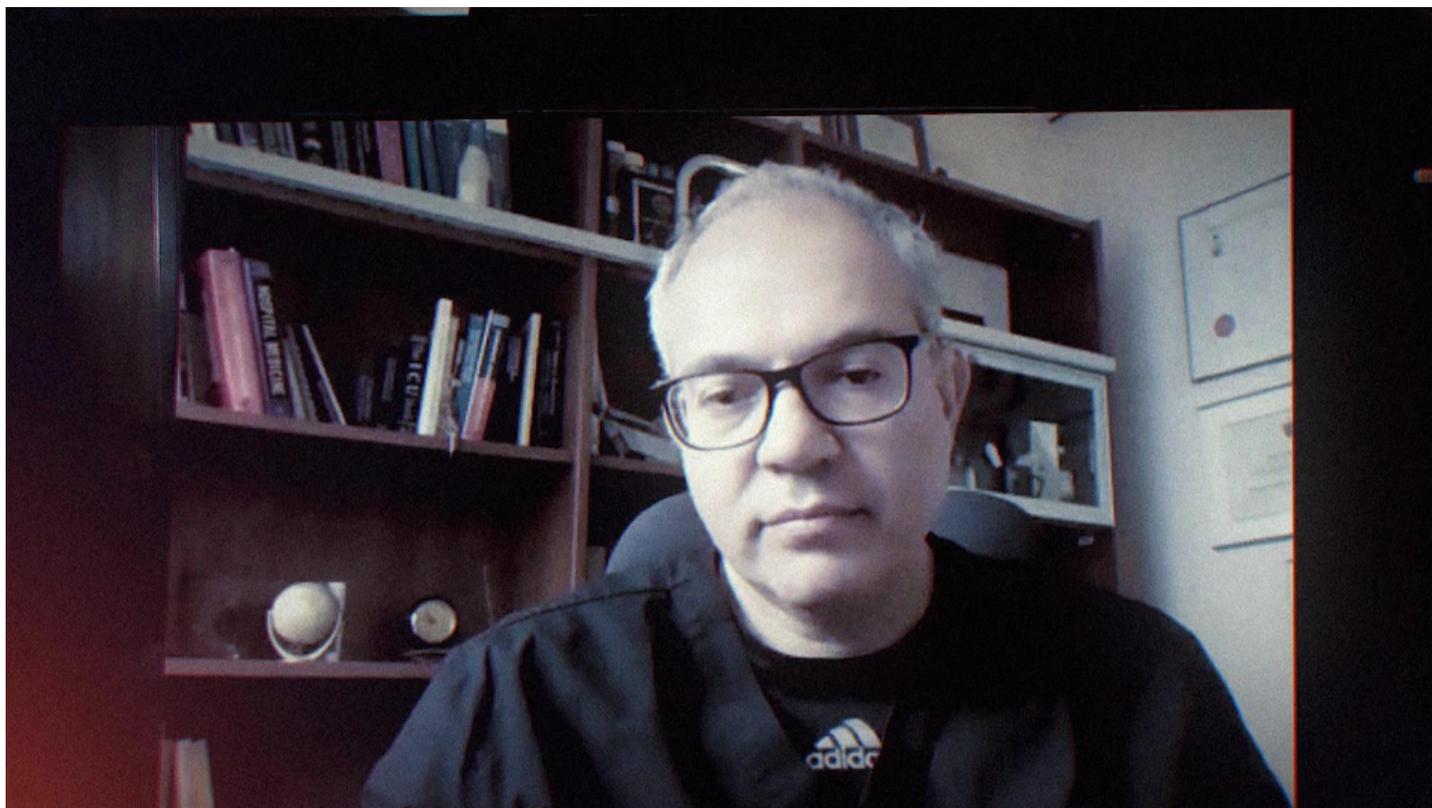
Binh An Vu Van

Publié à 4 h 00

« Ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est déconfiner alors que le nombre de cas quotidien n'est pas encore suffisamment faible. Il ne faut pas déconfiner trop tôt », martèle le Dr Andrew Morris, spécialiste en maladies infectieuses à Toronto. « Sinon, inévitablement, le nombre de cas va remonter, comme toujours, de manière exponentielle. »

Le Dr Andrew Morris a lancé en novembre dernier le mot-clic #COVIDzero (#Covid0 ou #NoMoreWaves), un mouvement derrière lequel se rangent de plus en plus d'experts, de médecins,

d'épidémiologistes, etc. Ils ont un plan pour arriver à maîtriser l'épidémie.



Andrew Morris est spécialiste en maladies infectieuses à Toronto.

PHOTO : RADIO-CANADA

Ils réclament que le Canada et ses provinces agissent fermement pour réduire le nombre de cas à près de zéro, afin que toute éclosion future puisse être contenue sans confinement. « L'idée de #COVIDzero est venue en observant les pays qui s'en sont le mieux tirés et ceux qui ont échoué. »

Ashleigh Tuite, épidémiologiste et modélisatrice à l'Université de Toronto, appuie aussi l'idée : « Pourquoi ne pas tenter de faire mieux que d'avancer à tâtons comme nous le faisons depuis des mois? Pourquoi ne pas cesser de simplement réagir à ce qui s'en vient directement devant nous? De l'avis général, il existe un chemin pour s'en sortir. »

Éradication ou mitigation

Ces chercheurs observent, en rétrospective, que les réactions des différents pays face à la pandémie peuvent être catégorisées en deux grands types : celles qui ont visé l'éradication et celles qui ont visé la mitigation.

« Plus nous comprenons comment gérer la COVID-19, plus il devient clair que les pays qui ont tenté de supprimer agressivement le virus sont ceux qui s'en sont le mieux sortis », explique le Dr Irfan Dhalla, chercheur à l'école de santé publique Dalla Lana, de l'Université de Toronto. Déjà au printemps dernier, il avait publié une lettre dans le *Globe and Mail* [🔗](#) demandant au gouvernement fédéral de cibler l'éradication.

Ceux qui ont visé l'éradication du virus ont agi rapidement, fermant leurs frontières tôt et ne tolérant aucune éclosion. Ils ont aussi abondamment testé, tracé et isolé à l'aide d'outils technologiques, d'applications téléphoniques ou de grandes équipes d'enquêteurs. Parmi ces pays, il y a la Chine, la Corée du Sud, Taïwan, le Vietnam, la Nouvelle-Zélande, l'Australie.

Ces pays ont eu peu recours au confinement, ont connu relativement peu de cas – quelques dizaines de milliers – et n'ont aujourd'hui pratiquement aucune circulation communautaire. La plupart sont revenus à une vie presque normale.



En Nouvelle-Zélande, les bars peuvent accueillir jusqu'à 100 personnes, mais doivent imposer des mesures de distanciation sociale et enregistrer les contacts des clients pour pouvoir les retrouver en cas de flambée des contaminations.

PHOTO : GETTY IMAGES / PHIL WALTER

De l'autre côté, les pays qui ont ciblé la mitigation ont tenté d'aplatir la courbe juste assez pour protéger le système hospitalier, prêts à « vivre avec le virus », prêts à rouvrir une fois le système hospitalier sauvé.

C'est l'approche de la majorité des pays occidentaux, dont plusieurs ont recensé des millions d'infections, plusieurs vagues et mis en place des confinements prolongés jusqu'à ce jour. C'est aussi selon ce principe qu'à l'automne, au lieu d'adopter des confinements sévères, le Canada, comme bien d'autres, a adopté des confinements partiels ou modifiés : « Ce sont des confinements qui tentent d'épargner certains secteurs de l'économie et les écoles », observe Ashleigh Tuite.

Le Dr Irfan Dhalla observe : « Plus la pandémie progresse, plus il est clair que l'approche modérée empruntée par beaucoup de pays a mené à des deuxième vagues importantes. »



La pandémie de COVID-19 a durement frappé l'Italie.

PHOTO : REUTERS / DANIELE MASCOLO

« Le pire scénario, c'est celui des montagnes russes, où les gouvernements doivent confiner à répétition parce qu'ils ne réduisent pas assez le nombre de cas en circulation », observe Thomas Hale, chercheur en politique publique mondiale à l'Université d'Oxford.

Ce chercheur fait un suivi des mesures adoptées par tous les pays du monde dans son Coronavirus Government Response Tracker [🔗](#). « Ainsi, vous tuez votre économie à de multiples reprises, sans jamais récolter les bénéfices sur la santé publique. »

C'est précisément pour éviter une nouvelle vague que les chercheurs réclament la mise en place du plan #COVIDzero. Il a notamment été présenté dans un article publié en décembre dans le *Journal de l'Association médicale canadienne* [🔗](#).

D'abord, il faut mettre en place toutes les mesures nécessaires aux frontières pour empêcher le virus de pénétrer au pays. Ensuite, on doit ramener, par des confinements fermes, le nombre de cas à zéro, en apportant le soutien nécessaire aux commerces ainsi qu'aux individus devant s'isoler. Le tout doit être assorti d'un message gouvernemental clair.



Le gouvernement Trudeau a annoncé que les voyageurs qui entrent au pays devront s'isoler deux semaines, dont trois jours à l'hôtel à leurs frais.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / GRAHAM HUGHES

Mais ce n'est pas tout. Cette période de confinement doit servir à mettre en place un système de tests et de traçage agressif. Ainsi, une fois le nombre de cas abaissé, il sera possible de contenir rapidement toute éclosion future, d'éviter une nouvelle vague et d'en finir avec les confinements. « Bien sûr, il reste des éclosions occasionnelles en Australie, au Vietnam ou en Nouvelle-Zélande, mais elles sont maîtrisées très rapidement », explique le Dr Irfan Dhalla.

Thomas Hale, de l'Université d'Oxford, ne parle pas explicitement de #COVIDzero, mais nomme précisément ces étapes pour maîtriser l'épidémie : « Mettez en place ces éléments, et vous n'aurez pas de prochaine vague. » Il poursuit : « Des pays de toute région, de tout type, avec des niveaux de ressources divers, sont ainsi parvenus à contrôler leur épidémie. À mon avis, aucun gouvernement ne peut dire que c'est trop difficile. Il n'y a aucune excuse valable pour ne pas y parvenir. »

Le reportage de Binh An Vu Van et d'Hélène Morin est diffusé à *Découverte* sur ICI Télé le dimanche à 18 h 30 et à ICI RDI le samedi à 18 h 30.

Un système de tests et de traçage à améliorer

C'est au chapitre des tests et du traçage que le Canada a fait défaut dans la dernière année, selon plusieurs observateurs. Et c'est aujourd'hui encore la plus grande leçon à tirer des pays asiatiques, selon le Dr Tim Evans, ancien sous-directeur de l'Organisation mondiale de la santé : « L'Europe, le

Canada, les États-Unis ont sous-estimé la difficulté de gérer ce virus, malgré les avertissements des épidémiologistes. On s'est dit qu'on allait voir ce qui allait arriver. On a perdu du temps. »

« Et puis, les services de santé publique sont généralement petits. Ils ne comptent que quelques employés, observe Tim Evans. Lorsqu'ils ont voulu réagir et embaucher 10 ou 100 fois le nombre de personnes, ils se sont rendu compte que c'était très difficile à faire. Il y a beaucoup d'inertie organisationnelle, décisionnelle, budgétaire. »



Tim Evans a été sous-directeur de l'Organisation mondiale de la santé.

PHOTO : RADIO-CANADA

Thomas Hale remarque : « Au printemps, lorsque la majorité des pays européens se sont rendu compte qu'il fallait agir, il était trop tard pour mettre en place des systèmes sophistiqués de tests et de traçage. »

Pourtant, à l'été, le nombre de cas quotidien au Québec était autour de 40, et de moins de 300 au Canada. Le moment aurait été idéal pour suivre la voie des pays asiatiques et mettre en place ces systèmes de tests et de traçage : « Nous avons manqué notre chance; nous aurions pu éviter une seconde vague », croit Andrew Morris.

« Tout le monde était au courant des mesures à prendre à l'été. Nous avons perdu trois mois très importants, observe Tim Evans. En septembre, en pleine seconde vague, lorsque le gouvernement ontarien a annoncé qu'il allait embaucher 500 personnes pour faire du traçage, je me suis dit : "Pourquoi maintenant?" Il aurait fallu embaucher 5000 personnes, et en juin, pour faire du traçage! »

Il n'est toutefois pas trop tard pour mettre en place un tel système de tests et de traçage, alors que le nombre de cas commence à redescendre partout au pays.

« Si nous investissons immédiatement dans les tests, le traçage et l'isolation, nous allons bénéficier d'un bien meilleur printemps et d'un bien meilleur été que si nous poursuivons comme nous le faisons en attendant le vaccin. »

— Irfan Dhalla

D'ailleurs, le Dr Irfan Dhalla remarque que l'approche d'éradication existe déjà au Canada sans avoir été nommée de manière explicite : « Le Nouveau-Brunswick et le Québec partagent une frontière entre eux et une autre avec les États-Unis. Une province s'en est très bien sortie, l'autre souffre énormément. Pourquoi? Parce que le Nouveau-Brunswick a cherché à empêcher complètement le virus d'entrer dans la province, et le Québec, non. »



Un barrage à la frontière entre le Nouveau-Brunswick et le Québec (archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / ALAIN FOURNIER

À ceux qui s'inquiètent de la faisabilité d'un tel projet compte tenu de la longue frontière partagée avec les États-Unis, le Dr Andrew Morris répond : « À mon avis, c'est une approche réaliste, pourvu qu'il y ait une volonté politique. S'il n'y a pas de volonté politique en ce moment, c'est qu'il n'y a pas de volonté du public. Et la raison pour laquelle il n'y a pas de volonté du public, c'est que personne ne l'a informé qu'il existait une autre option. Qu'il y avait une alternative. »

Ashleigh Tuite en appelle à un débat public : « Ce n'est pas à des médecins dans un bureau de prendre ces décisions. C'est une conversation ouverte que nous devons avoir sur nos priorités et la direction à prendre. »

Le Dr Andrew Morris décrit les deux choix ainsi : « Que préférez-vous? Souffrir une fois, avec une date de fin fixe, puis retrouver pour de bon une liberté, sans nouveau confinement, ou alors, souffrir longtemps, à répétition? Personne ne choisira la seconde option. »

« Les gouvernements ont souvent opposé économie et santé. C'est un paradoxe qui s'est révélé faux cette année », croit Ashleigh Tuite.



Les experts pourraient se rendre à Wuhan vers le 20 janvier, un an après la mise en quarantaine de cette métropole de 11 millions d'habitants.

PHOTO : GETTY IMAGES / NOEL CELIS

« Le pays dont l'économie croît le plus cette année est la Chine, observe Thomas Hale. On présente souvent des arguments économiques pour contester les mesures de contrôle, mais c'est une vision à court terme. Et dans les derniers mois, à mon avis, ces arguments se sont évaporés. »

« Toute épidémie aura des effets sur l'économie. Le seul moyen d'atténuer les effets de la maladie sur l'économie et la société, c'est de combattre la maladie elle-même », résume Andrew Morris.

Binh An Vu Van



Actualités

Patrice Bergeron, La Presse
Canadienne
8 février 2021

Repousser le déficit zéro et réinvestir massivement, exigent les syndicats

QUÉBEC — D'une seule voix, les grands syndicats demandent au gouvernement Legault de repousser le retour à l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette.

Ils suggèrent d'augmenter les revenus fiscaux et réclament notamment un plan de relance beaucoup plus ambitieux, où Québec pourrait ajouter 20 milliards \$ supplémentaires aux 18 milliards \$ déjà dépensés.

C'est ce qu'on peut lire dans un mémoire conjoint obtenu par La Presse canadienne et présenté lundi dans le cadre des consultations prébudgétaires. Les dirigeants syndicaux rencontreront alors le ministre des Finances, Éric Girard, en vue du dépôt de son budget 2021-2022.

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) exigent de reporter sur sept ans le retour au déficit zéro, pourtant prévu sur cinq ans en vertu de la loi.

«Puisque le gouvernement a fermé la porte à une hausse discrétionnaire de ses revenus autonomes, il ne reste que la voie des compressions budgétaires pour atteindre le déficit zéro. Un tel scénario est inacceptable.»

Les syndicats craignent un «retour à l'austérité», qui affecterait les services publics, et ils estiment que l'endettement est déjà maîtrisé, car «il n'y a pas de spirale de l'endettement en vue».

En outre, ils suggèrent de suspendre les versements au Fonds des générations, qui sert au remboursement de la dette.

«Il est désolant de voir le gouvernement consacrer 2,7 milliards au remboursement de la dette (Fonds des générations) en plein cœur d'une crise sans précédent», peut-on lire.

Santé et éducation

Dans le document de 38 pages, ils souhaitent notamment que l'État impose davantage les médecins en leur retirant le droit à l'incorporation.

De même, les fédérations et centrales syndicales proposent de revoir à la hausse la fiscalité sur les gains de capital et proposent d'imposer les grandes entreprises numériques.

Les grands syndicats réclament un réinvestissement massif et «urgent» en santé et en éducation, pour rattraper le sous-investissement chronique dans ces missions par rapport à d'autres provinces.

«Est-ce là une explication de la triste performance du Québec concernant le contrôle de l'épidémie? Il est difficile d'exclure ce facteur explicatif.»

Dans le contexte actuel des négociations avec le secteur public, les organisations de travailleurs exigent «que la croissance des budgets permette une réelle amélioration des conditions de travail des milliers d'hommes, mais

surtout de femmes, qui chaque jour tiennent nos services publics à bout de bras».

Réindustrialiser le Québec

Enfin, les syndicats proposent que la relance serve à rebâtir le secteur manufacturier au Québec, afin de réduire sa dépendance envers les importations, mais aussi, parce qu'il s'agit d'emplois payants et innovants.

Ainsi, il faudrait favoriser les activités de deuxième et de troisième transformation ainsi que mettre en place une politique d'achat au Québec, à l'instar du Buy American Act.

Les syndicats demandent aussi de mieux soutenir les secteurs les plus frappés par la pandémie et d'élargir la consultation sur la relance.

Ils se permettent même d'attaquer directement un des proches du premier ministre François Legault, son ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, qui va piloter en grande partie la relance du Québec.

Selon eux, l'appel au dialogue n'a pas été entendu par M. Fitzgibbon, «dont la quête de synergies et de pôles d'innovation ne semble pas s'aventurer au-delà des portes closes d'un cercle restreint d'initiés».

DÉBATS

SE DONNER TOUS LES MOYENS

DANIEL BOYER, JACQUES LÉTOURNEAU, SONIA ÉTHIER ET LUC VACHON
PRÉSIDENTS SYNDICAUX*

Alors que la deuxième vague de COVID-19 continue de s'abattre sur notre société, il va sans dire que les défis qui attendent le Québec sont gigantesques. Non seulement pour redémarrer l'économie, mais également pour s'assurer que nos institutions publiques, particulièrement nos réseaux de santé et d'éducation, soient en mesure de soutenir nos efforts en matière de relance économique et sociale.

Devant des défis d'une telle ampleur, il nous apparaît insensé que le Québec ne puisse compter sur l'ensemble des moyens qui sont à sa disposition. C'est en ce sens que nous interpellons aujourd'hui le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, en vue du dépôt du prochain budget.

Le gouvernement doit rompre avec la stratégie d'austérité budgétaire qu'il poursuit depuis maintenant 25 ans. Il est aberrant que le carcan financier imposé par le retour à l'équilibre budgétaire et les versements au Fonds des générations – deux mesures adoptées dans un tout autre contexte et qui, de surcroît, avaient rempli leurs objectifs avant le début de la pandémie ! – continuent de miner notre capacité à nous sortir de la crise actuelle.

Pourtant, au cours des deux dernières décennies, les finances publiques du Québec se sont grandement améliorées : la dette nette est désormais comparable à celles des

gouvernements du Canada et de l'Ontario et, contrairement à celui du Québec, aucun de ces gouvernements ne détourne une part de ses revenus courants vers le remboursement de sa dette publique.

Une vaste majorité d'analystes s'entendent pour dire qu'un retour à l'équilibre budgétaire dès 2025 est irréaliste sans devoir hausser les impôts ou réduire les dépenses publiques. Une solution souhaitable serait de repousser cette date butoir, comme le gouvernement l'a fait à la suite de la crise économique de 2008 dont l'ampleur était pourtant moins grave que celle d'aujourd'hui.

En pleine pandémie, il est inconcevable que le gouvernement s'oblige à dégager un surplus de près de 3 milliards de dollars afin de rembourser la dette publique à partir des revenus courants. Cela constitue une politique d'austérité budgétaire.

L'état du ratio dette nette/PIB du Québec, inférieur à celui de l'Ontario et de nombreuses économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), milite en faveur d'une suspension des versements au Fonds des générations – tout comme la faiblesse actuelle et à venir des taux d'intérêt, et donc du service de la dette.

On s'en doute, le Québec a des besoins immédiats beaucoup plus importants, y compris pour ces « générations futures » qui, dans l'immédiat, se butent au sous-financement chronique de notre réseau d'éducation.

Bien que nous soyons entièrement d'accord avec la volonté du gouvernement du Québec de voir le gouvernement fédéral augmenter sa contribution aux coûts du système de santé, force est de constater qu'il fait piètre figure à ce chapitre : il se classe à l'avant-dernier rang des provinces en matière de dépenses en santé, accusant un écart de 333 \$ par habitant sous la moyenne canadienne.

Pour nos organisations, il est urgent d'investir massivement dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'en éducation.

Faut-il, une fois de plus, faire ici la démonstration des liens directs entre les piètres conditions de travail du secteur public et les graves problèmes de pénurie et de rareté de main-d'œuvre qui ont miné la capacité de nos services de santé et d'éducation – sans parler des services de garde, essentiels au plein emploi et à la croissance économique – à répondre aux impacts de la pandémie ?

Les conditions de travail des employés des services publics ne peuvent plus être la variable servant à accélérer le retour à l'équilibre budgétaire. Avant même de pouvoir envisager un règlement dans le cadre des négociations du secteur public, il revient au ministre des Finances de s'assurer que la croissance des budgets alloués aux dépenses de programmes des principales missions de l'État permette l'amélioration des conditions de travail du secteur public et l'embauche du personnel nécessaire à la prestation de ces services.

Dans son budget, le ministre des Finances devra prévoir un financement adéquat d'un plan de relance de l'économie. Dès le printemps dernier, nous demandions au gouvernement d'instaurer les bases d'un véritable dialogue social avec la société civile pour discuter des différents moyens appropriés pour appuyer les travailleurs et les entreprises dans leurs efforts de numérisation, de robotisation, de formation et de transition écologique, pour ne nommer que ceux-là.

Malheureusement, cet appel ne semble pas avoir été entendu par le premier ministre. Encore moins par son ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, dont la quête de « synergies » et de « pôles d'innovation » ne semble pas s'aventurer au-delà des portes closes d'un cercle restreint d'initiés.

Ce sont les membres que nous représentons, faut-il le rappeler, qui ont subi de plein fouet les impacts de la crise. Dans l'ensemble des démarches pour la relance de l'économie, nous estimons nécessaire d'instaurer ce dialogue social afin que les travailleurs et les travailleuses puissent faire valoir leurs besoins et leurs préoccupations en matière d'emploi, de formation et de transformation de leurs milieux de travail. Les organisations syndicales connaissent leurs secteurs d'activités et, en ce sens, ont un rôle de premier plan à jouer dans cette relance.

*Daniel Boyer est président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ; Jacques Létourneau est président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ; Sonia Ethier est présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ; et Luc Vachon est président de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

Santé

L'offre du gouvernement jugée « gênante et inappropriée » par la CSQ

AGENCE QMI | La Fédération de la Santé du Québec (FSQ-CSQ) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ont rejeté la plus récente offre globale du gouvernement parce qu'elle ne permettra pas d'améliorer les conditions de travail de leurs membres.

La FSQ-CSQ, qui représente quelque 5000 infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes, avait reçu une offre gouvernementale le 21 janvier en vue du renouvellement des conventions collectives de ses membres.

Or, cette offre, en promettant la création de postes permanents et l'ajout de



primes, ne règle aucunement la question des conditions de travail, jugent les syndicats.

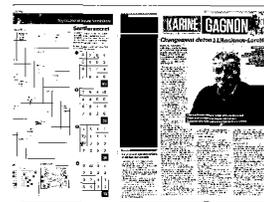
« Nos conditions de travail nous rendent malades, et plutôt que d'essayer de corriger la situation, on nous promet des primes si on accepte de continuer à endurer l'insupportable », a dénoncé la présidente de la FSQ-CSQ, Claire Montour, en faisant le point, hier, sur le rejet de l'offre qui avait été annoncé samedi.

« C'est bien beau d'annoncer la création de postes à temps complet, mais aussi longtemps que l'on n'améliorera pas les conditions de travail, il n'y aura personne pour occuper ces postes », a-t-elle ajouté.

« BEAUX DISCOURS »

Qualifiant l'offre de « gênante et inappropriée », la présidente de la CSQ, Sonia Ethier, estime de son côté que le premier ministre François Legault et son gouvernement « viennent de faire la preuve que ses beaux discours sur l'importance de protéger celles qu'il appelait "ses anges gardiens" ne voulaient rien dire ».

« Nous voulons une négociation sérieuse, avec des propositions qui feront une vraie différence dans les milieux de travail et amélioreront les conditions de travail [...]. C'est sur cette base que les négociations doivent reprendre », a-t-elle ajouté.



ACTUALITÉS

FUITE VERS LE PRIVÉ

GABRIELLE DUCHAINE,
CAROLINE TOUZIN,
ÉMILIE BILODEAU,
ARIANE LACOURSIÈRE
LA PRESSE

Le nombre de démissions a augmenté de 43 % chez les infirmières depuis le début de la pandémie. Pendant ce temps, les agences de placement privées n'ont jamais été aussi populaires ni obtenu autant de contrats avec le public, révèlent des données obtenues par La Presse.

HAUSSE DES DÉMISSIONS CHEZ LES INFIRMIÈRES

« C'EST L'ÉCHEC TOTAL DU RÉSEAU PUBLIC »

Plus de 4000 infirmières ont démissionné de leur poste dans le réseau public depuis le début de la pandémie, soit 43 % de plus que l'année d'avant, révèlent des données compilées par La Presse. En parallèle, les agences privées reçoivent plus de candidatures que jamais.

Des données obtenues en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels auprès de 20 des 22 CISSS et CIUSSS du Québec montrent que quelque 4000 infirmières (sur environ 61 000) ont quitté leur emploi entre mars et décembre 2020, contre 2800 pour la même période en 2019. Cela inclut aussi les départs à la retraite.

Signe de la détresse croissante des professionnelles en soins, 7668 membres de la Fédération interprofessionnelle de la santé du

Québec (FIQ) sont sur le carreau (assurance salaire ou accident de travail), selon des chiffres transmis par les employeurs au syndicat. Une hausse de 28 % par rapport à 2019.

« Il n'y en a pas de lumière au bout du tunnel », se désole la présidente de la FIQ, Nancy Bédard, rappelant que le gouvernement a émis un arrêté ministériel au début de la pandémie permettant d'annuler les congés et d'imposer le travail à temps plein.

Mme Bédard ne mâche pas ses mots. « C'est l'échec total du réseau public. »

« On est venu leur enlever les petites conditions de travail qu'elles avaient, c'est-à-dire de savoir quand elles allaient travailler, d'avoir un peu de congés, de vacances et des horaires un peu plus stables. »

— Nancy Bédard, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

Les établissements de santé appellent à la prudence dans l'interprétation des chiffres puisque les embauches ont aussi augmenté durant la pandémie. « Plusieurs ressources ont été embauchées pour des besoins temporaires ou parce qu'elles souhaitent contribuer pour une période bien déterminée dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Ces embauches temporaires contribuent à augmenter le nombre de départs », nuance Noémie Vanheuverzwijn, porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Reste que les infirmières en ont assez d'être « traitées comme des pions », observe le président de l'Ordre des infirmières et infirmiers

du Québec (OIIQ), Luc Mathieu. En plus de l'arrêté ministériel et des heures supplémentaires obligatoires, les opérations de délestage ont pu être la goutte qui a fait déborder le vase, croit-il. Des infirmières ont été réaffectées à droite et à gauche sans qu'on tienne compte de leur champ d'expertise, explique M. Mathieu.

Pour plusieurs, la pandémie a fait sauter le bouchon d'une bouteille déjà pleine. Comme Maryse, qui, après 13 ans dans le public, a démissionné de son poste à l'hôpital de Cowansville. « J'étais tannée de ne pas être reconnue. J'étais tannée de me sentir comme un numéro. » Elle explique son départ par un « ras-le-bol » généralisé. Oui, la COVID-19 y a contribué, mais elle accumulait déjà des années de frustration.

« À l'hôpital, on est rendu comme des robots. On traite les gens médicalement, mais pas comme des humains. C'était comme ça avant la pandémie. » Elle travaille désormais en clinique privée et en soins à domicile pour une agence, où, dit-elle, elle a du temps pour ses patients.

EXODE VERS LES AGENCES

Combien ont pris le même chemin ? De nouvelles données sur le sujet seront mises au jour à la fin de mars, précise l'OIIQ. Depuis dix ans, l'ordre professionnel notait une diminution du nombre d'infirmières allant vers le privé. La pandémie a-t-elle modifié la tendance ?

En tout cas, les entreprises de placement reçoivent plus de candidatures que jamais.

L'agence Asicc-Med a reçu des centaines de curriculum vitæ depuis mars. L'entreprise n'a pas voulu dévoiler de chiffres, mais affirme avoir récemment embauché plusieurs infirmières issues du public. Dans la majorité des cas, elles n'en pouvaient plus du temps supplémentaire obligatoire.

Avant Noël, le CIUSSS de l'Estrie a perdu plusieurs infirmières d'un coup après qu'une employée a fondé son agence.

« C'est dommage parce qu'on perd une expertise. C'est crève-cœur pour nous, mais les infirmières sont tellement fatiguées. À un moment donné, aller ailleurs, ça devient un mode de survie. »

— Sophie Séguin, présidente du Syndicat des professionnelles en soins des Cantons-de-l'Est

Présidente de l'association des Entreprises privées de personnel soignant du Québec et propriétaire de l'agence Continuum, Hélène Gravel constate une « augmentation généralisée » du nombre d'infirmières qui quittent le public et offrent leurs services aux agences.

Pour Mme Gravel, il est « facile de dire que c'est la faute des agences ». Mais elle rappelle que celles sous contrat avec des établissements de santé n'ont pas le droit d'y recruter des employés. « On n'est pas là pour vider le réseau [...]. La vraie question qu'il faut se poser, c'est : pourquoi les infirmières partent-elles ? »

Depuis le début de la pandémie, des « infirmières épuisées ont choisi de démissionner plutôt que de rester ». « Est-ce que c'est une bonne chose pour le réseau ? Je ne pense pas. Mais est-ce que c'est une bonne chose pour les infirmières ? Là est toute la question. »

Certaines des infirmières qui ont cogné aux portes des agences « étaient trop malades pour qu'on les prenne », raconte Mme Gravel.

QUATRE QUARTS DE 16 HEURES

Infirmière à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont de Montréal, Silvia* remettra sa démission ce mois-ci. Récemment, elle affirme avoir « fait quatre quarts de travail de 16 heures » d'affilée, car trop de collègues étaient tombées au combat ou avaient carrément claqué la porte. « On te manipule. On te dit que tu ne peux pas abandonner tes patients. »

À son dernier quart, elle se sentait si faible qu'elle a demandé de partir. On lui aurait répondu que c'était impossible ; qu'il manquait trop de monde. « Si ça continue comme ça, je vais y laisser ma peau », s'est-elle dit ce soir-là.

La goutte qui a fait déborder le vase : lors de ce même quart, un patient que des collègues croyaient endormi lors de leurs tournées était en fait mort. C'est Silvia qui l'a trouvé. Il était « bleu ». Personne ne savait depuis combien de temps il était mort.

« Quand tu rentres chez toi, tu essaies de mettre tes émotions de côté, d'oublier, mais tu ne peux pas oublier, malheureusement. Ça va rester un cauchemar. »

— Silvia, infirmière à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont

Silvia a passé les deux semaines suivantes au lit, incapable de se lever. Son corps l'a lâchée. « Les conditions de travail ne sont plus sécuritaires ni pour les patients ni pour moi. »

Une collègue qui vient d'aller travailler en agence lui a vanté le salaire supérieur - le double, rien de moins -, et le fait qu'elle ne serait plus forcée de faire des heures supplémentaires. Silvia a téléphoné par curiosité. Le jour même, on l'a rappelée pour l'embaucher.

Selon le comité des usagers de Maisonneuve-Rosemont, 166 infirmières ont quitté leur poste entre le 15 mars et le 7 septembre. C'est sans compter les départs de l'automne et de l'hiver. « Pendant ce temps, ce même hôpital, le quatrième plus grand au Québec, est dans un état de précarité avancé malgré la pression énorme subie aux soins intensifs. Comment en sommes-nous arrivés là ? », demande le président du comité, Rick Smith, dans une lettre ouverte publiée la semaine dernière dans La Presse.

La saignée s'est poursuivie puisqu'en janvier, 21 infirmières de plus ont quitté le navire, selon des données du CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, qui englobe Maisonneuve-Rosemont. Le CIUSSS « reconnaît la grande surcharge de travail sur nos équipes, particulièrement au cours du mois de janvier dernier. Nous tentons du mieux que nous pouvons de réduire cette charge de travail et d'apporter des mesures de mitigation au quotidien », dit son porte-parole Christian Mercieri. Sans pouvoir commenter un cas précis, il ajoute que « le recours au temps supplémentaire obligatoire est une mesure toujours utilisée en dernier recours, afin d'éviter un bris de services ».

À cause du manque criant d'infirmières aux soins intensifs de l'établissement, de 10 à 15 lits sont inutilisés, affirme le Dr François Marquis, chef du département.

« Des lits, j'en ai. Mais je n'ai pas d'infirmières ni d'inhalothérapeutes. Ces femmes et ces hommes n'ont pas été enlevés par des extraterrestres. Ils existent encore. Ils se cachent au privé ou dans des agences. »

— Le Dr François Marquis, chef des soins intensifs de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont

Plusieurs infirmières d'agence se rendent disponibles les jours de semaine uniquement, ce qui empêche les soins intensifs de rouler à plein régime, poursuit le Dr Marquis. « Le problème avec les agences, c'est que vous ne pouvez pas forcer une infirmière à travailler le soir si elle ne veut pas. Mais on ne peut pas ouvrir des lits en disant qu'après 20 h, on doit les fermer. »

Il y a un grand paradoxe, ajoute le président de l'OIIQ, Luc Mathieu. Le Québec n'a jamais compté autant d'infirmières (croissance de 2,2 % des effectifs en 2019-2020). « Où sont-elles ? Comment se fait-il qu'il y ait pénurie dans certains milieux ? C'est comme si on remplissait un verre d'eau percé. »

Au MSSS, on est « évidemment soucieux des départs de la main-d'œuvre, et ce, peu importe le titre d'emploi », assure la porte-parole Noémie Vanheuverzwijn.

— Avec la collaboration de William Leclerc

* L'infirmière nous a demandé l'anonymat par crainte de représailles professionnelles.

ACTUALITÉS

LES CONTRATS DE GRÉ À GRÉ EXPLOSENT

ARIANE LACOURSIÈRE,
CAROLINE TOUZIN
LA PRESSE

Au cours de la dernière année, le nombre de contrats conclus de gré à gré entre les établissements de santé du Québec et les agences privées de placement de personnel a pratiquement doublé, révèle un rapport commandé par l'association des Entreprises privées de personnel soignant du Québec (EPPSQ).

En 2019, 79 contrats de gré à gré ont été conclus entre des agences de placement de personnel et des établissements du réseau de la santé. De janvier à novembre 2020, ce nombre a atteint 153. La très grande majorité des contrats (114) ont été signés après l'éclosion de la pandémie, en mars.

Avec le décret d'urgence sanitaire promulgué par le gouvernement le 13 mars 2020, « plusieurs établissements, craignant la rupture de services », ont conclu des contrats de gré à gré avec des agences de placement privées, selon le rapport d'EPPSQ. C'est à Montréal et en Montérégie que le nombre de contrats de gré à gré a été le plus élevé en 2020 (132 contrats).

DE NOUVEAUX ACTEURS

Cette flambée des contrats de gré à gré est dénoncée par la présidente de l'association des EPPSQ, Hélène Gravel. Car cette explosion a surtout servi de nouvelles entreprises, créées dans l'urgence, et qui ne respectent pas toujours les mêmes règles que les agences établies, selon elle.

Dans le grand monde des agences de placement de personnel, il est primordial de différencier les « agences agréées et les autres », croit Mme Gravel. Depuis des années, les agences agréées répondaient à des appels d'offres du gouvernement et devaient respecter un grand nombre de critères, affirme la présidente. « Pas de casier judiciaire pour les employés. Avoir des infirmières d'expérience. Payer pour leur orientation dans le milieu... », énumère-t-elle.

Mais avec la pandémie, une soixantaine de nouvelles agences de placement ont été créées, constate l'association. Mme Gravel déplore que certaines de ces agences ne respectent pas les exigences du gouvernement.

Par exemple, certaines des nouvelles agences n'ont toujours pas leur permis de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Depuis janvier 2020, les agences de placement de personnel doivent obtenir un permis de la CNESST pour assurer qu'elles sont en règle, dit Mme Gravel. « Mais il y a des agences qui ont demandé leur permis, qui ne l'ont pas encore eu, mais qui font quand même des affaires avec les CIUSSS. C'est encore une fois deux poids, deux mesures », dénonce Mme Gravel.

Au ministère de la Santé (MSSS), on précise que la responsabilité de s'assurer que les agences avec lesquelles des contrats sont conclus sont en règle relève des établissements de santé. Le MSSS dit faire régulièrement des rappels à ce sujet.

DES TARIFS QUI EXPLOSENT

Certaines entreprises ont aussi « profité de la pandémie pour facturer beaucoup plus cher », dit Mme Gravel. Conscient de la situation, le gouvernement a imposé un arrêté ministériel le 15 mai. Cet arrêté plafonne les tarifs pouvant être demandés par les agences. Pour les infirmières, ce tarif est fixé à 71 \$ l'heure, et pour les préposés aux bénéficiaires, à 35 \$ de l'heure.

Or, Mme Gravel constate que l'arrêté ministériel n'a pas tout réglé.

Selon la présidente, les « agences opportunistes » savent maintenant « combien facturer au maximum ». « Alors elles le font », dit Mme Gravel.

« Mais pendant ce temps, [du côté des] agences qui étaient sous contrat avec le gouvernement depuis longtemps, on respecte les chiffres qu'on avait donnés. On respecte les taux qui sont moins élevés que ceux de l'arrêté ministériel. On se fait manger la laine sur le dos par des agences opportunistes. »

— Hélène Gravel, présidente de l'association des Entreprises privées de personnel soignant du Québec

Au MSSS, on affirme que « des analyses et des actions sont en cours afin d'identifier les moyens à prendre afin de faire respecter les différentes mesures prévues aux arrêtés ministériels ».

Fin janvier, le porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, a invité le gouvernement à « mettre les agences privées au pas ». Il déplorait que « les agences de placement privées profit[ai]ent de la pénurie de personnel pour imposer leur loi dans le réseau de la santé ».

Au cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, on souligne que « les précédents gouvernements n'ont pas investi pour attirer la main-d'œuvre et ont laissé les agences de placement prendre beaucoup de place dans notre façon de gérer le système ». Le ministre Dubé a « fait le portrait complet de l'embauche du personnel d'agence », une « première étape pour enrayer la dépendance du réseau de la santé aux agences de recrutement », indique-t-on au cabinet.

En plus de plafonner les tarifs, l'arrêté ministériel du 15 mai « précise les obligations des agences de placement ». « Nous avons aussi convenu avec la FIQ [Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec] de faire front commun pour réduire le recours aux agences dans le réseau », indique l'attachée de presse du ministre, Marjaurie Côté-Boileau.

M. Dubé compte entre autres sur le recrutement de 10 000 nouveaux préposés aux bénéficiaires et sur l'arrivée de 500 infirmiers du DEC-bac pour « passer d'une gestion de mobilité à une gestion de stabilité ».

LA FIQ DÉNONCE LES INIQUITÉS SALARIALES

À la FIQ, on dénonce les iniquités salariales et celles liées aux conditions de travail. « C'est insoutenable pour [les employées] qui restent [au public] », alors qu'elles cohabitent de plus en plus avec leurs anciennes collègues du public parties travailler en agence, souvent payées jusqu'au double du salaire et avec de meilleurs horaires, lance la présidente de la FIQ, Nancy Bédard.

« Dans une équipe de soins, en ce moment, tu peux en avoir la moitié qui vient d'agences et l'autre moitié du public. Imaginez-vous, vous avez une personne à côté de vous qui gagne le double de votre taux horaire, qui va donner des disponibilités seulement pour les quarts de jour, à temps partiel en plus. Beaucoup du public se disent : "Je vais donner ma démission et revenir par la porte d'en arrière." »

— Nancy Bédard, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

« Est-ce que le gouvernement a des intentions cachées et est-ce qu'il veut à ce point affaiblir le réseau public de santé pour ouvrir grande la porte au privé ? demande la syndicaliste. Il fait exactement ce qu'il faut faire pour y parvenir, en tout cas. »

ACTUALITÉS

LE CÉGEP DE SHERBROOKE DONNE L'EXEMPLE

SUZANNE COLPRON
LA PRESSE

Ce sera le branle-bas de combat dans les établissements d'enseignement supérieur du Québec pour rouvrir les portes aux élèves et aux étudiants, comme le demande le gouvernement, à compter de ce lundi. Mais pas au cégep de Sherbrooke qui, dès le début de la session d'hiver, avait un plan pour donner 25 % de ses cours théoriques en présentiel.

Comment cela a-t-il été possible ? La direction a-t-elle bafoué les consignes sanitaires ?

Non, elle a pris les devants et fait approuver son projet par la Santé publique régionale.

« Ce que la ministre [Danielle] McCann nous demande, c'est ce qu'on fait déjà », lâche la directrice générale Marie-France Bélanger, dans son bureau, entre deux rendez-vous. « Ça représente très peu de changements pour nous. »

LE SEPTIÈME EN IMPORTANCE

Le cégep de Sherbrooke est le septième au Québec en matière de taille. Depuis le 18 janvier, tous les élèves mettent déjà les pieds sur le campus au moins une fois par semaine. Ils portent un masque médical, fourni par le collège depuis que la région est passée de l'orange au rouge, le 12 novembre. Et dans les classes, les bureaux sont espacés et le taux d'occupation ne dépasse pas 50 %.

C'est en gros ce que les autres cégeps et les universités, partout en zone rouge, sont invités à faire dès ce lundi, en plus de permettre de petits rassemblements pour les travaux d'équipe.

« Nous, on a pris la décision en juin d'avoir le plus possible d'activités en présence, en respectant les consignes sanitaires, précise Marie-France Bélanger. Cet automne, on était en hybride. Le contexte de la région nous permettait de faire des choses que peut-être d'autres régions ne pouvaient pas faire. On était en zone orange jusqu'au 12 novembre. Au 12 novembre, il restait peu de périodes de cours avant les examens. Donc, on a gardé quand même un peu de présence, même dans les cours théoriques, et on a imposé le masque de procédure, que nous fournissions. On s'assurait comme ça que c'était des masques homologués et qu'on ne pénalisait pas les étudiants qui n'avaient pas les moyens. »

Et, le plus important, le cégep a appelé tous ses élèves.

« On les a tous appelés. On avait 5600 étudiants cet automne. On les a tous appelés. C'était d'abord pour créer le lien social avec eux, pour ne pas qu'ils se sentent tout seuls et isolés. Même si on avait de la présence, il reste que ce n'est pas comme d'habitude. On voulait prendre soin d'eux, leur dire qu'ils sont importants, leur demander ce qui les aiderait pour la session d'hiver », explique la directrice.

« On a contacté les jeunes du secondaire aussi, ceux qui étaient inscrits chez nous, mais qui n'étaient pas encore arrivés. Ils nous ont dit que ça les inquiétait d'être totalement à distance. »

— Marie-France Bélanger, directrice générale du cégep de Sherbrooke

Et comme avant la pandémie, la présence des élèves en classe est obligatoire. « S'ils ne viennent pas, ils assument les conséquences. »

UNE HEURE SUR QUATRE EN CLASSE

Sherbrooke est toujours en zone rouge. Malgré cela, avant Noël, la direction du cégep a demandé deux choses à ses enseignants, en prévision de la rentrée d'hiver. La première : ne pas utiliser trop de plateformes différentes (Teams, Zoom, etc.) pour l'enseignement à distance, histoire de faciliter la vie aux élèves. La deuxième : donner 25 % des cours théoriques en présentiel. Un élève qui a un cours de quatre heures par semaine de chimie, par exemple, va être à distance trois heures et en classe une heure.

En janvier, lorsque le gouvernement a imposé des mesures plus strictes, le cégep de Sherbrooke a contacté la Santé publique régionale pour avoir son avis. Pouvait-elle ou non maintenir des cours en présentiel pour tous les élèves ? Réponse : Oui.

Après analyse, les autorités sanitaires ont conclu que ce cégep était un milieu sécuritaire, que la transmission de la maladie y était marginale et que le coronavirus se propageait davantage dans la communauté que dans les salles de classe ou les laboratoires.

La Santé publique a aussi fait remarquer que l'Estrie est la seule région qui a maintenu des cours en présentiel dans ses établissements d'enseignement supérieur et que cela a eu des effets positifs. « Il n'y a eu aucune détérioration de l'état de santé mentale chez les jeunes adultes estriens, alors qu'une détérioration a été notée chez les jeunes adultes des autres régions », selon une étude sur la santé mentale réalisée dans sept régions, en septembre et en novembre 2020, note-t-on.

« Évidemment, tout ne s'est pas fait d'un coup », rappelle la directrice, Marie-France Bélanger.

« On s'est pratiqués. Au début de l'automne, il a fallu répéter souvent les consignes. Quand on a mis en place la distribution des masques de procédure, on a eu quelques ratés. On s'est ajustés, on s'est adaptés, on a écouté, on s'est promenés sur le terrain. Mais là, on est rodés, ça marche. »

Le cégep de Sherbrooke voulait que tous ses élèves puissent venir en classe, y compris ceux qui sont en sciences humaines ou en arts et lettres, pour une « question d'équité ».

« VRAIMENT MIEUX QUE RIEN »

Steve Leclair, professeur de chimie, est d'accord avec cette approche, même s'il admet que cela augmente sa charge de travail. Il doit notamment donner une portion de son cours de chimie deux fois. Une première fois à la moitié des élèves de sa classe, pour respecter la consigne du taux d'occupation de 50 %, et une deuxième fois au groupe restant. « C'est un moindre mal, disons. J'aime mieux avoir quelques contacts une fois de temps en temps. »

Les élèves de sa classe sont unanimes : « C'est bien plus facile de se concentrer en classe. »

Fabien Burnotte, prof en génie civil, trouve lui aussi que « c'est vraiment mieux que rien ».

Toutes ses périodes de laboratoire sont en présentiel. Les groupes sont petits, 18 maximum. Et quand il enseigne à 32 élèves, il en a la moitié en classe et l'autre moitié à distance, en formation comodale.

Samuel Poissant-Fluet, 19 ans, inscrit en technologie du génie civil, est dans son cours de mécanique des sols 1. « La concentration, la motivation, c'est difficile à distance. C'est plus encourageant d'être entouré de monde qui fait la même technique que nous », dit-il.

ET LES AUTRES CÉGEPS ?

Pourquoi les autres cégeps en zone rouge ont-ils attendu les nouvelles consignes du gouvernement pour ramener les cégépiens sur les bancs d'école ? N'auraient-ils pas pu s'organiser, comme l'a fait le cégep de Sherbrooke, pour offrir un minimum de cours en classe à tous les élèves ?

« Ailleurs, en zone rouge, c'était difficile d'avoir, je dirais, cette audace-là, en sachant que les Directions de santé publique, sur une base régionale, évaluent quand même la situation », répond Bernard Tremblay, président-directeur général de la Fédération des cégeps. « Et les cégeps sont en lien direct avec les Directions régionales de santé publique. Donc, il y a un message national, mais il faut aussi tenir compte du contexte de chaque région. »

ACTUALITÉS

LAURENTIDES

COLLISION AVEC DES ENFANTS ÉVITÉE DE JUSTESSE SUR LA 117

NICOLAS BÉRUBÉ
LA PRESSE

N'eût été la réaction d'un conducteur qui a fait sortir son camion de la route au dernier instant, le retour à la maison des enfants d'une école de Prévost aurait pu virer à la catastrophe, mardi, sur un tronçon de la route 117 dont la dangerosité est dénoncée depuis des années auprès du ministère des Transports.

Maxime Fortier, père de deux fillettes qui fréquentent l'école primaire Val-des-Monts, venait de franchir les quatre voies de circulation avec ses enfants à la traverse scolaire, mardi après-midi, quand il a vu arriver un camion de type camionnette sur la route 117.

« La brigadière scolaire avait levé son panneau "Arrêt", les enfants traversaient et une voiture était déjà immobilisée, dit-il. Mais il neigeait et le conducteur du camion qui arrivait derrière la voiture était incapable de freiner. »

C'est à ce moment que le conducteur du camion a entrepris de déporter son véhicule dans le banc de neige en bordure de la route. Le tout s'est déroulé en quelques secondes.

« Le camion est passé à deux doigts d'emboutir la voiture, et la voiture aurait heurté les enfants et la brigadière, explique M. Fortier. Il a fallu faire venir une remorqueuse pour sortir le camion de l'amas de neige. Ça vous donne une idée de la force de l'impact », dit-il, ajoutant avoir été « secoué » par la scène.

Lucie Laforte, mère de deux enfants qui fréquentent l'école Val-des-Monts, venait de traverser quelques instants plus tôt quand elle a entendu des enfants crier.

« Je me suis retournée, et j'ai vu le camion qui était dans le banc de neige. Il était croche, comme incliné. »

Le fait que le conducteur n'a pas réussi à immobiliser son véhicule à la traverse scolaire montre qu'il allait trop vite pour la sécurité des enfants et de la brigadière, dit-elle.

EN ATTENTE D'UNE SOLUTION

« Ça fait des années qu'on demande au ministère des Transports de réduire la limite de vitesse ici, mentionne Mme Laforte. On dirait qu'ils attendent qu'un enfant se fasse heurter avant d'agir. »

La limite de vitesse est fixée à 70 km/h dans ce secteur de la route 117 densément développé, où des dizaines de restaurants, cliniques et autres commerces et services de

proximité sont apparus ces dernières années. Souvent glacés ou recouverts d'une couche de neige, les accotements sont minimaux et ne sont pas bordés de trottoirs.

Florence Plourde, attachée de presse de François Bonnardel, ministre des Transports, signale que la Ville de Prévost, le bureau de la députée de Prévost, Marguerite Blais, ainsi que le MTQ sont au courant du problème et « travaillent ensemble afin de mettre en place une solution qui réglera cet enjeu. On ne veut faire aucun compromis sur la sécurité. Si tout va bien, nous prévoyons annoncer le plan de match rapidement », a-t-elle dit.

En décembre, La Presse avait publié un reportage sur les dizaines d'enfants contraints de marcher à cet endroit, situé au cœur de la ville de Prévost, pour se rendre à l'école Val-des-Monts, qui accueille près de 400 élèves.

La direction de l'école, le maire de la ville de même que des parents d'élèves de l'école demandent depuis des années à la direction Laurentides-Lanaudière du MTQ d'abaisser la limite de vitesse à 50 km/h et de réaménager la route 117 à cet endroit.

La direction générale des Laurentides-Lanaudière du MTQ a jusqu'ici refusé d'abaisser la limite de vitesse, alléguant que cela ne ferait pas diminuer le danger sur ce tronçon pour les usagers les plus vulnérables puisque certains conducteurs ne respecteraient pas la nouvelle limite.

Une infirmière met en valeur des scientifiques noirs qui ont fait avancer la société

STÉPHANIE MARIN
La Presse Canadienne

MONTRÉAL – C'est une absence qui a choqué, puis fait réfléchir Stephanie Bumba, une infirmière clinicienne de Montréal. L'absence de scientifiques et de professionnels de la santé noirs dans ses manuels scolaires. En les cherchant pour les faire rayonner, elle a découvert, parmi d'autres, cette docteure qui a fait avancer la science et la médecine à grands pas : Yvette Bonny.

Stephanie Bumba, 25 ans, faisait tout bonnement du ménage dans ses livres de science et de santé quand elle a réalisé ce fait : aucune personne afro-descendante n'y figurait – si on omet les brèves mentions en caractères minuscules, dit-elle.

«Ce n'est pas normal, a-t-elle relaté. «Car c'était impossible pour moi qu'il n'y en ait pas».

La jeune femme, qui étudie aussi pour obtenir une maîtrise en administration des services de santé à l'Université de Montréal, s'est mise à faire des recherches. Ce fut le «choc» et ensuite, la «fierté».

Car elle en a trouvé. Et plusieurs.

Dans la foulée du mouvement *Black Lives Matters* et de la mort atroce de George Floyd aux États-Unis, elle a vu une occasion de réaliser une action citoyenne.

La jeune femme, rencontrée par *La Presse Canadienne* dans le cadre d'une série d'entretiens réalisés à l'occasion du Mois de l'histoire des Noirs, a alors créé une websérie, *Ces afro-scientifiques d'hier à aujourd'hui*, et met en ligne des capsules dans lesquelles elle présente des gens de science, inventeurs, chercheurs et médecins.

«Malgré toute l'adversité, la ségrégation du passé, ces gens-là ont fait des choses incroyables pour l'avancement de la science», dit-elle aujourd'hui, encore émerveillée.

Ce qui l'a menée à découvrir Dre Yvette Bonny.

Yvette Bonny

La femme, née en Haïti en 1938, est arrivée au Québec en 1962. Elle est une pédiatre-hématologue qui a aussi été professeure à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Fait notable : elle a réalisé la première greffe de moelle osseuse chez un enfant au Québec en 1980.

À l'époque, elle est la seule pédiatre-hématologue de l'Est du Canada à faire de telles greffes. «Elle soignait des enfants d'Ottawa, du Nouveau-Brunswick, d'un peu partout», a souligné Mme Bumba. Des enfants très malades, souvent atteints de leucémie.

Cette intervention, alors une technique de pointe peu répandue, sera, 30 ans plus tard, indiquée pour traiter certains cancers ainsi que des maladies hématologiques comme les leucémies et la drépanocytose. Cette dernière maladie, dont l'avancement du traitement tient particulièrement à cœur à la Dre Bonny, touche surtout les personnes noires, est-il mentionné dans sa biographie sur le site de l'Ordre du Québec, dont elle a joint les rangs en 2007. Elle recevra l'Ordre du Canada l'année suivante.

Dre Bonny mène de plus des travaux de recherche sur différentes maladies infantiles telles que la leucémie. Elle a dirigé l'Unité provinciale de transplantation médullaire pédiatrique de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, de 1980 à 1998.

On l'a surnommée la «Patch Adams» de l'hôpital, du nom du médecin américain qui a fait sa renommée par son approche fondée sur la compassion et l'humour, souligne aussi le site de l'Ordre du Québec.

Pour Stéphanie Bumba, elle est une inspiration.

«C'est un modèle. Car ses contributions ont permis aux soins de santé de s'améliorer».

Elle dit qu'elle ne peut que s'imaginer les obstacles qu'elle a dû rencontrer. Car elle était une minorité sous plusieurs aspects, a-t-elle relevé. Femme, noire, hématologue, une spécialité qui ne comptait que peu de spécialistes à l'époque, dit-elle.

La websérie

Son but ? Faire reconnaître l'apport très concret de ces scientifiques pour que les stéréotypes s'effacent peu à peu, jusqu'à ce qu'ils n'existent plus.

La websérie sur «Nurse Stephie TV» «montre aux gens que nous sommes une partie importante de la société et de son avancement. Que l'Histoire des Noirs, ce n'est pas que la guerre et l'esclavage.»

«C'est d'autant plus important pour les jeunes, ajoute-t-elle. Ils peuvent se dire : moi aussi je peux réaliser des choses exceptionnelles et la couleur de la peau n'est pas un obstacle pour se réaliser».

Déjà, des enseignants du secondaire se servent de ses capsules en classe. Et elle a reçu des mots de remerciement touchants d'élèves, dont un qui disait: «On en avait besoin».

Autres scientifiques présentés dans les capsules

- Dre Patricia Bath, une ophtalmologue, pionnière de la chirurgie au laser pour les cataractes, qui a obtenu de nombreux brevets pour ses inventions.

- Dr Charles Richard Drew, considéré comme le père des banques de sang à l'échelle mondiale.

- Marie Van Brittan Brown, une infirmière du Bronx, qui a conçu dans les années 1960 le premier système de caméras de surveillance pour la maison à l'aide de deux télévisions.

- Dr Daniel Hale Williams, qui a réalisé en 1893 la première opération à cœur ouvert.

Covid-19 : L'augmentation de nouveaux cas reste stable



CORALIE BEAUMONT
La Tribune

L'Estrie dénombre 46 nouveaux cas de contamination à la COVID-19 et deux décès sont à déplorer.

Un décès dû à la COVID-19 est survenu au Centre d'hébergement de Valcourt et un autre à la RPA Résidence Les Bâtisseurs de la Pommeraie.

Sur les 46 nouveaux cas recensés ce 6 février, 19 proviennent de Sherbrooke alors qu'il n'y en avait que 10 hier.

À noter que depuis plusieurs jours, il n'y a aucun nouveau cas dans la MRC Des Sources.

Un autre établissement scolaire, l'École du Touret, est nouvellement en éclosion avec 5 cas actifs. Fait encourageant, il n'y a eu aucun nouveau cas dans les 5 autres établissements scolaires en statut d'éclosion, dont notamment le Cégep de Sherbrooke. Moins de 5 nouveaux cas ont également été recensés dans une garderie en milieu familial du Granit.

Au total, l'Estrie déplore 285 décès, 10 822 cas confirmés dont 10 182 cas sont rétablis.

Un comité « bienveillance » pour prendre soin des enseignants



SABRINA LAVOIE

La Tribune

Dans le cadre de la Semaine des enseignantes et des enseignants, des parents d'élèves de l'école primaire la Source-Vive à Ascot Corner se sont unis pour offrir quotidiennement « des douceurs » à l'ensemble du personnel de l'établissement scolaire.

« Nous tenons à souligner vos vaillants efforts, votre adaptation, votre capacité à réinventer le monde scolaire pour faire de l'école un endroit sécurisant où les enfants continuent d'apprendre, de grandir et de socialiser », ont témoigné quelques parents, jeudi dernier, au terme de leur semaine « bienveillante ».

« Vous leur transmettez tellement plus que des savoirs académiques. Vous les aidez à s'épanouir et différentes facettes de leur personnalité se déploient grâce à vous. Vous êtes leurs modèles, souvent les nôtres aussi. On vous doit tellement de reconnaissance et de gratitude », ont-ils mentionné.

L'organisation des parents participatifs de l'école primaire la Source-Vive, qui existe depuis plusieurs années, tenait à souligner le travail des enseignants qui ont fait preuve « d'engagement et de professionnalisme » au cours des derniers mois.

Responsable de la « bienveillance », un sous-comité s'est empêché d'organiser un calendrier de « petites douceurs » pour chaque journée de la semaine. Café, chocolatinas, tisanes, bombes de chocolat chaud et messages personnalisés ont été livrés au personnel de l'établissement qui s'est par ailleurs dit très touché par l'initiative.

Des aimants « Super profs de la Source-Vive », conçu spécialement par l'entreprise Les bonheurs d'Amélie, ont également été offerts aux enseignants de l'école.

« Prendre soin de ceux qui prennent soin des nôtres. C'est ce que nous voulions faire en cette période plus difficile où on prend peut-être moins le temps de reconnaître ce que font les travailleurs au front », raconte Christine Gélinas, l'une des instigatrices.

« Ils ont tellement dû faire preuve d'adaptation. C'était une petite tape dans le dos franchement bien méritée », conclut-elle.

Battre en retraite... forcée

ISABELLE LÉGARÉ

Le Nouvelliste

CHRONIQUE / Il aurait été tout à fait normal que Jeanne Leblanc soit soulagée d'avoir pris sa retraite juste à temps, entre deux vagues de COVID-19. Elle aurait pu s'en féliciter sans qu'on lui en tienne rigueur. Non, mais franchement, qui peut avoir le goût d'enseigner toute la journée avec un masque au visage, en plus de composer avec la distanciation, le lavage de mains à répétition, le risque d'éclosion, les cas déclarés, les parents à bout de nerfs et les profs épuisés?

Elle.

Il faut remonter en 2019 pour mieux comprendre sa décision de reprendre du service dans pareil contexte. Madame Jeanne aime et recherche l'aventure. Amenez-en des défis.

Sa carrière dans les écoles primaires du Centre de services scolaire de la Rivieraine a été entrecoupée de séjours à l'étranger, que ce soit en Afrique, en France et au Pérou où, ici, elle a oeuvré dans une léproserie, en tant que missionnaire laïque.

C'était sa façon de briser la routine, d'acquérir de nouvelles connaissances que l'enseignante s'empressait de partager, au retour, à ses élèves captivés par ses récits.

En prévision de sa dernière et 31^e année d'enseignement, la femme de Bécancour aurait pu se mettre en mode pilote automatique. Oh que non. Elle a décidé de sortir de sa zone de confort en allant enseigner à Quaqtq, un village inuit du Nunavik.

«J'étais allée auparavant à Kuujuarapik, mais là, je voulais me rendre plus au Nord encore. Je voulais être certaine de voir des ours polaires, des enfants qui viennent à l'école avec leur anorak et des kamiks, des

bottes qui sont faites en peau de caribou ou de phoque. Je voulais vivre ça avant de prendre ma retraite!»

Fin août 2019, après une semaine de formation à Montréal pour en apprendre davantage sur sa communauté d'adoption, la femme de 56 ans a posé ses valises tout en haut du Nord-du-Québec.

Elle devait y rester jusqu'en juin 2020, mais voilà, en mars, une pandémie s'est pointée à l'horizon, même au pays des ours polaires où on a fermé les écoles et demandé aux enseignants venus du sud de la province de plier bagage.

Finie l'aventure du Grand Nord pour Jeanne l'exploratrice.

«Ça s'est terminé en queue de poisson en raison de la COVID. Je n'ai même pas eu la chance de dire au revoir à mes élèves et de leur faire un câlin. Rien.»

Elle a fait ses boîtes et attendu le prochain vol d'Air Inuit. Trois semaines plus tard, Jeanne est partie «en catastrophe» seulement 90 minutes après avoir reçu un appel l'informant que l'avion s'apprêtait à décoller.

Accompagnée de son inséparable petit chien, elle est rentrée à la maison, peinée de la tournure des événements.

«Je ne pouvais pas concevoir que ma carrière se termine comme ça.»

Il faut dire aussi que pendant son passage à Quaqtq, Jeanne Leblanc croyait avoir «perdu la main»...

L'enseignante adorait ses élèves, mais les trucs qu'elle avait l'habitude d'utiliser en classe ne fonctionnaient pas aussi bien avec ces enfants qui ne parlent pas français et très peu l'anglais. Leur langue est l'inuktitut et leur mode de vie, très différent de celui plus au sud. Sans parler des problèmes sociaux observés dans la communauté inuite.

La dame s'est remise en question durant cette expérience dont elle garde néanmoins d'excellents souvenirs.

L'été est passé et Jeanne continuait de ressentir une certaine amertume, un fort sentiment d'inachevé.

En septembre, une ancienne et jeune collègue de la Riveraine a pris de ses nouvelles, à savoir comment se passait sa retraite.

«Moyen... Ça s'peut pas qu'au niveau professionnel, ça se finisse de même», lui a-t-elle répondu avant de réfléchir à voix haute: «Je ne sais pas si je ne devrais pas retourner faire un peu de suppléance?»

Il était déjà trop tard pour Jeanne. Son ex-consoeur a immédiatement sauté sur l'occasion.

«Viens dans ma classe la semaine prochaine! J'ai besoin de toi! On a de la misère à trouver des suppléantes.»

C'est comme ça que la retraitée a repris le chemin des classes, envers et contre la pandémie.

Prêter main-forte allait lui permettre de se prouver qu'elle n'avait pas perdu la main.

Le téléphone s'est mis à sonner. Une suppléance ici, une autre là. La nouvelle remplaçante a travaillé tout l'automne, avec une corde à son arc pour obtenir l'attention de ses élèves d'un jour.

En échange de leur bon travail, Madame Jeanne leur promettait un diaporama sur les Inuits.

«Je leur ai parlé de l'ours polaire et du narval. J'ai apporté mes mitaines, mon anorak, des trucs en ivoire de morse...»

Les enfants avaient les yeux rivés sur celle qui, le temps d'une période, leur permettait de décrocher de la COVID. Juste assez, mais pas trop.

L'ex-enseignante devenue suppléante a tôt fait de réaliser à quel point les mesures sanitaires font maintenant partie du quotidien des écoliers et forcément, du personnel de l'école.

Les yeux sur sa montre, Madame Jeanne savait par exemple que son groupe avait accès aux lavabos à 10h47, pas une minute plus tard, afin d'éviter que ses élèves croisent la classe suivante en sortant de la salle de toilettes.

L'enseignante peut bien l'avouer aujourd'hui. Il lui est déjà arrivé de passer outre la consigne de distanciation pour s'agenouiller près du pupitre d'un écolier qui

n'arrivait pas à résoudre un problème en mathématique, ou de venir en aide à un petit de la maternelle en pleurs parce que la fermeture éclair de son manteau refusait de remonter.

«Je ne pouvais quand même pas rester à deux mètres pour l'aider et le consoler!»

Jeanne Leblanc a fait de la suppléance jusqu'au congé des Fêtes.

L'enseignante qu'elle remplaçait a reçu un diagnostic de COVID-19. La classe a été fermée et les élèves, tout comme elle, retournés sur-le-champ à la maison.

«Je ne pensais jamais vivre cela! La peur m'a pris...», raconte la retraitée qui s'occupe de sa mère âgée de 90 ans. Ce n'était surtout pas le temps de courir le risque de contracter le virus et de le lui transmettre.

«Malheureusement, la suppléance a pris fin pour moi.»

Du jour au lendemain. Encore une fois.

Dans d'autres circonstances, Jeanne Leblanc aurait poursuivi l'aventure même si des collègues lui demandaient parfois ce qu'elle faisait là, à travailler sous pression, plutôt que de profiter d'une retraite pleinement méritée.

«Les professeurs prennent des congés pour se sortir la tête de l'eau», constate Jeanne Leblanc avec solidarité, avant d'ajouter que c'est «par pur égoïsme» qu'elle a également offert ses services en tant que suppléante.

«Je voulais me prouver que j'étais encore une bonne enseignante.»

Il n'y a aucun doute là-dessus.

Une pétition de 800 noms pour assouplir le code vestimentaire



BRIGITTE TRAHAN

Le Nouvelliste

Trois-Rivières — Une élève de 5e secondaire de l'école La Découverte de Saint-Léonard-d'Aston, Pénélope Rousseau, a décidé de s'attaquer au code vestimentaire de son école, et même des trois écoles secondaires du Centre de services scolaire de la Riveraine.

Non pas qu'elle soit contre le code vestimentaire en tant que tel, mais c'est plutôt contre la façon de l'appliquer qu'elle en a. Selon elle, et selon plus de 800 élèves dont elle a obtenu la signature, l'application du code aurait quelque chose d'un peu sexiste, ce qui fait bouillir la féministe en elle.

«J'ai remarqué que les filles se font tout le temps avertir alors que les garçons n'ont rien», explique-t-elle. «J'ai décidé de démarrer une pétition pour que ce soit plus égalitaire», dit-elle.

L'élève de 16 ans a l'intention d'aller déposer sa pétition en personne au conseil d'administration du CSS de la Riveraine dès que le Centre-du-Québec passera en zone orange. Si ça va trop loin dans le temps, elle espère obtenir la possibilité de rencontrer le conseil d'administration en Zoom.

Cette récolte de signatures n'a pas été de tout repos pour elle à cause, justement, des normes sanitaires. «J'ai écrit à chacun en privé sur Facebook», dit-elle. «Sur Facebook, je tape, par exemple, l'école Jean-Nicolet; je

vais voir les personnes qui aiment cette page-là et si ce sont des élèves, je vais leur écrire en privé pour leur dire quel est le but de ma pétition et s'ils veulent que je rajoute leur nom», raconte-t-elle. «C'était le même message pour tous.»

Pénélope estime que les restrictions du code vestimentaire ont des effets sur la santé mentale des jeunes de son âge. «Se sentir bien dans sa peau, c'est très important», fait-elle valoir. «Se faire dire à tout bout de champ que ce que l'on porte, ce n'est pas beau et que ça dérange les garçons, c'est quand même percutant», assure-t-elle.

Pénélope croit qu'il faut cesser de mettre la faute sur le dos des filles si leur tenue vient «distraire» les garçons. Il faut cesser de dire aussi «que tous les garçons sont comme ça, parce que ça non plus ce n'est pas vrai», affirme-t-elle.

«En tant que fille, je n'aime pas me faire dire que si tu portes ci ou tu portes ça, un gars va te faire telle ou telle chose. Ce n'est pas vrai et c'est ça que je veux changer», explique-t-elle.

Pénélope se dit d'accord avec le fait que c'est important d'apprendre l'importance d'un certain code vestimentaire, selon les circonstances, mais le code de l'école «devrait être plus adapté à la réalité d'aujourd'hui. La mode a évolué. Je ne dis pas que tout devrait être permis non plus, mais il devrait y avoir un peu d'assouplissement. Je comprends le but de ça, mais d'un autre côté, on éduque beaucoup les jeunes sur le consentement sexuel, de nos jours. Alors pourquoi est-ce que les filles devraient continuer à se faire dicter leur façon de s'habiller», questionne-t-elle. «C'est sûr que pour aller à l'école, il y a une limite à ne pas dépasser. Il y aura toujours une limite à ne pas dépasser et il y aura toujours des règlements sur le code vestimentaire», reconnaît-elle.

En demandant aux filles de se cacher sous leurs vêtements pour ne pas aguicher les garçons, on rate une occasion de faire de l'éducation auprès des garçons et «ça continue à entretenir la culture du viol», estime Pénélope.

«Les deux sexes ont un petit bout de chemin à faire», croit-elle. Or en ce moment, déplore cette élève, le fardeau est seulement sur les épaules des jeunes filles.

Le directeur de son école, Yannick Morin, assure qu'on demande autant aux garçons qu'aux filles de se changer s'ils ne respectent pas le code vestimentaire. «Ce qu'on voit beaucoup, ce sont des camisoles, des chandails courts, des jeans troués», dit-il, surtout quand le printemps arrive. Les filles qui arborent bretelles spaghetti et jupes courtes «ont peut-être un peu plus de contraintes que les garçons», admet-il.

Le directeur dit comprendre que la mission que s'est donnée Pénélope dépasse un peu la simple question du code vestimentaire.

M. Morin indique que le phénomène du harcèlement sexuel n'arrive toutefois pas souvent dans l'école et qu'il est jugé inacceptable. «Ce n'est pas parce qu'une personne s'habille de telle façon que ça fait d'elle une proie facile ou que ça permet de faire des choses qui ne sont pas légales», dit-il. «Si j'avais connaissance de choses comme ça, il y aurait des procédures judiciaires qui seraient prises», assure-t-il.

À l'école, explique le directeur Morin, le Plan de lutte à l'intimidation comprend également l'interdiction de porter des vêtements qui prônent la violence, l'intimidation, le racisme ou le sexisme ou qui affichent des substances illicites.

C'est une question d'éducation, fait valoir le directeur. «Dans nos milieux de travail, on ne peut pas s'habiller n'importe comment», fait-il valoir, une réalité qui touchera les jeunes dès leur entrée dans le monde du travail.

47 élèves en isolement

COVID-19: huit cas supplémentaires dans les établissements du CSSBE

Par Salle des nouvelles

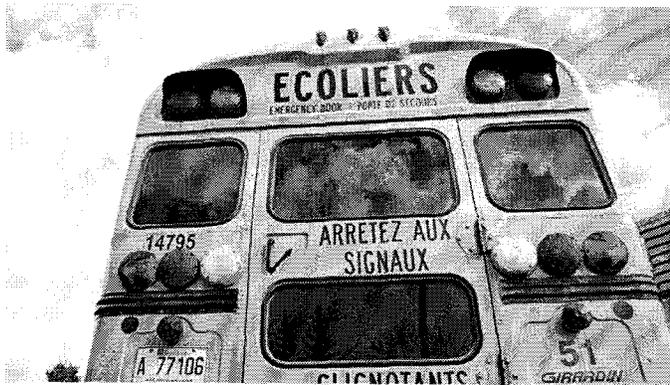


Photo: Archives

La Direction de la santé publique (DSP) a signalé jeudi huit diagnostics de COVID-19 au sein des écoles du Centre de services scolaire de Beauce-Etchemin (CSSBE).

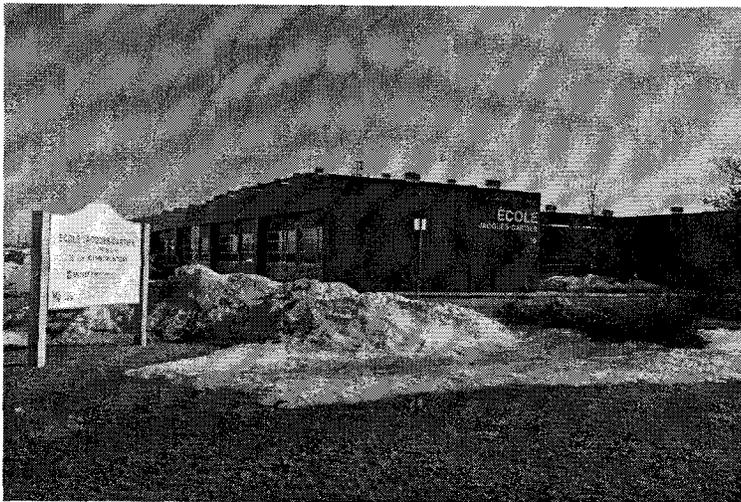
- 3 cas à la Polyvalente de Saint-Georges – 47 élèves en isolement préventif
- 2 cas à l'école l'Accueil (Scott) – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à l'école Aquarelle de Saint-Georges – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à l'école Roy et Saint-Louis (La Guadeloupe) – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à l'école Maribel (Sainte-Marie) – aucun isolement supplémentaire

Les personnes mises en isolement ont déjà été contactées. Les écoles et les centres demeurent ouverts pour les élèves qui ne sont pas en isolement.

L'école Jacques-Cartier de Sept-Îles touchée par la COVID



Par Sylvain Turcotte



Après l'école Manikanetish de Uashat vendredi, c'est au tour de l'école Jacques-Cartier de Sept-Îles d'annoncer qu'un cas positif à la COVID-19 a été déclaré.

Afin de limiter la transmission, la direction de l'école a demandé aux parents des élèves de la bulle classe concernée de demeurer à la maison et qu'ils seront contactés par la santé publique.

« L'école demeure ouverte et continue d'appliquer toutes les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle propagation ». L'établissement dit suivre de près l'évolution de la situation.

L'opposition ne ménage plus ses critiques

Des experts s'inquiètent de l'effet de ces attaques sur la crédibilité du gouvernement

MARCO BÉLAIR-CIRINO
CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Les élus d'opposition se sont longtemps refusé de contester publiquement les mesures recommandées par l'équipe du directeur national de santé publique, Horacio Arruda, afin de faire de reculer la COVID-19. À l'approche du premier anniversaire de l'état d'urgence sanitaire, ils ne retiennent plus leurs coups, ce qui préoccupe la spécialiste en santé publique Marie-France Raynault et la spécialiste en médecine comportementale Kim Lavoie.

Au printemps 2020, le Parti libéral, Québec solidaire et le Parti québécois avaient sourcillé face au changement de position de la Santé publique sur le port du couvre-visage. À l'automne 2020, ils avaient affiché leur incrédulité devant l'absence de consignes de la Santé publique sur la ventilation des classes. Cet hiver, ils n'ont toutefois pas ménagé leurs critiques à l'égard du plan d'utilisation des tests de dépistage rapide de la COVID-19 qu'a adopté le gouvernement caquiste après consultations avec l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).

La députée libérale Marie Montpetit a même reproché cette semaine aux fonctionnaires du ministère de la Santé d'avoir communiqué « beaucoup

d'informations erronées » lors d'une séance d'information. « Ces tests rapides sont homologués par Santé Canada. Il y a un comité d'experts, au fédéral, qui a donné des indications très précises [sur leur utilisation]. Donc, utilisons-les. Mais, là, on veut retester, refaire des projets pilotes », a-t-elle déploré dans un point de presse dans le hall de l'hôtel du Parlement mardi.

Le chef du PQ, Paul St-Pierre Plamondon, s'est quant à lui permis de remettre en cause la décision de la Santé publique de laisser les gymnases fermés. « J'ai beaucoup de difficulté à comprendre comment on peut permettre le magasinage dans les centres d'achats, mais on n'est pas capables de permettre une joute de tennis à 20 mètres de distance », a-t-il lancé avant de regagner son bureau d'où il a suivi la période des questions.

L'élue péquiste Joël Arseneau a quant à lui dit s'expliquer mal le maintien d'une série d'interdictions dans les six régions qui passeront mardi prochain de la zone rouge (« alerte maximale ») à la zone orange (« alerte »). « Ceux qui espéraient pouvoir retrouver la situation d'avant les Fêtes, bien, ils se retrouvent un peu floués et trahis », a-t-il déclaré, se désolant de l'abandon implicite du Système d'alertes régionales et d'intervention graduelle, qui prévoyait des mesures sanitaires à la hauteur de la situation épidémiologique, du contrôle de la transmission et de la

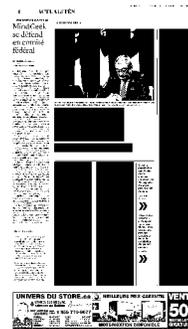
capacité du système de soins dans chacune des régions. « *Orange is the new red* », a ironisé le député des Îles-de-la-Madeleine dans la langue de Netflix.

Un débat contaminé ?

La professeure émérite à l'École de santé publique de l'Université de Montréal Marie-France Raynault convient qu'il s'agit du « rôle » des élus d'opposition à l'Assemblée nationale de « poser des questions » aux membres du gouvernement sur la lutte contre la COVID-19. « Nous, on fait des prescriptions à toute la population. Tout le monde est touché. Tout le monde réagit », dit-elle dans un entretien téléphonique avec *Le Devoir*.

Elle se désole néanmoins de voir des personnalités politiques se faire les relais des interrogations « des contre-experts et des experts spontanés qui n'ont jamais travaillé dans le domaine et qui se prononcent *ex cathedra* » sur les mesures retenues pour freiner la progression du coronavirus. « Ils ont des choses à apporter, mais pas sur l'ensemble des mesures populationnelles », soutient-elle d'un ton tranchant. « Ils n'ont jamais vu de patients de leur vie, ils ont juste vu des éprouvettes, puis ils ont des opinions tranchées sur les mesures populationnelles. Puis, ils ne font pas de revue de littérature, ils ne lisent pas là-dessus, ils ne font pas de comparaisons internationales. On est habitués à cela en santé publique, c'est notre sort, tout le monde pense qu'il peut faire notre travail mieux que nous autres », poursuit-elle.

La D^{re} Raynault rappelle que la médecine de santé publique est une spécialité d'une durée de cinq ans suivie d'une formation complémentaire (ou «



fellowship ») au même titre que la microbiologie ou la cardiologie. « On est formés pour prendre des décisions au niveau populationnel. C'est ça qu'on étudie. C'est là-dedans qu'on travaille », ajoute celle qui a supervisé les études médicales postdoctorales de la plupart des directeurs de santé publique au Québec qui sont aujourd'hui engagés dans la bataille contre la COVID-19.

La peur s'estompe

Après près d'un an à côtoyer la COVID-19, la « peur » s'est estompée et la critique s'est dégourdie, y compris sur la colline Parlementaire.

La Santé publique a affronté quelques « vagues » de contestation depuis le début de l'état d'urgence sanitaire, le 13 mars 2020, fait remarquer la D^{re} Raynault. « Là, on est dans la vague des “tests rapides” », précise-t-elle, qualifiant au passage la « stratégie du gouvernement » de « bonne, évidemment ».

Marie-France Raynault éprouve de la difficulté à prendre la pleine mesure de l'effet du doute jeté par des acteurs politiques sur des décisions de la santé publique. « Cela mine la confiance de la population dans les mesures [sanitaires] », s'inquiète-t-elle, rappelant que « c'est la population qui décide où ça s'en va ». « Ce n'est pas M. Legault. Ce n'est pas Horacio Arruda. »

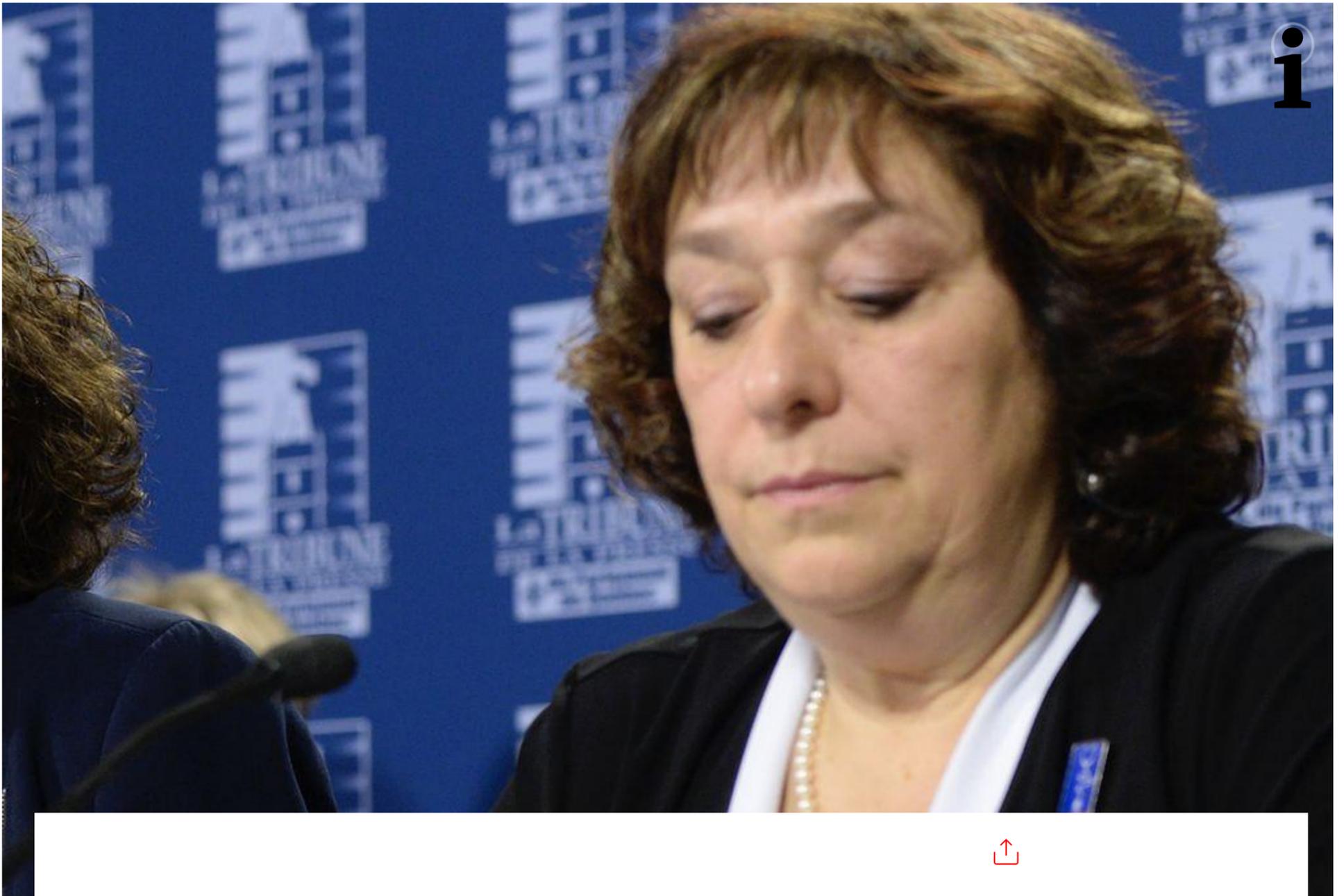
La spécialiste en santé communautaire et santé publique se dit « extrêmement déçue » de voir des « formalités d'experts de tests et de ventilation » prendre le pas dans l'espace politico-médiatique sur des « questions sociales importantes ». Elle donne en exemple : « Les gens, travailleurs au bas de l'échelle ne vont pas se faire tester parce qu'ils ne sont pas couverts et ne veulent pas être isolés 14 jours », et les « travailleurs d'agence qui n'ont

pas de formation en prévention et contrôle des infections qu'on promène entre les hôpitaux et les CHSLD ».

La D^{re} Raynault prône l'« éducation » et la « transparence » concernant l'action de la Santé publique au temps de la COVID-19, d'autant plus que ses recommandations se mêlent et s'entremêlent avec les décisions économiques, sociales et politiques du premier ministre François Legault.

La codirectrice du Centre de médecine comportementale de Montréal, Kim Lavoie, presse le gouvernement québécois à « assumer » ses décisions puis à les justifier. « Assumez-vous ! » lance-t-elle. « Le problème avec le manque de transparence, de cohérence, c'est que les gens vont se dire : “Ça n'a pas de bon sens, on peut être 35 dans une école, 200 dans un avion, mais je ne peux pas avoir deux personnes à ma table” », explique-t-elle.

Même si elle a « entendu des choses qui contredisent les données probantes sur la COVID et l'état de la science » de la bouche de la Santé publique — sur les bienfaits de la ventilation dans les écoles, sur l'efficacité du couvre-feu, sur le port du masque par les enfants, par exemple —, M^{me} Lavoie invite les élus de l'opposition à jouer de prudence dans leurs interventions. « Ça prend le contexte pour bien évaluer l'efficacité des interventions. Mais, il faut faire attention : si l'opposition questionne trop, on ne veut pas que ça sabote toute la crédibilité du gouvernement », souligne la professeure au Département de psychologie de l'UQAM, avant d'ajouter : « Moi, je suis du côté du gouvernement. Je suis bien ouverte à aider M. Arruda avec ses habiletés de communication. C'est mon expertise. »



7 février 2021 13h48 Mis à jour à 17h48

Les infirmières de la FSQ-CSQ insultées par l'offre du gouvernement, dit le syndicat

HELEN MOKA
La Presse canadienne

Article réservé aux abonnés

Un syndicat représentant 5000 infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes au Québec déplore que le gouvernement Legault ne cherche pas à donner un peu d'oxygène à ces travailleuses de la santé, malgré l'année éprouvante qu'elles viennent de passer en luttant contre la pandémie de COVID-19.

La Fédération de la Santé du Québec (FSQ), affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), a annoncé ce week-end le rejet de l'offre globale de règlement soumise par les représentants du gouvernement. Elle a fait état du grand mécontentement de ses membres qui n'en sont pas rendus toutefois à songer à des moyens de pression.

«On n'en est pas là. Aujourd'hui, ce qu'on veut dire publiquement c'est que l'offre du gouvernement qui a été fait à la FSQ est inacceptable», a déclaré la présidente de la CSQ, Sonia Ethier, en conférence de presse, dimanche.

«Les gens sont très fâchés de l'offre du gouvernement et ça ne réglera en rien les problèmes qu'il y a dans le réseau de la santé», a-t-elle souligné.

La présidente de la FSQ-CSQ, Claire Montour, déplore la lenteur des négociations.

«En 16 mois, on n'a même pas réglé un seul article», a-t-elle dit en faisant référence aux demandes syndicales déposées en novembre 2019.

Si cette dernière reconnaît que la gestion de la pandémie a freiné à un certain moment les négociations entre les parties, elle trouve toutefois gênant et inapproprié de la part du gouvernement de demander des «concessions» à des personnes «qui n'ont même pas eu le droit à leurs vacances».

Elle explique que les négociations achoppent notamment sur les ratios patients-infirmière et sur la lourdeur de la tâche de travail à accomplir.

«Tous les jours, on voit dans les réseaux sociaux et dans les médias quelqu'un qui pleure de ses conditions de travail, qui démissionne», a affirmé la présidente FSQ-CSQ.

«Qu'on ne veuille pas discuter du fardeau des tâches, des moyens à prendre et des mécanismes à mettre en place? Comment peut-on ne pas en parler et trouver des solutions dans la convention collective», s'est interrogée Claire Montour.

Le Conseil du Trésor dit prendre acte de la décision du syndicat. «Il s'agissait de la même offre qui a été acceptée en décembre dernier par la FIQ, qui représente quant à elle 90 % des infirmières. Nous poursuivons les discussions et souhaitons une entente dans les meilleurs délais», a rappelé par courriel Florent Tanlet, l'attaché de presse de la présidente du Conseil du Trésor Sonia LeBel.

Pour illustrer le portrait de la situation comme elles la perçoivent, la présidente de la CSQ Sonia Ethier a offert quelques statistiques sur les congés de maladie dans le réseau de la santé.

«En 2018-2019, il y a eu 700 millions \$ en assurance salaire pour l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux. L'année précédente, c'était 500 millions \$. C'est en croissance. Le monde est de plus en plus malade. Ça représente au-delà de 10 000 postes, 10 000 personnes qui sont malades et ce n'est pas avec cette offre qui est faite que ça va régler les problèmes de fond», a affirmé M^{me} Ethier.

Les deux femmes demandent donc au gouvernement de revoir son offre puisqu'il a «le devoir de négocier».

Conciliation travail-famille par le temps partiel

Claire Montour croit que Québec doit aussi tenir compte du travail qui s'effectue à temps partiel dans le domaine de la santé, un choix que fait un plus grand nombre d'infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes pour essayer de concilier travail-famille.

«Le gouvernement promet des primes pour rendre les postes à temps complet plus attirants, mais ce ne sera pas suffisant. Ce qu'il ne semble pas vouloir comprendre c'est que les postes à temps partiel sont le moyen que plusieurs travailleurs et travailleuses ont trouvé pour sauver leur peau dans le contexte actuel», a déclaré M^{me} Montour.

Elle réclame d'ailleurs des primes pour les employées à temps partiel qui «accomplissent les mêmes tâches» que les employées à temps complet, qui elles, s'en voient offertes.

Claire Montour tend cependant la main à Québec pour négocier à nouveau.

«On a des solutions et notre monde les a identifiées, et ça presse pour les mettre en place! Après la pandémie dans le réseau de la santé, on aura beaucoup de travail à faire, mais le personnel est à terre. Il n'en peut plus!» a-t-elle conclu avec émotion.

Espérances pour enseignants à bout

NORMAND BAILLARGEON



La pandémie est passée dans nos vies et on a souvent oublié bien des choses d'avant qu'elle ne saccage à peu près tout.

L'une d'elles, en éducation, mais que nous rappelait judicieusement Marco Fortier dans un récent texte, est cette promesse de la CAQ, très haut placée sur l'échelle de ce qu'elle entendait accomplir, de valoriser la profession enseignante. Il y avait, à ce sujet, et il y a toujours, une grande urgence.

Pour de nombreuses raisons, dont plusieurs sont bien connues, enseigner est devenu une tâche lourde, complexe, difficile et trop mal rémunérée — les salaires des enseignants du Québec les plaçaient en 2019 bons derniers au Canada. Une tâche si exigeante en fait qu'on parlait, depuis quelques années déjà dans la littérature spécialisée, de désertion professionnelle pour décrire ces enseignants qui, durant les premières années de leur carrière, quittaient le métier pour lequel ils et elles avaient pourtant été formés. Il semble que cette situation ait empiré et qu'on assiste en ce moment à un nombre plus élevé encore de démissions.

J'ai donc eu l'idée de demander à des enseignants (mes proches, des connaissances et des abonnés sur les médias sociaux) ce qui, à part le salaire, pourrait selon eux rendre plus facile et plus agréable l'exercice de leur profession.

J'ai reçu un très grand nombre de réponses. Sans prétention scientifique et en m'excusant par avance de ne pouvoir tout rapporter, en voici quelques-unes.

Vous le verrez : le travail ne manque pas.

Des idées, en vrac

On me parle beaucoup de la vétusté des immeubles, laquelle

est, en ces heures, rendue plus manifeste encore par les problèmes de ventilation des classes. On me parle aussi du manque de locaux appropriés pour certains cours, comme les arts et la musique.

On me raconte qu'on manque trop souvent de ces indispensables ressources spécialisées — comme des bibliothécaires, des orthophonistes, des psychologues. Une enseignante me raconte : « J'enseigne en sixième année. J'ai vingt-six élèves dans ma classe, dont onze avec un plan d'intervention. J'ai très peu d'aide et je n'arrive tout simplement pas à faire correctement mon travail. »

Le tragique manque de nourriture (pour le déjeuner ou le dîner) est rapporté dans certains milieux, pour lesquels on demande des assouplissements et des ressources. Là, mais aussi en d'autres endroits, on rappelle le problème du coût excessif, pour des parents, du matériel scolaire qu'ils doivent acheter. Les effets de la concurrence avec le privé sont soulevés, aggravés par le fait que celui-ci n'est pas obligé d'accepter tous les élèves.

Mais on avance aussi des solutions et je ne voudrais surtout pas les passer sous silence. En voici un échantillon.

Faciliter l'arrivée dans la profession par des tâches plus légères et par l'accompagnement par un mentor ; penser à des manières de concilier famille et travail ; faciliter l'accès à un poste pour certaines catégories d'enseignants pour lesquels c'est plus difficile ; prendre en compte l'importance relative que prendra la correction dans la définition de la tâche — elle n'y prend pas la même place et ne demande pas le même temps pour qui enseigne le français et pour qui enseigne l'éducation physique ; ouvrir la possibilité (quand on ne sera plus en situation de pénurie...) de ne pas travailler à plein temps.

Dans une perspective plus large et plus institutionnelle, certains évoquent la création d'un ordre professionnel ; d'autres demandent un conseil des enseignants, qui porterait leur voix auprès du gouvernement, mais à l'écart du discours et des préoccupations syndicales, et indépendamment de lui.

Se préparer à enseigner

J'ai été frappé du nombre non négligeable de personnes qui rappellent l'importance de bonifier la formation



des enseignants, leur formation disciplinaire et leur formation en matière de pédagogie, et qui font état de leur déception quant à leur propre formation. J'estime que toute valorisation de la profession devra passer par là, par la bonification de cette formation initiale et de la formation continue, qui ferait que la préparation à l'exercice de ce métier serait quelque chose d'exigeant, transmettant des savoirs importants et prenant appui, là où ce doit l'être, sur des données probantes. Les personnes ainsi formées jouiraient ensuite d'une grande autonomie professionnelle et d'une grande reconnaissance sociale.

Au risque de me répéter, il ne revient à personne en particulier et à aucune instance actuellement en place de décider de ce qu'il convient de faire : seule une vaste et sérieuse consultation permettrait de dire ce que collectivement nous voulons et les moyens que nous estimons devoir mettre en place pour ce faire.

Mais je tiens à le dire : à mes yeux, il s'agit ici d'une urgence nationale. Après tout, comme le disait mon cher Bertrand Russell, les enseignants sont les gardiens de la civilisation. Penser à tout ce qu'on leur demande ; les préparer comme il convient pour cette immense tâche et leur donner les moyens de l'accomplir témoignent du prix que nous accordons au savoir qu'ils transmettent, à l'autonomie des personnes qu'ils contribuent tant à faire advenir et au futur citoyen qu'ils forment : bref, à bien des choses essentielles à une certaine et haute idée de la civilisation.

Bonne Semaine des enseignantes et des enseignants !

ÉDITORIAL

III ÉDUCATION

L'univers parallèle

L

**MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD**



e retour prochain d'une portion de la faune étudiante dans les cégeps et les universités, si mince soit la reprise, constitue une excellente nouvelle. En invitant les établissements d'enseignement supérieur à permettre un retour graduel en classe dès lundi prochain, la ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle McCann, a parlé d'un « premier pas ». Si l'on en croit les indices de détresse auprès de la jeunesse, cette clientèle « larguée » de la pandémie, ce sera le premier pas d'une longue et lente remontée vers la lumière.

L'isolement et la solitude pèsent lourd sur l'ensemble de la population, après bientôt un an d'une pandémie ayant relativement altéré les rapports et les contacts entre les humains. Mais une étude de Statistique Canada dévoilée cette semaine montre que c'est sur la santé mentale des 15-30 ans que la pandémie de COVID-19 a asséné ses coups les plus durs. Quelques semaines plus tôt, une recherche de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) montrait qu'au Québec, plus du tiers des jeunes adultes présentent des signes de détresse psychologique problématique, affichent des symptômes d'anxiété modérée à sévère et qualifient

leur santé mentale de mauvaise ou passable.

Au printemps de leur vie, alors qu'ils auraient dû partager leur quotidien entre les études et les amis, les jeunes de la fin du secondaire, du cégep et des universités ont été encabanés, enfermés dans des séances de monologues virtuels, happés par l'écran et privés de contacts sociaux, bannis des parcs et des séances de flânage de rue avec les copains. Cette douloureuse privation ne colore pas les colonnes de statistiques sur lesquelles nous portons toute notre attention dans l'espoir d'un réveil prochain de la société, mais elle laissera des traces.

C'est pourquoi l'enseignement supérieur devait lui aussi entrer dans le stade de préoccupations prioritaires du gouvernement du Québec, lui qui n'a épargné ni efforts, ni encouragements, ni communications distinctes pour préserver l'espace scolaire primaire et secondaire d'une totale léthargie. « La priorité, c'est l'école ! » a-t-on souvent entendu dans la bouche de François Legault.

L'annonce du retour graduel n'était pas sitôt terminée qu'à travers le soulagement des étudiants, on voyait poindre quelques bémols venus des dirigeants d'établissements et de regroupements de professeurs et enseignants, inquiets du caractère obligatoire de la demande et des effets sur la santé et l'organisation du travail. Rappelons que la ministre McCann propose à ceux qui le pourront d'ouvrir le bal dès lundi et de permettre une



présence d'une journée par semaine dans les établissements, dans la mesure où les classes ne seront jamais remplies à plus de la moitié de leur capacité et que tout le monde portera un masque chirurgical en tout temps. Les collèges et les universités devront assurer l'enseignement « comodal » — offert de manière simultanée à la fois pour ceux qui sont en classe et ceux qui sont à la maison — et pourront permettre les travaux d'équipe ou les séances d'étude en petits groupes de six élèves.

Une recherche de l'INSPQ montrait qu'au Québec, plus du tiers des jeunes adultes présentent des signes de détresse psychologique problématique, affichent des symptômes d'anxiété modérée à sévère et qualifient leur santé mentale de mauvaise ou passable

Il est difficile de comprendre comment, tant du côté des établissements que des syndicats de professeurs, on ait pu dans certains cas réagir à cette annonce avec de l'agacement et une pluie de bémols, en lieu et place du bol d'enthousiasme que ce retour graduel devrait susciter. Demandes de dérogation, cris du cœur pour plus de temps et d'espace afin d'aménager cet enseignement simultané double, appels pour une flexibilité et la souplesse requises dans l'aménagement de la mesure : comment est-il possible qu'après dix mois d'une mise sous verre quasi complète de l'enseignement supérieur, on ne soit pas prêt à la suite des choses, avec tout ce que cela comporte de pirouettes organisationnelles et technologiques, de précautions sanitaires et d'ajustements en fonction des réalités de chacun des établissements ?

Loin de nous l'intention de laisser croire à l'inaction des cégeps et des universités, qui ont développé en effet des trésors d'inventivité et d'énergie pour offrir dans de nombreux cas un enseignement hybride, adapté à leurs particularités : taille, situation géographique, clientèle. Mais les réserves exprimées ces derniers jours après l'annonce de la ministre étonnent et elles jurent dans un décor où tout le Québec pratique désormais l'adaptation aux conditions difficiles comme sport national — et tout particulièrement l'ensemble des travailleurs du réseau frère de l'éducation, la santé, qui se donne corps et âme depuis les premiers jours de la pandémie dans des conditions que personne ne peut qualifier d'idéales. L'enseignement supérieur n'est pas un univers parallèle qui peut échapper aux conditions de retour graduel créées par Québec. Il y va de l'avenir souriant de toute une belle jeunesse.

UN NOUVEL OUTIL SCOLAIRE POUR AIDER LES PARENTS

JEAN-FRANÇOIS TARDIF

jftardif@lesoleil.com

Les parents du Québec ont maintenant un nouvel outil afin d'accompagner efficacement leurs enfants selon leurs besoins spécifiques. Ils peuvent se tourner vers le portail **parents.quebec**, un complément à la plateforme gouvernementale **ecoleouverte.ca** destiné aux parents qui souhaitent contribuer à soutenir les apprentissages de leurs enfants et lancé au printemps 2020 par le ministère de l'Éducation.

Le portail **parent.quebec** vise à accompagner les parents d'enfants d'âge scolaire dans la réussite éducative de leur jeune. Il regroupe des ressources qui favorisent la réussite éducative et l'accompagnement selon les besoins spécifiques de chaque enfant, qu'il s'agisse de troubles d'apprentissage, de problèmes en santé mentale, de retard dans une matière scolaire, etc., et selon la région et l'âge de l'enfant. Ce nouvel outil permettra de combler un vide existant, les parents ne sachant pas toujours vers où se tourner lorsqu'ils souhaitent accompagner leur enfant.

«Le portail a été conçu par les parents et pour les parents», a expli-

qué Kévin Roy, le président de la Fédération des comités de parents du Québec qui a créé le portail en collaboration avec l'Association des comités de parents anglophones et avec l'appui du ministère de l'Éducation du Québec. «Il s'inscrit dans un contexte pandémique certes, mais il est l'aboutissement de nombreuses années de travail, de partenariats développés et de demandes soutenues de parents».

«Le quotidien des familles a été bouleversé depuis mars dernier et la situation démontre plus que jamais l'importance d'avoir un outil qui répond aux questionnements des parents et les aide à trouver des ressources selon leur besoin.»

M. Roy a indiqué que le but du portail était de rendre la vie des parents un peu plus facile en rassemblant les ressources utiles et de confiance au même endroit afin de les aider à accompagner leur enfant dans son apprentissage et ses défis personnels, avec ses besoins particuliers dans son orientation scolaire. Le portail permettra aussi aux parents d'en savoir un peu plus dans l'implication parentale dans le milieu scolaire. La plateforme a été lancée en

français et en anglais.

AUSSI POUR LES JEUNES

Le portail **parents.quebec** a été conçu afin de favoriser une navigation facile. Et s'il a d'abord été créé pour aider les parents, il offre aussi aux élèves qui s'y rendront des outils pouvant les aider, soit l'École ouverte pour les ressources pédagogiques et Alloprof pour l'aide pédagogique, dont les sites Web sont accessibles en un clic, et Tel-Jeunes pour les jeunes en difficulté ayant un besoin de parler rapidement à un intervenant ou de recevoir de l'aide. Non seulement un lien vers Tel-Jeunes est proposé, mais le numéro de téléphone de l'organisme est aussi indiqué.

Lancée vendredi, la première phase du portail **parents.quebec** sera suivie par une seconde dans quelques semaines. De nouvelles ressources seront ajoutées. Il est aussi prévu que le portail soit bonifié avec un chat live où les parents pourront poser leurs questions directement à un intervenant qui pourra leur répondre.



PANDEMIE ET SANTE MENTALE UNE «LOUPE GROSSISSANTE» DES PROBLÈMES CHEZ LES JEUNES



ÉMILIE PELLETIER
epelletier@lesoleil.com

La peur du virus, les pertes d'emplois et l'isolement causés par la COVID-19 font d'elle une source d'anxiété chez plusieurs adultes. Mais les enfants et les adolescents vivent eux aussi du stress en lien avec la pandémie, rappellent des psychiatres, qui constatent que de plus en plus de jeunes font preuve de détresse.

Le D^r Adinson Brown anime habituellement des conférences traitant de l'intégration culturelle dans des écoles. Un sujet qui lui tient à cœur, étant lui-même né en République dominicaine.

Mais depuis la rentrée scolaire en septembre, son propos a quelque peu dévié, devant des témoignages «surprenants» de certains élèves de niveau primaire à collégial.

«J'ai eu droit à des révélations, comme des jeunes qui disent que des proches se sont suicidés pendant la pandémie, ou d'autres qui font des cauchemars et de l'insomnie», raconte le psychiatre de

formation.

S'il soupçonnait au départ la rentrée scolaire de générer du stress auprès des enfants et des adolescents, le médecin a rapidement constaté que la situation ne s'améliorait pas avec le temps : les symptômes anxieux de certains sont bel et bien liés à la pandémie.

Les plus récentes données montrent qu'un enfant sur quatre au Québec présente des symptômes anxieux ou dépressifs, expose le D^r Mounir Samy, pédopsychiatre et président fondateur de la Fondation Aquarium.

La crise de la COVID-19 agit comme un accélérateur, telle une «loupe grossissante» des problèmes qui existaient déjà avant la pandémie», selon lui.

«On vit un trauma collectif. Pour certains enfants, ce trauma peut être une occasion de maturation précoce qui incite à s'adapter. Mais chez d'autres, plus vulnérables, le trauma peut causer une régression, avec la peur de l'infection et de tout ce que ça implique, comme la crainte de perdre ses parents», illustre le spécialiste montréalais.

SENTIMENTS PARTAGÉS DANS LA «BULLE»

Les jeunes subissent le stress de la pandémie, mais leurs parents aus-

si, fait valoir le D^r Adinson Brown.

«Et ça, les jeunes le ressentent», estime le psychiatre qui pratique à l'Hôtel-Dieu de Lévis.

«Ils sont de plus en plus en détresse. Ces jeunes avaient déjà leur stress à eux dans le contexte scolaire, mais ils en vivent maintenant beaucoup plus lié à leurs parents et qu'ils ne contrôlent pas», observe-t-il.

Des parents qui ont perdu leur emploi ou qui éprouvent des difficultés financières depuis l'arrivée de la crise sanitaire sont parfois préoccupés. L'inquiétude de la fréquentation de l'école par leurs enfants, désormais des vecteurs de propagation du virus, se manifeste aussi.

«J'en ai entendu qui disent qu'ils ont des craintes parce que leurs parents n'ont pas l'air de bien aller et qu'ils n'ont pas envie d'être à la maison. D'autres pensent même qu'ils sont la source [du mal-être du parent].»

Ce son de cloche, qui n'est pas un cas isolé, a quelque chose d'«inquiétant», selon le médecin.

«On est dans nos bulles familiales, on ressent plus le stress des autres. Les enfants se développent par imitation, alors si leurs modèles sont en détresse, ça amène des questionnements», analyse-t-il.

«CLIENTÈLE OUBLIÉE»

La problématique, craint le



D^r Adinson Brown, c'est que le stress, bien qu'il soit «normal» dans le contexte actuel, peut mener à d'autres troubles encore plus importants.

«Si le niveau de stress augmente, il ne faut pas le tolérer jusqu'à ce que ce soit problématique.» Sinon, les impacts pourraient être grands, met-il en garde, donnant pour exemple un adolescent vivant dans un milieu qui n'est pas sain, pour qui la tendance à se réfugier dans un monde de consommation peut se présenter, pour tenter de s'automédicamenter.

«Ça se manifeste déjà», constate le spécialiste.

Le confinement et la distanciation sociale sont aussi, aux dires du D^r Mounir Samy, une «régression forcée», susceptible d'entraîner à son tour de l'angoisse, de la dépression ou de la surdépendance; ce qu'il qualifie de «régression psychologique».

D'autant plus que les experts

en santé mentale considèrent les jeunes comme une «clientèle oubliée» qui ne sait pas comment se rapprocher des soins. Seulement 20 % des enfants qui présentent des symptômes anxieux ou dépressifs accèdent à des soins adaptés en santé mentale. L'augmentation des appels à l'aide auprès des différentes ressources spécialisées en matière de suicide et de détresse mentale nous frappe «de plein fouet», soutient le D^r Samy.

«De très jeunes adolescents m'ont demandé quand ils peuvent aller consulter. Je n'avais pas l'habitude de voir ça avant le cégep. C'est bien qu'ils en parlent ouvertement, mais ça montre qu'on n'est pas bien outillés pour les référer et qu'il faudra demeurer aux aguets dans les prochains mois», avertit le psychiatre Adinson Brown.

Vous ou vos proches avez besoin d'aide? Téléphonez au 1 866 APPELLE (277-3553).

Encore plus d'autobus électriques pour Girardin



CLAUDE PLANTE
La Tribune

La compagnie Autobus Lion trouvera sur son chemin l'équipe Micro Bird de la société Girardin de Drummondville.

L'entreprise se dit en mesure d'accroître la production de véhicules électriques et carburants alternatifs et consolider sa position de « leader sur le plan nord-américain » avec un agrandissement de ses installations drummondvilloises.

Les travaux entrepris l'an dernier ont permis d'agrandir ses locaux de plus de 10 683 mètres carrés (115 000 pieds carrés) et de fournir des outils à la fine pointe de la technologie à ses employés. Cette amélioration considérable permet également à l'entreprise de soutenir sa constante croissance, tout en diminuant son empreinte écologique.

Girardin et Blue Bird sont les seuls à offrir une gamme complète d'autobus scolaires électriques et à carburant alternatif, déclare Steve Girardin, président de l'entreprise.

« En tant que leader incontesté dans la réduction de gaz à effets de serre dans le transport scolaire au Québec et en Amérique du Nord, Girardin et Blue Bird sont fiers

de toujours livrer des solutions écologiques durables et rentables pour nos clients et usagés. »

L'affirmation a des allures de fronde à l'endroit du manufacturier Lion Électrique, alors que l'entreprise de Saint-Jérôme tente de se faire une place dans l'électrification du transport scolaire.

À la fin de 2020, on apprenait que le fabricant d'autobus Girardin de Drummondville avait annoncé avoir franchi le cap des 300 autobus scolaires électriques vendus. Ce résultat confirmait « sa position de fabricant numéro 1 d'autobus scolaires électriques en Amérique du Nord », soulignait sa direction.

En janvier dernier, Autobus Groupe Séguin de Laval et Lion Électrique ont annoncé la signature d'une commande pour l'acquisition, de 60 autobus scolaires électriques LionC à zéro émission sur une période de cinq ans, afin de les intégrer au parc de véhicules actuel de l'entreprise Autobus Séguin, l'un des plus importants dans le domaine au Québec.

Rappelons que l'agrandissement réalisé par Girardin permettra aussi de réduire considérablement son empreinte écologique, en pouvant disposer d'un entrepôt à même l'usine. On élimine ainsi 18 transports quotidiens pour alimenter la chaîne de montage, l'entreprise réduira alors de près de 35 tonnes par an ses émissions de gaz à effet de serre, affirme-t-on dans un communiqué de presse.

Murs solaires

Des murs solaires ont également été installés pour récupérer la chaleur et la répartir dans le bâtiment. En utilisant cette source d'énergie renouvelable, Autobus Micro Bird maintient une meilleure qualité de l'air dans l'usine tout en diminuant ses émissions de dioxyde de carbone.

Selon Frédéric Jeannotte, directeur des ressources humaines, « grâce à nos nouvelles installations à la fine pointe de la technologie et des nouvelles tendances, nous avons à cœur le bien-être de nos gens! »

« Ils bénéficieront d'un espace de travail convivial, des plus sécuritaires en plus d'avoir de nouveaux instruments de travail. Nous sommes convaincus que notre performance passera par le bien-être de nos travailleurs et clairement ces nouvelles installations atteindront cette cible. »

M. Jeannotte en profite pour souligner qu'on a impliqué « les employés dans le développement de ce projet d'agrandissement, principalement avec la gamification et la démarche design, parce que le confort et le bien-être des employés sont deux points prioritaires pour l'entreprise. »

« Par ailleurs, nous recherchons des travailleurs pour finaliser la composition de nos équipes de travail. »

L'entreprise se donne les moyens de soutenir sa croissance future. Avec la nouvelle section dédiée à la carrosserie et à la mécanique, le manufacturier pourra dorénavant gérer 100 % de son processus sous un même toit, tout en réduisant son délai de fabrication jusqu'à 70 %.

Pour Steve Girardin, « il s'agit d'une amélioration importante de notre cycle de production. Nous continuons de croître dans nos marchés actuels, et grâce à cette efficacité opérationnelle accrue, ça nous permettra de percer de nouveaux segments. »

PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

INJECTION DE PLUSIEURS DOSES DE MOTIVATION



JÉRÔME SAVARY

jerome.savary@lavoixdelest.ca

Ces prochaines semaines, les élèves de Val-des-Cerfs auront droit à plusieurs petites tapes dans le dos afin de les motiver à persévérer. Parmi les différentes initiatives mises sur pied dans les écoles, les échanges virtuels avec les humoristes Mariana Mazza et Eddy King permettront d'égayer le quotidien des étudiants des écoles Massey-Vanier et de la Haute-Ville.

Au sommet de la rue Lansdowne, à l'établissement de la Haute-Ville, la directrice avoue que le mois de février et la délivrance du premier bulletin de l'année amènent leur lot d'émotions. « Cette période n'est pas facile pour personne, de dire Hélène Deslandes. C'est exigeant. Cela amène des avantages, comme de nouvelles compétences en informatique, mais aussi des défis. »

On ressent davantage de fébrilité, selon elle, et de la fatigue chez les élèves.

« La motivation de nos élèves est pour nous une préoccupation constante », assure quant à lui Jean-Luc Pitre, directeur de

Massey-Vanier.

L'HUMOUR COMME BAUME

C'est dans ce cadre que Mariana Mazza viendra dérider les zygomatiques des étudiants de 3^e, 4^e et 5^e secondaire de Massey-Vanier (MV), le jeudi 11 février. Interpellée comme d'autres établissements par la proposition de l'humoriste, la direction de l'école a sauté sur l'occasion.

L'activité se déroulera sous la forme de questions/réponses avec les élèves. À voir les commentaires sous sa publication du 22 janvier dernier, les écoles de la province sont nombreuses à avoir fait appel à ses services.

Le directeur de MV ajoute que les élèves de 1^{re} et 2^e secondaire ne seront pas en reste et qu'une activité du même type leur sera bientôt annoncée.

À l'école de la Haute-Ville, le spectacle d'un humoriste récompense d'habitude les élèves s'étant démarqués positivement par leurs résultats scolaires ou leur attitude. À année exceptionnelle, mesure exceptionnelle : tous les élèves bénéficieront cette fois de la venue de l'humoriste Eddy King, le vendredi 26 février. « On ne voulait pas faire de discrimination [positive] cette année, et donner plutôt une petite tape dans le dos à tous les élèves », explique M^{me} Deslandes.

Eddy King a été choisi par un comi-

té mis sur pied par quelques profs de l'école. « Son spectacle-conférence, sous la forme d'un webinaire et d'une période de questions, donnera des outils aux jeunes afin de leur permettre de prendre leur place dans la société en utilisant leurs différences comme atouts », précise la directrice.

Selon elle, l'humour a particulièrement sa place alors que les jeunes sont plus isolés socialement.

L'école secondaire Mgr-Desranleau, à Bedford, a organisé elle aussi une conférence avec un humoriste et conférencier, Alex Roof, vendredi matin.

Les autres écoles de Val-des-Cerfs préparent actuellement des activités dans la même veine afin d'encourager leurs élèves à persévérer dans leurs apprentissages.

Le joueur de football Laurent Duvernay-Tardif viendra quant à lui stimuler les élèves du secondaire et du 3^e cycle du primaire de l'ensemble de la province à leur domicile, le mercredi 17 février (journée pédagogique), via une conférence virtuelle tenue dans le cadre des Journées de la persévérance scolaire, qui se dérouleront du 15 au 19 février.

REDOUBLER D'EFFORTS POUR SOUTENIR LES ÉLÈVES

Toutes ces activités s'inscrivent dans un climat pesant pour la santé mentale des élèves. « C'est subjectif, mais oui on remarque un écart [sur la santé mentale de nos élèves] par rapport à d'habitude », constate M. Pitre.

Dans l'équipe des services complémentaires de Massey-Vanier, le nombre de demandes de soutien aux élèves en lien avec le stress et l'anxiété est en croissance. Mais son équipe suffit à répondre à ces besoins, tempère le directeur.

À de la Haute-Ville, « le constat est là : nous avons un taux d'échec plus haut que la normale, on s'y attendait », constate M^{me} Deslandes, alors que le bulletin scolaire de la première étape a été communiqué vendredi aux élèves et à leurs parents.



« On risque de retrouver ça dans notre analyse, dit M. Pitre. Mais je suis quand même agréablement surpris [par les bulletins des élèves]. »

Les détails des résultats des élèves à l'échelle du centre de services scolaire seront communiqués prochainement par Val-des-Cerfs, les deux directions ne souhaitant ainsi pas élaborer davantage.

Chose certaine, les équipes-écoles redoublent d'efforts pour s'assurer de l'engagement de leurs élèves dans leurs apprentissages.

Une fois que les résultats officiels auront été communiqués, une batterie de mesures d'accompagnement sera mise en place, comme le tutorat, déjà annoncé par le ministère de l'Éducation.

« Nous allons également recevoir [du financement] pour soutenir le bien-être des élèves à l'école », ajoute M^{me} Deslandes.

Dans ce contexte, pas question de passer outre les classiques Journées coup de soleil de l'école secondaire de Cowansville, les 18 et 9 février prochain. Pandémie ou pas, les élèves seront accueillis par de la musique tropicale, les décibels dans le plafond, afin de créer une occasion de plus d'encourager leurs efforts académiques. Sauf qu'au lieu d'entendre ces rythmes latins au chaud à l'intérieur, les déhanchements se feront à l'extérieur!

GRANBY

LE CAMP DE JOUR DURANT LA RELÂCHE SCOLAIRE ANNULÉ

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU
marie-france.letourneau@lavoixdelest.ca

Les familles qui comptaient sur le camp de jour de la Ville de Granby pour occuper les enfants durant la relâche scolaire devront trouver un plan B. L'organisme Vie culturelle et communautaire (VCC) de Granby a annoncé mercredi qu'il ne pourra pas offrir l'activité, à l'instar des années précédentes.

« Les activités encadrées, dont les camps de jour et les activités parascolaires, et les services de garde scolaire réguliers sont interdits durant la période de relâche scolaire en 2021 », a souligné VCC dans une publication sur les réseaux sociaux.

Les services de garde pour les parents occupant un emploi jugé essentiel seront néanmoins offerts partout au Québec à travers le système scolaire, précise VCC.

« Comme les activités intérieures ne sont pas permises et les rassemblements extérieurs non plus, on ne peut pas dire qu'on réunit un groupe et qu'on fait des activités. (...) Mais on regarde pour, peut-être, faire de l'animation libre à différents endroits. On a de nouvelles buttes de glissade et des patinoires », relève le directeur du service des loisirs, de la culture et du développement social à la Ville, Patrice Faucher.

Celui-ci fait valoir que les initiatives qui seront mises de l'avant seront par ailleurs tributaires de la météo. « Parfois, quand on arrive au début mars,

les patinoires ne sont plus en état », glisse-t-il.

Patrice Faucher affirme que les camps de jour de la semaine de relâche attirent bon an mal an une clientèle régulière. « Il y en aurait peut-être eu plus cette année parce que les familles ne pourront pas voyager et qu'elles vont chercher des choses à faire », dit-il.

Pour l'heure, la tenue des camps de jour estivaux ne serait pas compromise.

« Nous vous confirmons toutefois que la Santé publique a déjà accordé son autorisation pour la tenue des camps de jours estivaux. Notre équipe évalue donc déjà plusieurs scénarios afin d'offrir en toute sécurité un séjour pour vos enfants pour l'été 2021 », précise VCC de Granby.



Élise Robert, «maman- enseignante» de 23 élèves et d'un chien



BILLIE-ANNE LEDUC

La Voix de l'Est

Dans le cadre de la Semaine des enseignants-tes du Québec, *La Voix de l'Est* présente des enseignantes de la région qui ont marqué des vies. Passionnées, elles ont accepté de parler de leur métier, de leurs souhaits, de leur quotidien. Aujourd'hui, voici Élise Robert.

Élise Robert enseigne les maths, le français et les sciences à 23 élèves et... un chien. L'enseignante de troisième année à l'école Eurêka a accueilli dans sa classe avec cœur et ouverture Argentina, le chien d'assistance de son élève Zachary Dubé-Enright.

Il s'agit du premier chien d'assistance présent à temps plein dans une classe desservie par le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, a confirmé ce dernier à *La Voix de l'Est*.

«Élise nous a beaucoup aidés dans le processus du chien d'assistance, elle a investi beaucoup de temps à nous accompagner dans le processus, à aménager la classe et les horaires, à veiller au bon fonctionnement, pour qu'Argentina puisse être avec mon fils. Depuis, il y a

une grande amélioration du côté de son anxiété», témoigne la mère de Zachary, Sara-Kim Enright.

Cette progression du jeune est telle que l'enseignante raconte que la semaine dernière, Zachary a réussi à faire sa présentation orale devant tous les élèves, alors qu'il était quelque peu anxieux à l'idée au départ. «Il m'a dit, "je suis prêt à passer. Je vais avec mon chien devant tout le monde."»

«Beaucoup d'apaisement»

En début d'année scolaire, raconte Mme Enright, Élise Robert a pris le temps de venir expliquer les changements, le fonctionnement et les mesures de l'école à Zachary, «dans ses mots à elle», ce qui a enlevé un poids énorme sur les épaules du garçon à la rentrée.

«C'est une prof toujours au-devant de son élève. Elle prend le temps de connaître chacun d'eux. Elle est attentive, douce, empathique. J'ai que de bons mots sur elle!»

Pour Élise Robert, il était normal de supporter et d'aider Zachary, ayant elle-même un fils aux prises avec un trouble du spectre de l'autisme.

«J'ai vraiment cru au projet [de chien d'assistance]. Ce n'est pas tout le monde qui aurait été ouvert à avoir un chien dans sa classe, mais c'est clair que ça apporte beaucoup d'apaisement à Zachary.»

Notons que l'obtention et la certification des chiens d'assistance font partie d'un processus rigoureux et encadré.

De précieux liens

Élise Robert, enseignante à Eurêka depuis son ouverture en 2011, et enseignante au primaire depuis 22 ans, est toujours animée par la soif de partage de savoirs, de connaissances, de valeurs, et par l'envie d'apprendre.

«Je développe un lien d'attachement avec mes élèves, parfois certains m'appellent "maman-enseignante"!»

Cette année, Élise a eu la chance de «monter» en troisième année avec son groupe de deuxième année, à qui elle enseignait l'an passé.

Ce qui a grandement fait le bonheur de Sara-Kim Enright et de bien d'autres parents, puisqu'aucun n'a refusé de poursuivre la scolarité de leur enfant avec Mme Robert.

«Le lien était déjà créé, alors je crois que ça a facilité la transition, et ça a aidé au niveau des difficultés, puisque je suis davantage capable de les pallier en les connaissant bien.»

L'aspect le plus difficile, dit-elle, est le manque de câlins.

«Je nous souhaite d'être libérés! De retrouver le contact humain, que les enfants puissent aller jouer avec leurs amis à l'extérieur de leurs bulles.»

«Bravo mille fois»

Sara-Kim Enright, qui est bénévole à la bibliothèque de l'école Euréka, tient à «lever son chapeau» à tout le personnel enseignant.

«Les profs accueillent toujours les enfants avec le sourire, ils ne sentent pas la pandémie. Ils sont toujours là pour eux, ils reviennent heureux de l'école. Je pense qu'ils méritent un énorme bravo, bravo mille fois!»

Elle souhaite de plus accorder un merci spécial, en cette Semaine des enseignants-tes, à Élise Robert: «Merci de faire la différence dans la vie de mon fils.»

«Il faut persévérer, on est bons, lance pour sa part Mme Robert. On fait un travail exceptionnel pour la génération future. On contribue à notre société de demain. Les enseignants sont des agents importants pour les jeunes.»

SEMAINE DES ENSEIGNANTS ET ENSEIGNANTES

PASSION, ENGAGEMENT

Ils côtoient vos enfants sept, voire huit heures par jour et leur engagement ne se limite souvent pas aux simples murs de la salle de classe. Comme plusieurs autres types d'emploi, leur quotidien est chamboulé depuis 11 mois. L'adaptation s'est avérée un mot clé. En marge de la Semaine des enseignantes et des enseignants, qui se déroule jusqu'au 7 février sous le thème « Merci de former le Québec de demain », Le Droit est allé à la rencontre de deux enseignants de l'Outaouais qui sont une source d'inspiration pour leurs élèves. DANIEL LEBLANC, LE DROIT

Avec l'aide de ses élèves et guidé par les conseils d'un groupe Facebook, Daniel Alejandro Cuzmar Grimalt a aménagé une patinoire de près de 300 mètres carrés dans la cour de récréation de son école primaire, question de donner ses cours à l'extérieur le reste de l'hiver. Deux semaines de travail et d'arrosage, avec des températures avoisinant parfois les -25 degrés Celsius, auront été nécessaires pour réaliser le projet. D'origine chilienne, l'enseignant d'éducation physique à l'école de la Traversée a lui-même appris à patiner pas plus tard qu'il y a un an. En temps de pandémie, il voulait joindre l'utile à l'agréable. Comme si ce n'était pas suffisant, il a également créé des sentiers de ski de fond et de raquette pour faire bouger les jeunes.

« L'idée m'est venue, car dans notre gymnase, c'est très difficile d'enseigner en temps de COVID-19. Comme il y a des toilettes, chacun des groupes de l'école vient au gymnase, alors le groupe d'éducation physique se fait déranger toutes les 10 ou 15 minutes. Je suis un passionné de plein air, alors faire mes cours à l'extérieur, c'était primordial. Je n'aurais jamais cru avoir à ensei-

gner le patin, mais je me suis dit : nous sommes au Québec. J'essayais de créer une nouvelle situation d'apprentissage », dit-il.

QU'EST-CE QUI EST LE PLUS VALORISANT COMME ENSEIGNANT ?

« C'est surtout la réussite des élèves, de voir un élève dans un cours d'éducation physique qui réussit à faire une habileté motrice que j'enseigne, comme le ski de fond, le patin, le patin, le soccer, le volleyball, sauter à une jambe, etc. De voir comment ils sont si heureux de réussir. »

EN CETTE ANNÉE EXCEPTIONNELLE, EST-CE QUE VOUS SENTEZ QUE VOUS FAITES UNE PLUS GRANDE DIFFÉRENCE AUPRÈS DES ÉLÈVES ?

« Je pense que le travail des enseignants est immense chaque année. Cette année, en raison

des conditions, il faut se renouveler dans nos façons d'enseigner, d'approcher les élèves. Mais la valorisation des enseignants, on la construit d'année en année, pas uniquement cette année. Oui, les conditions sont plus difficiles, oui on doit respecter une distance et porter un masque, il y a plein d'impondérables, mais chacun des profs planifie et parfois on arrive à l'école puis on doit improviser. Il faut faire aller notre créativité, ça fait en sorte que chaque jour nous nous améliorons, on crée des stratégies, pour que les élèves soient en mesure de réussir. »

À VOS YEUX, QUEL EST LE MOT QUI DÉCRIT LE MIEUX VOTRE PROFESSION ET POURQUOI ?

« Passion. Pour moi, la passion, c'est aimer ce qu'on fait, venir travailler en ne sentant pas qu'on travaille. C'est de sentir que jour en jour, on s'améliore en tant qu'être humain. Pour moi, c'est aussi de faire chaque chose à 100 % et même à 110 %. C'est d'enseigner avec le cœur, avec amour et avec patience. »

QU'AURIEZ-VOUS ENVIÉ DE DIRE À UN ÉTUDIANT AU BACCALURÉAT EN ENSEIGNEMENT ?

« C'est le plus beau métier que j'aurais pu choisir. Si j'avais à refaire mon BAC dans un autre pays, je le ferais dix fois s'il le faut, jusqu'à ce que je réussisse à pouvoir transmettre ma passion qui est d'enseigner. Il ne

faut pas lâcher, c'est un métier difficile, oui, mais il y a tellement de personnes incroyables. Je pense que le ministère doit nous valoriser davantage, que ce soit au sujet de notre profession ou au niveau salarial, mais je pense que ce n'est pas l'argent qui fera notre bonheur, c'est ce que l'on fait tous les jours pour être comblé en tant que professionnel. Pour les jeunes qui s'en viennent, ne vous découragez pas, c'est un métier passionnant où on voit des réussites tous les jours. Ça comble l'esprit. »

Grâce à un grand virage entrepris ces dernières années dans le but ultime de favoriser la réussite des élèves, le travail collaboratif est bien ancré dans les mœurs de l'école du Lac-des-Fées. L'un des visages de cette pratique qui porte ses fruits, c'est entre autres Karine Côté, enseignante de quatrième année, qui agit à titre de leader pédagogique auprès de collègues.

« Je fais partie d'un tout, je ne pourrais pas faire ça seule. J'ai une équipe absolument formidable autour de moi, je suis bien encadrée. Il y a quelques années, on a entamé ce virage après que le directeur se questionnait à savoir ce qu'on pouvait faire pour que les élèves réussissent mieux, apprennent mieux, performant



mieux. On a commencé à faire beaucoup de lecture, de formations en lien avec cela, pour fonctionner de façon différente. À la différence des orthopédagogues, qui soutiennent les élèves, moi c'est vraiment mes collègues que je soutiens (dans ce projet). Parfois, je vais préparer du matériel, je vais faire des lectures ou je vais leur en référer s'ils en ont besoin», dit-elle.

* * * * *

AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE LA PERCEPTION DE LA POPULATION ENVERS LES ENSEIGNANTS A CHANGÉ CES DERNIERS MOIS ?

« Les parents sont certainement beaucoup plus sensibilisés aujourd'hui, ils réalisent que le fait d'enseigner n'est pas uniquement de montrer quelque chose à un enfant et que ça s'apprend tout seul. Je pense que dans le fond ça a été bénéfique pour la profession, car les gens ont vu à quel point c'est du travail et à quel point parfois il faut réexpliquer, réexpliquer et réexpliquer d'une autre façon parce qu'ils (les enfants) n'ont pas compris. Des fois, ça peut sembler simple, mais c'est parce que pour nous, c'est acquis depuis des années. Je pense que oui, ça va avoir contribué à sensibiliser, si ce n'est pas le grand public, les parents certainement. »

JUSQU'A QUEL POINT A-T-IL FALLU SE RÉINVENTER CETTE ANNÉE COMME ENSEIGNANT ?

« Personnellement, et je pense que je parle aussi pour plusieurs de mes collègues, il n'y a pas tant de différence que ça. La grosse différence, c'est au niveau de la gestion, car on ne peut pas avoir d'activités toute l'école ensemble. Ce que ça a changé, c'est qu'on a plus de surveillance sur la cour de récréation et également le respect d'une certaine distance avec les élèves. Mais au niveau pédagogique, je n'ai pas l'impression d'avoir eu besoin de me réinventer tant que cela, car on fait déjà beaucoup de travail d'équipe. Il y a peut-être à certains niveaux où on a remarqué qu'il y a eu un retard à rattraper en début d'année, particulièrement avec les tout-petits, car l'apprentissage de la lecture est quand même un gros morceau. On veut que tout le monde soit au même niveau, alors il a fallu rattraper, niveler, pour que tout le monde se rende à la même place, mais maintenant que c'est fait, je pense qu'on a notre erre d'aller. »

À VOS YEUX, QUEL EST LE MOT QUI DÉCRIT LE MIEUX VOTRE PROFESSION ET POURQUOI ?

« Émerveillement. Parce que les enfants sont tellement faciles jus-

tement à émerveiller, à intéresser. Ça ne prend pas grand-chose : dès que nous, comme adultes, on leur dit que ce sera super plaisant, ce l'est. Ils le sont jusqu'à tard dans leur cheminement. Certains pensent qu'en sixième année ou en première secondaire, ils commencent à être vieux, mais non, ils sont encore petits à l'intérieur. Même nous en tant qu'adultes, on s'émerveille de voir qu'ils apprennent, de voir tous leurs progrès. En première année, par exemple, ils débutent l'année et ne savent pas lire, alors qu'ils savent le faire après Noël. C'est très satisfaisant. »

QUELLE EST VOTRE PLUS GRANDE PAIE À LA FIN DE CHAQUE JOURNÉE ?

« En temps normal (sans COVID-19), ce serait la caresse d'un enfant sur qui je suis tombé sur la tomate, car ce n'était pas une bonne journée. La plupart des enfants vont quand même te revoir et vont venir te faire une caresse à la fin de la journée. Une fois que c'est fini, c'est fini. Ils savent que tu les aimes, que c'est fait pour leur bien, que ce n'est rien de personnel. Autrement, ma paie, c'est de voir un élève qui sourit parce qu'il a tellement travaillé fort pour réussir, c'est de réaliser en corrigeant qu'un élève a compris une notion. Ça, c'est le fun. La réussite des élèves, c'est une belle paie. »

COVID-19 DANS LES ÉCOLES: PRESQUE LE CALME PLAT

La région de la capitale fédérale a connu l'une des semaines les plus calmes depuis le début de la pandémie en ce qui a trait au nombre de cas signalés en milieu scolaire. Sur la rive ontarienne, où les élèves ont repris le chemin des classes lundi, aucun cas actif de COVID-19 n'était rapporté vendredi dans les écoles du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), tout comme au Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO). Au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario, un total de six infections étaient recensées aux écoles élémentaires Marie-Curie et des Sentiers ainsi qu'aux écoles secondaires du Sommet et Maurice-Lapointe. En

Outaouais, on enregistre aussi une forte baisse alors qu'à peine une demi-douzaine de cas ont été signalés. Le Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD) a rapporté deux cas à l'école polyvalente de l'Érablière, tandis que sur le territoire du Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO), deux diagnostics ont été signalés aux écoles du Lac-des-Fées et au Coeur-des-Collines. Aucun nouveau cas de coronavirus n'a été recensé au Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées (CSSCV) depuis le 18 janvier. Plus au nord, trois cas ont été recensés cette semaine au pavillon Pie-XII de l'école Le Rucher et au Centre de formation professionnelle Vallée-de-la-Gatineau, tous deux à Maniwaki, indique le Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais. Au Québec, 1048 classes étaient fermées et 2899 cas actifs étaient répertoriés lors du plus récent bilan. En Ontario, on comptait vendredi matin 73 cas actifs.

DANIEL LEBLANC, LE DROIT

ET ADAPTATION



UNIVERSITÉS DE LA RÉGION

Frais obligatoires, services inaccessibles

JULIEN PAQUETTE
jpaquette@ledroit.com

Malgré des consignes sanitaires qui restreignent l'accès à ces services, les étudiants universitaires de la région de la capitale fédérale doivent tout de même obligatoirement payer certains frais accessoires, notamment pour accéder aux infrastructures sportives.

Alexandra, une étudiante du deuxième cycle de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), a contacté *Le Droit* pour déplorer la situation, notamment qu'elle soit obligée de payer les frais de 38,40 \$ pour l'accès au centre sportif inclus à sa facture pour la session d'hiver.

« Ça n'a pas vraiment de sens que je sois forcée de payer pour ça, alors que je n'ai pas à me rendre sur le campus pour assister à mes cours. Le centre sportif est fermé en ce moment de toute façon », soutient Alexandra.

Dans un échange de courriel avec l'étudiante, un représentant de l'Association générale étudiante (AGE-UQO) dit avoir demandé à la direction de l'institution d'octroyer un crédit aux étudiants qui ont dû payer ces frais.

En entrevue avec *Le Droit*, le directeur des communications de l'UQO, Gilles Mailloux, explique que le centre sportif est financé de façon collective par la communauté étudiante.

Malgré la fermeture de cette infrastructure en raison des plus récentes mesures adoptées par le gouvernement du Québec pour lutter contre la transmission de la COVID-19, la direction de l'UQO a décidé de maintenir ces frais obligatoires pour la session d'hiver pour assurer le maintien des services offerts au centre sportif, indique M. Mailloux.

Ce dernier souligne que la clinique de kinésiologie est toujours ouverte pour des rendez-vous virtuels ou en personne.

« Les étudiants peuvent recevoir un programme d'entraînement sur mesure et avoir une évaluation de leur indice de masse corporelle et de leur taux de graisse corporelle », soutient le directeur des communications de l'UQO.

SITUATION SIMILAIRE À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

De l'autre côté de la rivière des Outaouais, l'Université d'Ottawa se trouve dans une situation similaire où elle demande également à ses étudiants depuis plusieurs années à payer chaque session

pour avoir accès à ses installations sportives. Elle a toutefois décidé de diminuer de 50 % ces frais pour la session d'hiver.

« Tous les cours de l'Université d'Ottawa, à quelques exceptions près, ainsi que tous les services essentiels de soutien étudiant sont offerts en ligne. L'Université a donc ajusté certains droits accessoires pour refléter les changements à certains services offerts », indique dans une réponse écrite la gestionnaire des relations avec les médias de l'institution, Isabelle Mailloux-Pulkinghorn.

Le commissaire à la revendication du Syndicat étudiant de l'Université d'Ottawa, Tim Gulliver, se dit heureux de cette réduction des frais accessoires, mais aimerait que la direction en fasse encore davantage.

« Les étudiant.e.s qui ne résident pas présentement dans la région d'Ottawa et qui font leurs études à distance ne peuvent pas utiliser ces services. De plus, en raison du *lockdown* du gouvernement provincial, le centre sportif est actuellement fermé. En conséquence, les étudiant.e.s paient quand même pour un service qu'ils ne peuvent pas utiliser, et bon nombre d'entre eux ont signalé leur frustration avec nous sur ce point », affirme M. Gulliver.



GÉRER LE « SERVICE SCOLAIRE » DANS LE CHAOS

L'effet le plus important de la COVID-19 sur la logistique de la Librairie du Soleil s'est produit juste avant la rentrée de septembre, au moment de gérer le service scolaire, rappelle Francine Mercier-Chevrier.

Il lui a fallu louer un local afin de « recevoir en toute sécurité » cette clientèle supplémentaire de parents d'élèves.

« De juillet à octobre, on a loué notre ancien local situé à Place Cartier. C'était un peu comme si on ouvrait une troisième librairie, [alors qu'on] ne peut pas dédoubler le personnel » ni se permettre

d'engager de nouveaux employés. »

Elle ne cache pas que l'opération a été parfois complexe.

« Il manque régulièrement des cahiers, c'est presque normal, mais cette année, c'était la catastrophe. On n'avait pas le droit d'avoir plus de 5 [clients] à la fois, et les parents revenaient deux ou trois fois » pour réussir à compléter leur liste de manuels scolaires...

« Je n'avais jamais vu une rentrée scolaire aussi [chaotique] en 45 ans que je fais ça ».

YVES BERGERAS, LE DROIT



ACTIVITÉS ÉDUCATIVES D'UBISOFT SAGUENAY

1000 JEUNES RENCONTRÉS

MYRIAM ARSENAULT

JOURNALISTE DE L'INITIATIVE
DE JOURNALISME LOCAL
marsenault@lequotidien.com

Le support à l'éducation est une mission primordiale pour Ubisoft Saguenay. Dans la dernière année, plus de 1000 étudiants de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont participé à l'une des activités qui visent à mousser l'intérêt des jeunes pour les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), et qui les préparent aux métiers du futur.

Ubisoft Éducation est un programme mis de l'avant par tous les studios de la province. L'éducation est un des trois piliers corporatifs de l'entreprise d'envergure mondiale.

« Ça faisait partie d'une vision à long terme de participer, en tant que citoyen corporatif, à bonifier le milieu dans lequel on est et où l'on grandit. Le but d'Ubisoft Éducation est vraiment de créer l'étincelle, de nourrir la curiosité et de concrétiser la passion », explique d'entrée de jeu la conseillère aux communications du studio régional, Jessika Gagné.

C'est ce qui fait que dans la dernière année, Ubisoft Saguenay a rencontré quelque 1000 jeunes, à travers six conférences, et a organisé une dizaine de visites scolaires, d'activités diverses, en plus de deux formations techniques. De nom-

breux partenariats ont pris place avec des organismes à but non lucratif de la région. Plus de 45 de la cinquantaine d'employés de Saguenay ont participé activement à ces événements.

Une foule de projets ont été mis en place. Par exemple, le studio régional a continué son partenariat avec Academos, qui a permis aux étudiants de 14 à 30 ans de clavarder directement avec des employés d'Ubisoft Saguenay pour poser des questions en lien avec les métiers que l'on retrouve dans le studio.

Il y a eu aussi des projets plus techniques. Des employés ont aussi lancé dans l'année le défi à quatre étudiants du Club de robotique Asimov du Cégep de Chicoutimi de fabriquer une arcade fonctionnelle. Ils les ont épaulés tout au long du projet qui a vraiment créé de la fierté chez les jeunes, selon la conseillère aux communications.

Un concours universitaire a également commencé la semaine dernière, grâce auquel deux équipes de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) sont mentoredées par quatre employés du studio régional. Ils ont dix semaines pour procéder à l'élaboration d'un jeu vidéo et plusieurs prix sont en jeu, dont des stages au sein de l'entreprise ou des bourses.

POUR UNE VISION À LONG TERME

Tous les jeux et expériences créés par Ubisoft commencent par des gens, note la conseillère, et il faut donc miser à développer leurs talents, ce qui passe par l'éducation.

L'entreprise a vu d'ailleurs un fort potentiel à Saguenay. « L'une des raisons pour lesquelles nous avons choisi de nous installer à Saguenay, c'est pour l'UQAC et les institutions avoisinantes. Des programmes clés se donnent dans la région, avec entre autres le Cégep de Jonquière et son ATM, le Cégep de Chicoutimi, celui de Saint-Félicien et le Collège d'Alma, qui ont tous de super programmes en informatique. Tout ça et la belle synergie qu'il y avait ici ont fait que nous avons choisi de nous installer là où il y avait du potentiel et du talent. C'est notre devoir de participer au développement de cette relève », fait-elle remarquer.

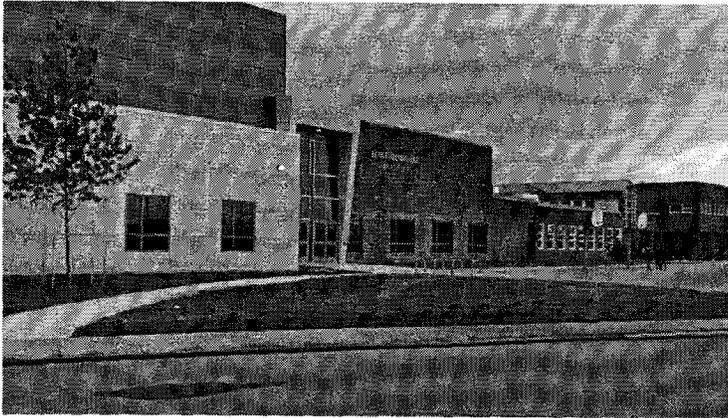
La formation de la relève restera définitivement dans la mission du studio régional pour la prochaine année.

« Pourquoi s'implique-t-on ? C'est parce que l'on pense qu'on ne peut pas se fier uniquement sur les autres pour atteindre nos ambitions et pour arriver aux objectifs que l'on s'est donnés. On veut s'assurer d'avoir une relève, tout en s'assurant de créer des expériences de jeu qui sont mémorables, et ça, ça passe par les gens, d'où l'importance de notre implication en tant qu'acteur de changements », souligne M^{me} Gagné.



Un cas de Covid-19 à l'école Manikanetish

klachance | Initiative de journalisme local



Le comité des mesures d'urgence du Conseil de bande de Uashat mak Mani-utenam vient tout juste d'émettre un communiqué, ce vendredi 5 février, mentionnant qu'il y a un cas de Covid-19 de confirmé dans son établissement.

La personne contaminée, ainsi que les individus en contact direct avec celle-ci sont en isolement complet. Une enquête épidémiologique est actuellement en cours.

Un cas au bilan d'aujourd'hui a été confirmé dans la communauté de Schefferville.

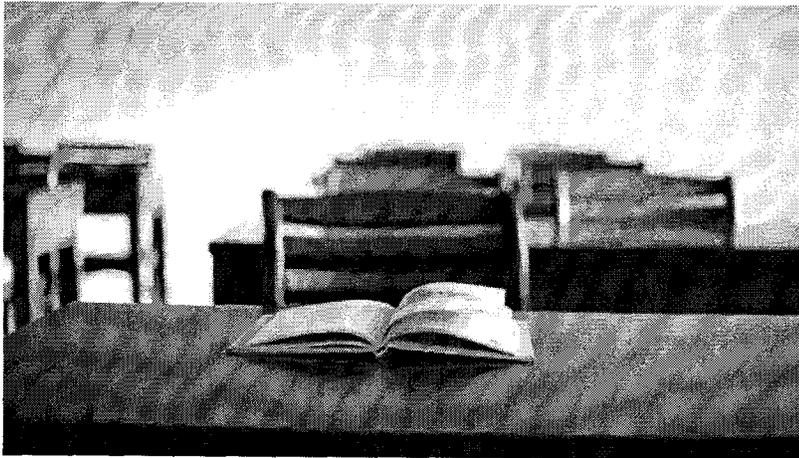
Des mesures spéciales seront prises dès lundi:

- Enseignement à distance pour le groupe d'élèves concernés
- Enseignement à distance pour un groupe d'élèves mis en isolement préventif
- Suivi auprès du personnel de l'école pour les informer des enquêtes de Santé publique
- Communication spécifique aux parents concernés
- Désinfection complète de l'école en fin de semaine

Le comité d'urgence tient à rassurer la population que la situation est sous contrôle.

Fermeture de classe l'École du Tournesol

Alain Faucher



La déclaration de cas confirmés de COVID-19 au sein du groupe 404 de 4e année de l'école du Tournesol force le Centre de services scolaire des Appalaches à fermer ce groupe.

À la suite de la recommandation de la Direction de la santé publique, la classe en question doit être fermée jusqu'au 15 février inclusivement.

Il s'agit d'une deuxième fermeture de classe en quelques jours, ce qui incite le directeur général Jean Roberge à appeler à la prudence.

Un événement virtuel pour souligner la persévérance scolaire!



Photo Jessica Lewis (Unsplash) - La persévérance

scolaire, c'est l'affaire de tous!



Nicolas Parent

L'édition 2021 des Journées de la persévérance scolaire, un rendez-vous annuel dédié aux élèves québécois, se déroulera du 15 au 19 février. En raison des circonstances actuelles, un grand rassemblement aura lieu, mais en formule virtuelle et en direct, le mercredi 17 février prochain, à 13 h.

C'est Laurent Duvernay-Tardif qui sera l'animateur, lui qui agit à titre de porte-parole pour une troisième année consécutive. Ce médecin est au front dans la bataille contre le COVID-19, mais il est également reconnu à titre de membre des Chiefs de Kansas City, de la «National Football League» (NFL).

Des invités-surprises seront également de la partie, dans le cadre d'un événement dédié aux classes du Québec et de 3^e cycle, de niveaux primaire et secondaire. Il s'agira ici d'un moment visant à inspirer, encourager et motiver les élèves. Dans le cadre de ce «rassemblement» axé sur la jeunesse et la persévérance, Laurent Duvernay-Tardif répondra à plusieurs questions qui auront été préalablement formulées et envoyées par ses convives.

«Évidemment, 2021 n'est pas une année comme les autres. Nous voulons faire les choses différemment! Je vous convie donc, tous les jeunes, que vous soyez à la fin de vos études primaires ou secondaires, à

un événement virtuel. Que vous soyez en classe ou à la maison, vous pourrez assister à cet événement avec moi et des invités; des politiciens, des sportifs et même certains de mes amis», lance l'animateur, lui qui qualifie déjà le tout d'amusant et de motivant. «Cela nous permettra de terminer l'année scolaire en beauté!»

Il n'est pas trop tard!

Si ce n'est pas déjà fait, les enseignants de 3^e cycle d'institutions primaires et secondaires, de Mirabel ou ailleurs, peuvent inscrire leur classe à l'événement. Il suffit de visiter le site officiel des Journées de la persévérance scolaire et de remplir un formulaire, pour le soumettre avant le mercredi 10 février prochain. Comme mentionné, les élèves peuvent participer à l'activité spéciale, que ce soit en présentiel (en classe), ou à la maison.

Pour plus d'informations, visitez le [www.journeesperseverancescolaire.com].

Persévérance scolaire

Les Laurentides: + mobilisées, + motivées, + persévérantes

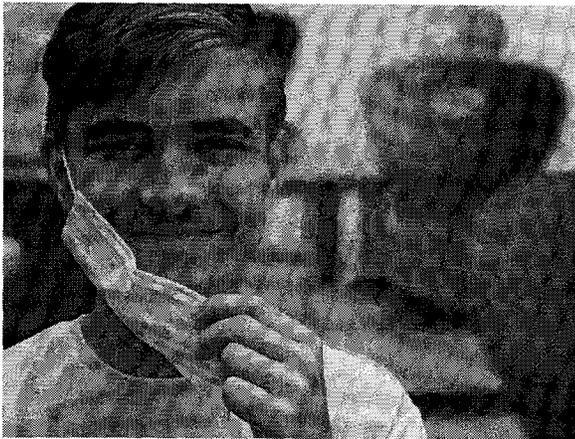


Photo par Alexandra Koch de Pixabay

Grâce à la mobilisation et à la somme des gestes et des initiatives déployées par les milieux scolaires, familiaux, communautaires, municipaux et entrepreneuriaux, pour ne nommer que ceux-ci, les Laurentides ont fait des pas de géants face au décrochage scolaire.

L'organisme Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides (PREL) se réjouit des propos tenus par Francis Vailles, chroniqueur à La Presse, qui citait la région en exemple dans son dernier article: « Savoir où sont nos enfants qui décrochent ». Ainsi, comme disait-il : « [...] *bien des Québécois pensent que la persévérance scolaire s'est détériorée ces dernières années. Or, ils ont tout faux, si l'on se fie aux données de CartoJeunes Pro (exception faite des années pandémiques 2020 et 2021, bien entendu). L'application permet de suivre l'évolution de la diplomation et de la qualification depuis 14 ans, ce qui nous permet de constater des bonds impressionnants un peu partout, mais notamment dans les Laurentides, à Laval, en Outaouais et à Montréal.*»

On y relate donc que dans les Laurentides, le taux de diplomation est passé de 63 % en 2005 à 82 % en 2019, un bond de 19 points. Une énorme fierté, pour le PREL .

«*À la veille des Journées de la persévérance scolaire, nous affirmons haut et fort que les Laurentides sont + mobilisées, + motivées, + persévérantes que jamais. Célébrons ces victoires et encourageons nos jeunes à ne pas abandonner maintenant. C'est en conjuguant les efforts de tous les partenaires de notre région que nous pourrons faire la différence*», mentionne Sébastien Tardif, président du PREL et directeur général du Centre de services scolaire des Laurentides.

Les Journées de la persévérance scolaire

Au-delà des statistiques, il y a des jeunes et des adultes qui actuellement sont dans un parcours de formation vraiment atypique. Du 15 au 19 février, se dérouleront, partout au Québec, les Journées de la persévérance scolaire.

«De nos plus petits aux plus grands, bien qu'ils vivent une situation hors du commun, les jeunes ont l'avenir devant eux et apprendront beaucoup de cette expérience. Profitons donc des #JPS2021 pour les motiver, les encourager, les reconnaître et les célébrer. Utilisons aussi cette belle opportunité pour remercier les adultes significatifs qui les accompagnent au quotidien, pas à pas, vers leur réussite. Soyez de la partie!», lance le PREL.

Pour trouver tous les outils, événements et activités que vous pouvez mettre de l'avant au cours des Journées de la persévérance scolaire et tout au long de l'année, visitez le portail web [www.prel.qc.ca] et la page FB du PREL. Vous y trouverez des tonnes d'outils vous permettant de vous afficher aux couleurs des Journées de la persévérance scolaire.

L'école Saint-Eugène rapatriera les élèves du quartier



Avec son agrandissement, l'école Saint-Eugène pourra compter douze classes de plus en septembre et accueillir tous les élèves de son bassin de fréquentation.

Ces dernières années, plusieurs enfants du quartier étaient envoyés à l'école Saint-Lucien faute d'espace. En raison de la croissance démographique et du manque d'espace, l'établissement de Saint-Eugène était en mesure d'accueillir seulement les écoliers piétonniers.

Des travaux de près de 30 M\$ ont été réalisés depuis deux ans pour agrandir cette école. Ils seront complétés d'ici la prochaine rentrée scolaire.

CHOIX

Les élèves qui habitent le quartier Saint-Eugène et qui fréquentent présentement l'école Saint-Lucien auront le choix de poursuivre et terminer leur parcours primaire à l'école Saint-Lucien, qui devient leur école d'adoption, ou de fréquenter l'école Saint-Eugène, leur école de quartier désignée. Ils auront toujours le choix d'une année à l'autre de retourner à l'école Saint-Eugène.

Quant aux nouveaux élèves du quartier

Saint-Eugène, incluant ceux des maternelles 4 ans et 5 ans, ils seront inscrits à l'école Saint-Eugène.

INFORMATIONS

Les écoles communiqueront les renseignements nécessaires aux parents afin qu'ils puissent procéder à l'inscription des nouveaux élèves et à la réinscription des élèves déjà scolarisés.

«La période d'inscription pour la rentrée scolaire de l'automne 2021 étant à nos portes, il était important d'effectuer cette modification pour assurer une meilleure répartition des élèves en fonction de leur lieu de résidence», a déclaré la directrice générale du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières, Dominique Lachapelle.

BASSINS

Rappelons que les bassins de fréquentation sont les rues désignées et associées à une école de quartier. Le conseil d'administration du Centre de services scolaire a adopté, lors de la séance du 26 janvier, la modification des bassins de fréquentation des deux écoles Saint-Eugène et Saint-Lucien.

Le bassin de Saint-Eugène avait dû être réduit en raison du trop grand nombre d'élèves sur son territoire. Maintenant que sa capacité d'accueil est plus grande, son bassin est élargi et permet d'accueillir plus d'élèves.

PASSE-PARTOUT

Lors de la période de questions du public, à la séance du conseil d'administration, Yannick Godin, du conseil d'établissement de l'école Saint-Lucien, a demandé que les enfants de Saint-Eugène inscrits au programme Passe-Partout cette année et qui ont un frère ou une sœur à Saint-Lucien puissent demeurer à Saint-Lucien et y entreprendre leur parcours scolaire.

Cette demande n'a pas été retenue. Il faut savoir tracer la ligne, a répondu Alexandre Provost, président du conseil d'administration.

Mentionnons que les parents des enfants de quatre ans du quartier Saint-Eugène qui fréquentent présentement le programme Passe-Partout à l'école Saint-Lucien peuvent dès à présent demander que leurs enfants soient intégrés à des groupes de l'école Saint-Eugène. Rappelons que le programme Passe-Partout familiarise les petits avec l'école et les prépare à entrer en maternelle.



La semaine de relâche est maintenue en mars

LOUISE BÉDARD
lbedard@canadafrançais.com

La semaine de relâche du 1^{er} au 5 mars pour les élèves et les enseignants aura lieu. Pas question de l'annuler, a confirmé en point de presse mardi le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge.

Pour les enseignants du primaire et du secondaire, cette période de relâche est une semaine de vacances du mois d'août qui a été reportée. Le ministre a indiqué que les conventions collectives et le calendrier scolaire allaient être respectés tout en mentionnant qu'il y a unanimité sur le besoin du congé.

Par ailleurs, les mesures de déconfinement partiel annoncées par le gouvernement n'ont pas d'impact sur les écoles. La fréquentation sur place en alternance avec des cours à distance, une journée sur deux, demeure la règle pour les élèves de 3^e, 4^e

et 5^e secondaire.

Il en est de même pour le port du masque de procédure obligatoire en tout temps dans les écoles secondaires qui est maintenu. Rappelons qu'au primaire, à l'exception des petits de la maternelle, tous les enfants doivent porter un couvre-visage quand ils se déplacent ans les aires communes de l'école et dans l'autobus. Les élèves de 5^e et 6^e doivent le garder dans la classe.

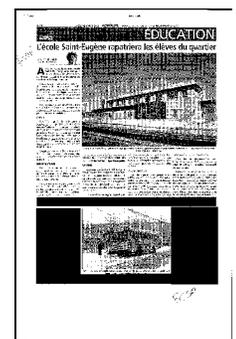
CÉGEP

Au collégial, l'enseignement se donne actuellement à distance, sauf pour quelques activités de laboratoire. Québec annonce un retour partiel en présence des étudiants dans les cours. Le port du masque de procédure sera obligatoire en tout temps.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle Mc Cann, doit apporter des précisions jeudi. La volonté du gouvernement est que les étudiants des cégeps et des universités puissent être de retour en classe au moins un jour par semaine pour briser leur isolement.

Au Cégep de Saint-Jean, l'année scolaire 2020-2021 a débuté avec seulement le tiers de la formation en présence des étudiants. Avec le passage de la région en zone rouge, soit au palier d'alerte maximale, un nombre encore plus réduit de formations est donné au collège. Les cours à la session d'hiver ont repris selon le même mode alors que la très grande majorité des cours se donnent à distance.

PHOTO: LE CANADA FRANÇAIS - LAURIE LEBLANC/L'ÉCRÉANER



Journées de la persévérance scolaire 2021

Tous ensemble pour nos jeunes!



En marge des Journées de la persévérance scolaire (JPS) 2021 qui auront lieu du 15 au 19 février prochains, les élu(e)s de la MRC de Marguerite-D'Youville tiennent à exprimer leur soutien à cette initiative qui vise à inciter les citoyens à s'unir pour souligner et reconnaître la résilience des jeunes et leur capacité d'adaptation, particulièrement dans un cadre académique, face à la situation actuelle qui est loin d'être facile pour eux. Il s'agit d'une façon de les motiver et de les encourager à poursuivre leurs efforts jusqu'à la fin de l'année. Le volet régional de cet événement est présenté par l'Instance régionale de concertation en persévérance scolaire et réussite éducative en Montérégie (IRCM).

Tout le monde le sait, depuis bientôt un an, la pandémie de la COVID-19 cause du tort à l'ensemble des sphères d'activité de la société. La couverture médiatique de la crise a mis en lumière, entre autres, les impacts économiques désastreux pour bien des gens. Les répercussions négatives de cette période incertaine sur le parcours des jeunes ne semblent pas avoir bénéficié d'une telle visibilité.

Heureusement, les JPS viennent combler un vide, en mettant de l'avant des enjeux tout aussi importants et en nous rappelant la nécessité d'encourager les étudiants à persévérer et à se réaliser pleinement. Il est du devoir de tous de leur faire savoir qu'à l'issue de cette situation hors du commun, leurs efforts seront récompensés et qu'ils en sortiront grandis. La population est derrière eux pour les aider à maintenir le cap vers la réussite.

Les JPS peuvent donc compter sur la MRC de Marguerite-D'Youville pour se rallier à cet élan collectif qui contribuera à créer un climat de bienveillance s'inscrivant dans une mouvance positive et inspirante! L'équipe de la MRC invitera la population du territoire à participer en grand nombre à la programmation qui inclut des activités offertes virtuellement.

Citation de la préfet de la MRC

« La réussite scolaire de nos jeunes est une priorité, non seulement pour le milieu de l'éducation, mais aussi pour l'ensemble de la société. En tant que mairesse de Sainte-Julie et préfet de la MRC de Marguerite-D'Youville, je félicite tous les élèves et étudiants pour leur persévérance, particulièrement au cours des derniers mois, et j'invite l'ensemble des citoyens de la MRC à les soutenir dans leur cheminement scolaire, car chaque geste est un plus pour leur réussite. »

– **Suzanne Roy**, mairesse de Sainte-Julie

Citation des élu(e)s de la MRC

« Cette année, plus que jamais, avec la pandémie, ses effets à l'échelle planétaire et les enjeux entourant les changements climatiques, il est important que les jeunes femmes et hommes, aujourd'hui sur les bancs d'école, poursuivent les objectifs qu'ils se sont fixés. Comme l'histoire nous l'a démontré, c'est par le savoir et la science que les défis qui se sont dressés devant nous furent surmontés. Notre jeunesse actuelle a su montrer qu'elle peut s'adapter aux imprévus et persévérer. La résilience dont elle fait preuve aujourd'hui est gage d'un avenir prometteur. »

– **Daniel Plouffe**, préfet adjoint et maire de Calixa-Lavallée

« J'invite la population à participer aux activités des Journées de la persévérance scolaire en soutien à tous les élèves. Ceux-ci ont à relever de nombreux défis dans leur parcours scolaire et tout particulièrement dans le contexte actuel de pandémie. Levons donc notre chapeau à tous ces jeunes afin de souligner leurs grandes capacités d'adaptation. Citoyens et citoyennes de Contrecoeur, encourageons-les et surtout, ne manquons pas de les féliciter pour leur persévérance. Soyons pour eux un moteur de motivation et aidons-les à se dépasser au quotidien. »

– **Maud Allaire**, mairesse de Contrecoeur

« La réussite, c'est tomber sept fois et se relever huit »! Avant de renoncer, il est bon de se rappeler ce célèbre proverbe japonais qui illustre bien ce qu'est la persévérance. Bien qu'il n'y ait pas de recette magique pour la réussite éducative ni de chemin unique vers la motivation, la résilience, la capacité d'adaptation et la confiance en soi sont des ingrédients qui favorisent l'engagement scolaire. Ces capacités ont été vivement sollicitées par tous les sacrifices que les jeunes Amabliens ont eu à faire dans leur parcours scolaire mouvementé depuis mars 2020 : nouveaux modes d'enseignement, relations humaines distanciées, absence ou restriction des activités parascolaires et externes, etc.

Souligner les Journées de la persévérance scolaire est une façon de féliciter, encourager et reconnaître les efforts des élèves amabliens pour leurs succès éducatifs, malgré tous ces obstacles. N'oublions pas que nos gestes et nos paroles sont, pour eux, des étincelles vers le feu de la réussite! »

– **Stéphane Williams**, maire de Saint-Amable

« La persévérance scolaire porte cette année une tout autre signification. Au-delà des efforts académiques habituels, nos élèves doivent faire preuve, depuis le début de la pandémie, d'un sens de l'adaptation et de l'autonomie hors du commun. Nous sommes convaincus qu'ils en sortiront grandis et qu'ils seront fiers du chemin parcouru. À notre tour de persévérer avec nos encouragements, tant auprès des élèves que des enseignants qui font un travail exceptionnel. »

– **Martin Dampousse**, maire de Varennes

« La persévérance scolaire est un enjeu important dans le développement académique, tant dans nos écoles primaires, secondaires que dans les centres d'éducation des adultes. Dans la situation que nous vivons, nous sommes conscients de tous les efforts que les élèves doivent déployer pour rester motivés, je tiens à les féliciter. Je tiens aussi à remercier les équipes d'enseignants et de professionnels des écoles qui assurent le bon développement des étudiants en cette période incertaine. »

– **Alexandre Bélisle**, maire de Verchères

Éducation. Cas de COVID-19: l'école Saint-Marcel ferme

À peine deux semaines après le retour en classe, l'école primaire Saint-Marcel, située à Pointe-aux-Trembles, ferme temporairement ses portes pour limiter la transmission de cas de COVID-19.

L'école fermera ses portes ainsi que son service de garde pour 14 jours par mesure préventive, a confirmé jeudi soir, Valérie Biron, directrice Services corporatifs, communications et secrétariat général au Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île.

«Depuis la rentrée, les élèves et les membres du personnel mettent tout en œuvre afin d'assurer le respect des règles sanitaires et de la distanciation physique. Malgré ces efforts, plusieurs cas de COVID ont été confirmés dans l'école», lit-on dans un courriel.

Les élèves étaient de retour en classe depuis le 11 janvier, après les vacances des Fêtes.

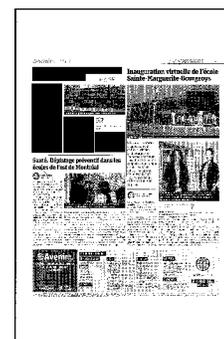
Montée des cas dans le réseau scolaire

Cette fermeture survient alors que les infections en milieu scolaire sont en hausse au Québec.

En date du 27 janvier, les données du ministère de l'Éducation sur les infections dans le milieu scolaire indiquent que les cas positifs confirmés et actifs sont en légère hausse avec 2434 cas (contre 2398 la veille) dans le réseau scolaire de la province. (1975 élèves et 459 membres du personnel).

Selon les données de la Santé publique, 52 établissements du CSSPI comptent des cas positifs actifs rapportés avec diagnostic.

CORALIE HODGSON



Inauguration virtuelle de l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys

Éducation. Les travaux d'agrandissement de l'école primaire Sainte-Marguerite-Bourgeoys, amorcés en novembre 2018, ont été complétés en septembre dernier. Pandémie oblige, l'inauguration des nouveaux aménagements s'est faite de façon virtuelle, le 22 janvier.

moments d'apprentissage dans un autre lieu, dans un autre cadre».

Mariève Côté, directrice adjointe, mentionne, pour sa part, la nouvelle salle polyvalente centrale et complètement vitrée qui permet de «faire bouger les élèves». Pour faire la visite virtuelle: bit.ly/36igFro



CORALIE HODGSON
ehodgson@metromedia.ca

Cette école de Pointe-aux-Trembles compte maintenant huit nouvelles classes, une salle polyvalente, une nouvelle bibliothèque et deux classes extérieures.

Ces aménagements permettent d'accueillir 175 étudiants additionnels depuis septembre, pour un total de 470.

Les travaux ont été réalisés grâce à un investissement de 7M\$ du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES). Ils ont été exécutés par l'entrepreneur général Constructions Larco. UN Architecture, la firme

Visite virtuelle

En raison des contraintes sanitaires, l'inauguration a finalement été tenue sous forme virtuelle sur le site du Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSSPI). Une vidéo et des photos des aménagements y sont présentées.

Jacinthe Lusignan, directrice de l'école, souligne dans la vidéo que l'aménagement d'une classe verte aménagée sur le toit permettra aux élèves «de vivre des



Grève des profs: pas nécessairement

Au moment où plane la possibilité d'une grève des enseignants de cinq jours dans certaines régions, les profs de Portneuf sont très partagés et ne souhaitent pas faire la grève pour l'instant, mais ils seront solidaires avec leurs collègues de la CSQ.

ALAIN TURGEON

alain.turgeon@courrierdeportneuf.com

Les négociations avec le gouvernement sont au point mort et la Fédération des syndicats de l'enseignement auquel est affilié

le Syndicat de l'enseignement de Portneuf (SEP) évalue la situation en prenant les mandats de grève. Des votes sont en cours.

Les enseignants de Portneuf ont rejeté à 52% le mandat de grève et le vote de ralliement a été accepté à 58%, rapporte la présidente du SEP, Isabelle Paulin. Par contre, si leurs collègues de la CSQ exercent leur mandat de grève, ils seront solidaires et l'exerceront avec eux, a-t-elle précisé.

Selon Mme Paulin, les enseignants sont toutefois unanimes sur le fait que leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves doivent être

améliorées de façon significative et qu'il n'est pas question d'accepter une entente à rabais, même dans le contexte de la pandémie. «Il est plus que temps que l'éducation soit une véritable priorité pour le gouvernement», dit-elle.

Les enseignants de Portneuf ont voté à 97% contre une offre jugée «méprisante» que leur a présentée le gouvernement au printemps 2020. Les enseignants demandent des améliorations sur la composition de la classe et les services aux élèves en difficulté, une tâche supportable, une reconnaissance de leur profession à sa juste valeur et une réduction du

niveau de précarité et de meilleures conditions d'insertion professionnelle pour garder le personnel enseignant.

«La semaine des enseignants (en cours) serait un bon moment pour que le gouvernement démontre enfin sa bonne foi aux tables de négociations», conclut Isabelle Paulin.

Nouvelle formation accélérée de préposés en CHSLD

Le Collège de la formation professionnelle (CFP) a annoncé la mise en place d'une nouvelle formation accélérée de préposés en CHSLD. Cette formation de 12 semaines permettra de former plus rapidement des professionnels pour répondre aux besoins du secteur de la santé.

Le CFP a également annoncé la mise en place d'une nouvelle formation accélérée de préposés en CHSLD. Cette formation de 12 semaines permettra de former plus rapidement des professionnels pour répondre aux besoins du secteur de la santé.



Alloprof augmente son offre

Dans la foulée de la présentation d'un filet de sécurité pour les élèves par le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge, et pour répondre aux demandes des familles, Alloprof offre ses services le dimanche et ajoutera des enseignants et des ressources dans son site Internet.

Depuis le 31 janvier, les enfants et les parents peuvent contacter les enseignants le dimanche, de 13h à 17h, par téléphone, texto ou en ligne. La disponibilité des enseignants le dimanche s'ajoute à l'horaire régulier, du lundi au jeudi de 17h à 20h.

Alloprof augmentera également d'une centaine le nombre d'ensei-

gnants disponibles pour répondre aux questions des élèves. Le service veut augmenter de 30% le nombre d'interventions qu'il sera en mesure de réaliser auprès des élèves et parents en quête de soutien. Ils seront embauchés grâce au recrutement d'étudiants en enseignement et à la plateforme web Répondez présent.

Alloprof proposera sous peu de nouveaux services numériques, dont un espace collaboratif animé par des étudiants postsecondaires qui valorisera l'aide entre pairs à tous les niveaux et pour toutes les matières, tous les jours de la semaine; quelque 150 vidéos interactives qui cibleront les apprentissages prioritaires; ainsi qu'un assistant virtuel qui guidera les

élèves vers les solutions à leurs problèmes.

En aout, l'organisme a lancé un nouveau site web comportant 25 000 ressources d'apprentissage. Il a contribué à une augmentation de 50% des requêtes traitées.

En plus de consulter les services en ligne, il est possible de parler à un enseignant par téléphone, texto et en ligne du lundi au jeudi, de 17h à 20h, et le dimanche de 13h à 17h. Des orthopédagogues et professionnels de l'équipe d'Alloprof Parents sont également disponibles gratuitement aux mêmes moments par téléphone, au 1 855 527-1277, sur Messenger ou par courriel à info@alloprofparents.ca.



La cigarette électronique, la nouvelle dépendance des jeunes du secondaire

• DOMINIQUE CÔTÉ

journalistes@infodimanche.com

Il devient difficile de circuler devant une école secondaire sans voir des nuages de fumée flotter au-dessus des têtes des jeunes se tenant au bord de la rue. Depuis les dernières années, la cigarette électronique prend graduellement une place importante chez les adolescents, chose qui inquiète la santé publique du Bas-Saint-Laurent. En moyenne dans la région, 33% des élèves du secondaire rapportent avoir déjà essayé la vapoteuse.

Les MRC des Basques et du Témiscouata sont celles avec les proportions les plus élevées de jeunes ayant déjà essayé la vapoteuse dans les dernières années. En effet, les Basques en recensent 47%, et celle du Témiscouata, 39%. À Rivière-du-Loup, sa proportion d'utilisateurs de la cigarette électronique se situe dans la moyenne avec 33%. Toutefois, le Kamouraska est la MRC qui dénombre le taux le plus faible d'adolescents concernés dans toute la région, avec 25%.

Pendant leur pause dîner, les jeunes du secondaire en profitent pour aller fumer à l'extérieur avec leurs amis. «À tous les midis, moi et mes amis on se rejoint devant l'école pour venir vaper. C'est comme notre activité à chaque jour», a

déclaré un jeune de 16 ans. Questionnés à savoir pourquoi ils utilisaient la vapoteuse, les élèves semblaient tous être du même avis. Entre autres, son accessibilité, sa facilité à être cachée et son goût étaient des réponses qui sont revenues de manière récurrente. En moyenne, ils auraient commencé à utiliser la cigarette électronique vers l'âge de 13 ans. Sans surprise, la plupart d'entre eux avouent s'être pliés face à l'influence de leurs amis et se disent maintenant dépendants à la nicotine.

Alors pourquoi ne pas simplement arrêter ? «C'est sûr que c'est dans mes projets, mais je ne pourrais pas arrêter si je voulais, ça serait trop difficile». Ce jeune de 16 ans utilise sa vapoteuse à l'école et à la maison. Ses parents sont conscients de cette mauvaise habitude adoptée par leur fils, mais ne l'en empêchent pas. «À 13 ans, je fumais la cigarette, et un de mes amis m'a fait essayer la vape. Je ne fume plus la cigarette mais je fume pratiquement toujours ma vape. En me levant, à l'école, le soir et en me couchant.» Selon les données du rapport du CISSS du Bas-Saint-Laurent, la consommation de cigarette semble avoir diminué depuis l'année 2010-2011 chez les jeunes, période qui correspond avec la hausse en popularité des vapoteuses.

DES DONNÉES MANQUANTES

«Malgré ses effets mal connus à long terme, le vapotage demeure très attractif chez les

15-24 ans et engendre rapidement une dépendance à la nicotine. Nous devons fournir de grands efforts pour éduquer et prémunir les jeunes adultes de ses méfaits», a déclaré le Dr Mathieu Roy, médecin-conseil à la Direction de la santé publique. Pour l'instant, les effets secondaires les plus communs chez ceux qui avaient déjà utilisé la cigarette électronique seraient qu'ils sont plus nombreux à avoir ressenti des sifflements dans la poitrine à un moment quelconque au cours des 12 derniers mois.

Les ressources d'aide se font cependant de plus en plus nombreuses pour ceux qui tenteraient d'arrêter. Une adolescente rapporte avoir assisté à une rencontre à l'école avec une intervenante à cet effet, et compte y retourner dans les prochaines semaines. Les campagnes de sensibilisation se multiplient également dans les écoles secondaires et les jeunes ont accès à des lignes d'appel afin de les accompagner vers un mode de vie plus sain et vers une vie sans vapoteuse.



PLOMB

Traces dans les écoles secondaires des Découvreurs

Conformément aux exigences du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), la qualité de l'eau a été analysée dans les écoles secondaires du territoire. Les résultats démontrent que certaines installations présentent une concentration de plomb supérieure à la nouvelle norme de Santé Canada, établie à 5 microgrammes par litre. Bien que sérieuse, la situation s'avère moins problématique que dans les écoles primaires précédemment testées.

Ainsi, des échantillons ont été prélevés dans les quatre écoles secondaires, pour un total de neuf bâtiments. Sur les 172 points d'eau testés, 156 sont conformes dès l'ouverture ou après avoir laissé couler l'eau pendant au moins 30 secondes (90,7%). Un total de 16 points d'eau (dont 13 à De Rochebelle) se sont révélés hors norme et ont été mis hors d'usage (9,3%). La procédure ministérielle pour la mise en place des mesures correctives a été aussitôt appliquée.

« Tout a été planifié pour assurer un environnement

sain pour les élèves et le personnel de nos écoles. Nous avons apposé des affiches comportant des consignes de faire couler l'eau pour certains points d'eau, en plus de mettre hors service des points d'eau non essentiels. Aussi, les lavabos des toilettes et des vestiaires ont été réservés pour le lavage des mains », précise Christian Pleau directeur général du Centre de services scolaire des Découvreurs (CSSD).

Correctifs envisagés

Le travail se poursuit pour connaître la source des problèmes associés aux points d'eau non conformes. Des correctifs pourraient être apportés en remplaçant des fontaines, des robinets ainsi que des tuyaux. Le recours à des filtres spécialisés ou à des modifications au raccord de la canalisation est également possible.

Entre temps, l'ensemble des parents et du personnel des écoles secondaires ont été informés des résultats des analyses. La prochaine étape sera l'analyse des points d'eau des centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes, ainsi que du centre administratif. Les résultats doivent être rendus publics d'ici au 1^{er} mars 2021.

FRANÇOIS CATTAPAN



Légère diminution des cas positifs dans les écoles du CSSBE

FRÉDÉRIC DESJARDINS

fdesjardins@leclaireurprogres.ca

Pour la période du 25 au 31 janvier, le Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE) a confirmé 22 cas positifs à la COVID-19 dans ses écoles. C'est une baisse de quatre cas par rapport à la semaine précédente.

Trois cas à l'école Roy et Saint-Louis (La Guadeloupe) ont mené à l'isolement préventif de 37 élèves.

Deux diagnostics ont été confirmés à l'école De Léry (Beauceville). L'établissement a placé 38 élèves en isolement préventif.

L'école Jouvence (Sainte-Aurélie), l'école Grande-Coudée (Saint-Martin), l'école des Deux-Rives (Saint-Georges) et l'école secondaire Veilleux (Saint-Joseph) ont déclaré un cas positif. Chaque établissement compte 19, 18, 26 et 14 élèves en isolement préventif.

Les 13 autres cas positifs à la COVID-19 n'ont nécessité aucun isolement supplémentaire chez les autres élèves. Trois diagnostics ont été confirmés à la polyvalente des Abénaquis (Saint-Prospère) et deux à la Polyvalente de Saint-Georges.

Les autres établissements scolaires comptaient chacun un cas: polyvalente Bélanger (Saint-Martin), école Grande-Coudée, école secondaire Veilleux, école Arc-en-Ciel (Saint-Odilon-de-Cranbourne), école Saints-Anges, école primaire l'Éveil (Sainte-Marie), école L'Aquarelle (Saint-Bernard), école l'Astrale (Saint-Sylvestre).

Les écoles demeurent ouvertes aux élèves qui ne sont pas en isolement. Ces dernières appliquent toutes les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle propagation. Seulement les élèves isolés par la Santé publique ont droit à l'enseignement à distance.



Grève envisagée par le syndicat de l'enseignement de Louis-Hémon

YOHANN HARVEY-SIMARD
yohann.harvey.s@trium.media

Les enseignantes et enseignants du Syndicat de l'enseignement de Louis-Hémon (SELH-CSQ) déclencheront une grève si le cadre financier du gouvernement n'évolue pas significativement.

C'est à raison de 80 % que les enseignants se sont prononcés en faveur d'une telle mesure lors de leur dernière assemblée générale virtuelle.

Advenant que le gouvernement ne réponde pas à leurs doléances, il a été convenu qu'une grève pouvant aller

jusqu'à 5 jours serait déclenchée au « moment opportun » durant les prochaines semaines.

Le personnel enseignant réclame notamment des améliorations significatives en ce qui concerne la composition des classes et les services aux élèves en difficulté. Il exige aussi un allègement de la tâche, de meilleurs salaires, de meilleures conditions d'entrée dans la profession et moins de précarité.

« Les membres nous disent clairement qu'ils sont exaspérés de la situation qui prévaut et qu'ils veulent que ça bouge aux tables de négociation », souligne France Lapierre, présidente du SELH.



COMMUNAUTÉ

ACTUALITÉS

Une infirmière rejoint la Grappe Éducative Montcalm

ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS ET DE LEURS FAMILLES
Zoila Jacinto, infirmière clinicienne d'expérience du Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière se greffe à l'équipe de la Grappe Éducative Montcalm. Possédant déjà une expertise en accompagnement et en soutien auprès de la clientèle vulnérable, elle aura pour mandat d'aider et de supporter les familles ayant de jeunes enfants.

Le Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm se réjouit de l'arrivée de M^{me} Jacinto. Cette dernière est bachelière en soins infirmiers. Mère de trois enfants, elle a œuvré en pédiatrie et en périnatalité au CHU de Sainte-Justine. Pendant huit ans, Zoila Jacinto a également travaillé au sein du programme de services intégrés en périnatalité et petite enfance (OLO-SIPPE).

RÔLE D'ACCOMPAGNEMENT

Par ailleurs, Zoila Jacinto collaborera avec le CISSS de Lanaudière pour la mise en

œuvre d'activités, telle que l'encadrement de familles davantage éloignées des services dispensés en santé. Par ses interventions, elle pourra préparer les tout-petits au monde de l'apprentissage.

Elle aura pour mandat de soutenir une trentaine de familles du milieu et leur apporter les outils nécessaires afin que leurs enfants puissent développer leur plein potentiel. Grâce aux ressources proposées, ces derniers seront mieux préparés pour le milieu scolaire. « Mon rôle en tant qu'infirmière clinicienne de la Grappe Éducative Montcalm est non seulement d'accompagner l'enfant, mais aussi la famille dans les défis rencontrés. », précise-t-elle.

COLLABORATION ESSENTIELLE

L'infirmière clinicienne est heureuse et motivée de relever ce nouveau défi. Cet avis est aussi partagé par la chef de projet de la Grappe Éducative Montcalm, Carla Isabel Rodrigues, qui se dit emballée de cette nouvelle collaboration, tout comme l'équipe. « L'expertise de cette nouvelle ressource

est primordiale puisqu'un retard quelconque chez un enfant peut avoir de grandes répercussions sur son apprentissage. », estime-t-elle.

La directrice générale du Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm, Geneviève Rinfret ajoute pour sa part que l'expérience de M^{me} Jacinto et sa connaissance des enjeux feront une différence grâce à des interventions ciblées.

Rappelons que l'objectif de la Grappe Éducative Montcalm est d'augmenter les taux de diplomation dans le territoire. Ce projet permet d'accompagner, encadrer et soutenir les jeunes de 0 à 35 ans dans un parcours de qualification. **(SEA)**



Cours de musique à l'école de la Solidarité

Saint-Narcisse se mobilise pour acheter des instruments

AUDREY LEBLANC

aleblanc@lhebdojournal.com

Un groupe de citoyens de Saint-Narcisse a organisé une campagne de sociofinancement sur la plateforme La Ruche afin d'acheter des instruments de musique pour les élèves fréquentant l'école primaire de la municipalité.

L'objectif initial d'amasser 1 500 \$ a été largement dépassé. Mardi matin, près de 1 900 \$ avait été récoltés. La campagne, qui se terminera dans deux jours, atteint déjà un taux de réussite de 126 %.

L'entièreté du montant amassé sera remise à l'école pour l'achat des instruments. Ceux-ci seront choisis en fonction de la somme totale récoltée. «Ça faisait plusieurs années qu'il n'y avait plus de musique à l'école. Les instruments étaient désuets et avaient été donnés, indique la directrice, France Brûlé. Cette année, c'est la première année que l'on remet la musique au programme. On l'offre de la 1^{re} année à la 4^e année et on a l'intention de l'offrir à la 5^e année l'an prochain étant donné que c'est vraiment apprécié.»

«On a remis la musique à la demande des enseignants, précise cette dernière. On a un midi-musique qui est très populaire. On constate que ça plaît beaucoup aux enfants. Selon le montant amassé, l'enseignant de musique, Alexandre Grimard, nous fera des propositions d'instruments à acheter. Présentement, on travaille beaucoup le chant parce qu'on a très peu d'équipements. On a été surpris par cette campagne de financement. C'est une joie pour nous de voir que la communauté se mobilise pour les enfants de l'école.»

D'UNE CHORALE VIRTUELLE À UNE CAMPAGNE DE FINANCEMENT

C'est un concert de Noël virtuel qui a donné l'élan à cette campagne de financement. Passionnée de musique, Odette Cossette, une résidente de la municipalité, avait lancé l'idée à des amis, à l'automne dernier, de faire une chorale virtuelle pour Noël. Elle souhaitait ainsi faire plaisir aux personnes âgées et celles vivant seules qui ne pouvaient pas assister à la messe de minuit.

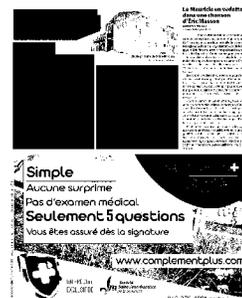
«C'était un petit projet au départ, simplement pour le plaisir, mais il a vite pris de l'ampleur, raconte-t-elle. On était une dizaine au départ et on est devenu une trentaine en cours de route à faire partie de la chorale. À cela s'est ajoutée une campagne de sociofinancement. C'est arrivé tout à fait par hasard.»

«J'avais besoin de la trame sonore d'une vieille chanson pour la chorale et M. Grimard a accepté de me la faire, poursuit M^{me} Cossette. Je voulais le payer pour le remercier, mais il a refusé en disant que je pouvais, à la place, faire un don et que ce don servirait à acheter des instruments de musique pour l'école. J'ai trouvé que c'était vraiment une bonne idée. Je n'étais pas

la seule parce que d'autres membres de nos groupes ont décidé d'en faire une campagne de sociofinancement.»

Pour contribuer à la campagne, les gens peuvent accéder à la plateforme La Ruche en suivant ce lien : <https://laruchequebec.com/fr/projet/des-instruments-de-musique-pour-lecole-de-la-solidarite>

Quant aux vidéos de la chorale virtuelle, il est possible de les visionner ici : <https://www.youtube.com/watch?v=Y9sMQSAdsJw&list=PLL9ELJEHXr4lIXC018B0chnkThwV5ZyNJ>



Motiver les jeunes

Education. Après une année scolaire difficile en raison du contexte sanitaire, les Journées de la persévérance scolaire rassembleront plus de 35 000 élèves dans près de 10 000 classes à travers le Québec. Le thème sera «Un moment. Pour eux».



NICOLAS BRASSEUR
nbrasseur@metromedia.ca

La semaine aura lieu du 15 au 19 février. Un événement virtuel sera tenu en compagnie de Laurent Duvernay-Tardif, porte-parole des Journées de la persévérance scolaire pour une troisième année consécutive.

«En cette année difficile, où les jeunes ont perdu beaucoup de repères, je suis heureux de leur offrir une occasion de se rassembler. Je veux leur montrer que nous sommes avec eux et que tous ensemble,

nous allons réussir à traverser cette période difficile», a affirmé l'athlète par voie de communiqué.

Le rassemblement prendra place le 17 février en début d'après-midi pour les élèves du troisième cycle du primaire et du secondaire. Lors de cette conférence, Laurent-Duvernay-Tardif répondra à une dizaine de questions, lesquelles auront été envoyées par les enseignants. Certains élèves auront la chance de lui parler directement.

«C'est une activité qui va, espérons-le, motiver les jeunes, permettre de belles discussions en classe et leur donner un petit élan de motivation qui va les propulser vers la fin de l'année», explique la directrice de campagne des Journées de la persévérance scolaire, Audrey McKinnon.

D'autres invités-surprises devraient également se joindre à Laurent Duvernay-Tardif lors de cet événement virtuel.

Soutien

Bien qu'elle se déroule entiè-

rement en ligne, cette édition facilite les choses, car elle permet de rejoindre tous les jeunes du Québec en même temps grâce aux plateformes numériques.

«Il y a une crainte collective pour nos jeunes quant à leur motivation et leur persévérance. Cette année, ils ont vraiment besoin de sentir qu'on est là comme adulte et comme société. Ils font des efforts considérables», mentionne la directrice.

Pour certains élèves, 2021 est synonyme de tremplin entre un niveau scolaire et un autre, comme c'est le cas pour ceux qui partiront vers le secondaire, le cégep ou l'université.

«C'est là qu'on avait de l'inquiétude : en fin de parcours, ce n'est absolument pas le moment de lâcher. Il y a un avenir après le brouillard de la pandémie», indique-t-elle.

Programmation

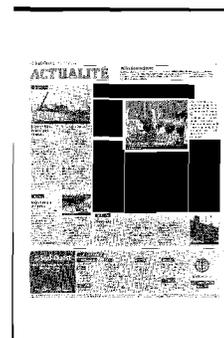
Au cours de la semaine, différentes activités, comme des webinaires, seront proposées

aux élèves, aux professionnels et aux parents. Des discussions permettront également d'aborder la transition entre le secondaire et le collégial.

«On va comprendre la motivation, parler d'anxiété, de bienveillance, de faire une différence positive autour de soi», précise Mme McKinnon.

Des galas seront également organisés dans différents coins du Québec, en collaboration avec des organismes communautaires, afin de souligner la persévérance des jeunes. Des employeurs qui favorisent la conciliation entre les études et le travail seront récompensés.

Des outils sont disponibles sur le site Web des Journées de la persévérance scolaire.



Au moins deux, sinon quatre classes de plus à l'école Tournesol

MARIE-EVE VEILLETTE

meveillette@icimedias.ca

SAINT-LÉONARD-D'ASTON. En août dernier, le ministère de l'Éducation confirmait l'octroi d'une enveloppe de 2,2 M\$ pour l'ajout de deux nouvelles classes de maternelles 4 ans à l'école Tournesol de Saint-Léonard-d'Aston.

L'annonce avait été faite en même temps que celle concernant la construction d'une nouvelle école à Bécancour devant potentiellement ouvrir en 2023.

Or, le projet pourrait s'avérer plus imposant. Le Centre de services scolaire (CSS) de la Rivéraine a déposé une demande de révision de portée de projet auprès du ministère. Il souhaite que l'école puisse à la fois accueillir l'ajout des deux classes de maternelles 4 ans, mais aussi les deux classes de maternelles 5 ans qui occupent le bâtiment voisin.

« La demande de révision vise à ce que l'école Tournesol ait suffisamment d'espace en locaux pédagogiques et locaux communs pour accueillir un total de 16 classes », précise Gabriel Chassé, directeur des ressources matérielles au CSS de la Rivéraine.

Le CSS attend de connaître la décision du ministère de l'Éducation avant de lancer un appel de candidatures pour la suite du dossier.



EN RAFALE

**Nouvelle école à Bécancour :
précision importante**

L'article paru dans notre édition de la semaine dernière concernant la construction de la nouvelle école sur le Plateau Laval, à Bécancour, faisait mention que les classes de l'école des Perséides seraient transférées dans cette future école, aux dires du député de Nicolet-Bécancour, Donald Martel. Or, le Centre de services scolaire de la Rivière n'est pas en mesure de confirmer cette information à l'heure actuelle. « Les élèves qui fréquenteront cette nouvelle école seront déterminés au cours des prochains mois », précise le directeur général Pascal Blondin.



Les enseignants du Syndicat de l'enseignement de la Côte-du-Sud votent en faveur de la grève

Après s'être réunis en assemblée générale virtuelle, les enseignantes et enseignants du Syndicat de l'enseignement de la Côte-du-Sud (SECS-CSQ) se sont prononcés en faveur d'un mandat de grève pouvant aller jusqu'à l'équivalent de cinq jours à utiliser au moment opportun si le cadre financier du gouvernement n'évolue pas significativement au cours des prochaines semaines.

«Les membres nous disent clairement qu'ils sont exaspérés de la situation qui prévaut et qu'ils veulent que ça bouge aux tables de négociation. C'est le gouvernement qui voulait négocier en temps de pandémie, alors on s'attend à ce qu'il négocie pour vrai, car nous n'accepterons pas une entente au rabais. La situation en éducation était déjà difficile avant la pandémie, et les besoins sont encore plus criants qu'avant, surtout dans le contexte de pénurie de personnel que l'on connaît. On doit avoir de réelles avancées qui vont donner le signal clair qu'on veut attirer une relève et garder nos enseignants en poste», a rappelé

Pascal Côté, président du SECS-CSQ.

Les syndicats affiliés à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSB-CSQ) et à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) feront le point en février sur la situation des négociations ainsi que sur les mandats reçus. Rappelons que le personnel enseignant réclame notamment des améliorations significatives en ce qui concerne la composition des classes et les services aux élèves en difficulté. Il exige aussi un allègement de la tâche, de meilleurs salaires, de meilleures conditions d'entrée dans la profession et moins de précarité.

Grand-Portage

Les enseignants du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (Kamouraska-Rivière-du-Loup) ont voté contre un mandat de grève, mais pour le ralliement au national pour un mandat de grève pouvant aller jusqu'à cinq jours de grève.



Rencontre du comité de parents du CSSHC

Inquiétude sur la motivation des jeunes

par Fay POIRIER

Une baisse de motivation chez les jeunes et une anxiété grandissante sont les principales inquiétudes des parents du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC), selon Sophie Martineau-Dupont, présidente du comité de parents. C'est ce qui est ressorti lors de la dernière rencontre où les représentants discutaient des nouvelles mesures sanitaires en place et de la situation dans le centre de services.

Ces inquiétudes sont les mêmes qui ressortent depuis quelques mois, aux dires de la présidente. « Les enfants sont bons. Ils font super bien ça, mais c'est sûr que ça joue beaucoup sur leur niveau de motivation », explique-t-elle. Malheureusement, dans l'immédiat, le comité ne peut pas présenter de solutions adéquates pour contrer cette

baisse de motivation. Sans aucun rassemblement ni activité parascolaire, les jeunes doivent patienter. « On attend que la situation se replace pour pouvoir mettre des choses en place », mentionne Mme Martineau-Dupont. Au cours des prochaines semaines se tiendront les Journées de la persévérance scolaire et la présidente espère que les parents et le personnel scolaire profiteront des conférences offertes. Parmi celles-ci, il y en aura sur la bienveillance qui servira à « outiller les parents pour avoir des interventions bienveillantes à la maison avec les enfants, surtout en ce temps où ils sont beaucoup plus à la maison que d'habitude », explique-t-elle. Une autre sur la thématique de l'anxiété devrait aider les intervenants à mieux accompagner les jeunes, estime Mme Martineau-Dupont.

L'annulation des épreuves ministérielles est également un sujet qui a été discuté lors de la rencontre. « De manière générale, les parents ne sont pas très inquiets par rapport à l'annulation des examens ministériels. Dans notre centre de services, ça se passe généralement assez bien, le taux de réussite est assez élevé », explique la présidente. De plus, elle précise que le comité a confiance en les professeurs et qu'ils effectueront un travail adapté aux besoins actuels.

Le comité de parents a pour rôle de transmettre au Centre de services scolaire les besoins et requêtes des parents afin d'améliorer son fonctionnement et de l'informer des besoins identifiés. Mme Martineau-Dupont rappelle que les parents désirant faire part de leurs commentaires, questionnements ou

inquiétudes doivent d'abord s'adresser au délégué de leur établissement scolaire.

Sur le site du CSSHC, divers outils, guides et publications sont mis à la disposition des parents. Ceux-ci peuvent notamment trouver de l'aide concernant l'intimidation, les médias sociaux, mais également la gestion du stress. Le site propose également une série de liens utiles en cas de détresse académique, psychologique ou autres. Toute l'information se trouve au <https://csshc.gouv.qc.ca/parents/>.



Communiqué (s)

Parents.Quebec : des solutions aux questions des parents

QUÉBEC, le 5 février 2021 – La Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) et l'Association des comités de parents anglophones (ACPA) sont fières d'annoncer le lancement du site [PARENTS.QUEBEC](#).

Véritable carrefour, le PARENTS.QUEBEC est un complément à l'École ouverte, plateforme gouvernementale lancée au printemps dernier, qui permettra d'aider les parents à accompagner efficacement leurs enfants selon leurs besoins spécifiques. Au-delà des volets pédagogiques, ce nouvel outil permettra de trouver la bonne ressource, selon la région, les besoins et l'âge de l'enfant.

« PARENTS.QUEBEC s'inscrit dans le contexte pandémique certes, mais il est l'aboutissement de nombreuses années de travail, de partenariats développés et de demandes soutenues des parents. Le quotidien des familles a été bouleversé depuis mars dernier et la situation démontre plus que jamais l'importance d'avoir un outil qui répond aux questionnements des parents et les aide à trouver des ressources selon leurs besoins », a expliqué Kévin Roy, président de la FCPQ.

Depuis plusieurs années, la FCPQ et l'ACPA souhaitent dynamiser le soutien aux parents et rassembler les ressources qui s'adressent à eux. Ensemble, ils ont pris l'initiative de concrétiser cette requête et, avec l'appui du gouvernement du Québec, ont créé le portail PARENTS.QUEBEC.

Pour l'ACPA, la participation active des parents est un élément essentiel à la réussite éducative des enfants. « Cet outil viendra combler un vide existant qui nous est régulièrement pointé par les parents qui ne savent pas vers où se tourner lorsqu'ils souhaitent accompagner leurs enfants. Nous sommes convaincus que PARENTS.QUEBEC sera un outil des plus pertinent et utile pour les parents québécois », Katherine Korakakis, présidente de l'ACPA.

« Chaque jour, les parents du Québec jouent un rôle clé dans le développement et la réussite de leurs jeunes et l'appui du gouvernement du Québec à PARENTS.QUEBEC démontre l'importance et la reconnaissance que nous leur accordons. Depuis le début de la pandémie, les parents ont démontré une force et une résilience incroyables en jonglant entre l'école et le travail à la maison. Leur volonté d'obtenir de l'aide a été entendue. Cet outil deviendra une référence pour répondre à leurs questions. À l'instar de l'École ouverte, PARENTS.QUEBEC s'ajoute à la liste des ressources et des moyens concrets disponibles pour favoriser la réussite des élèves », a ajouté le ministre de l'Éducation, M. Jean-François Roberge.

Il sera également possible d'accéder à PARENTS.QUEBEC via [Ecoleouverte.ca](#), un site Web destiné aux parents qui souhaiteraient contribuer à soutenir les apprentissages de leurs enfants et lancé par le ministère de l'Éducation.

À noter qu'une deuxième phase du projet est en développement et que celle-ci sera annoncée au cours des prochains mois.

[Click here for the English version of this release.](#)

À propos la Fédération des comités de parents du Québec

La FCPQ regroupe, depuis plus de 45 ans, les comités de parents des centres de services scolaires du Québec et soutient les parents bénévoles soucieux de la participation parentale au sein des écoles publiques primaires et secondaires dans le but d'assurer la qualité de l'éducation offerte aux enfants.

À propos de l'Association des comités de parents anglophones (ACPA)

L'Association des comités de parents anglophones collabore avec de nombreuses organisations et associations à l'échelle de la province pour atteindre ses objectifs et renforcer sa voix. Elle aide les comités de parents à s'acquitter de leurs mandats et à maintenir la communication avec ses partenaires du réseau de l'éducation.

Lien connexe : [www.parents.quebec](#) (version française et anglaise)

Renseignements

Aurélie Gagnon

Catapulte communication



Négociations dans le secteur de la santé - La FSQ-CSQ rejette l'offre globale de règlement du gouvernement

NEWS PROVIDED BY

CSQ →

Feb 07, 2021, 10:00 ET

MONTREAL, le 7 févr. 2021 /CNW Telbec/ - Les négociations dans le secteur de la santé sont loin d'être terminées alors que la Fédération de la Santé du Québec (FSQ-CSQ), affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), a annoncé aujourd'hui, en conférence de presse, qu'elle rejette l'offre globale de règlement qui lui a été soumise le 21 janvier dernier par les porte-parole du gouvernement.

La FSQ-CSQ, qui représente 5 000 infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes des régions de Montréal, de Laval, de la Gaspésie, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, juge inacceptable la proposition patronale puisqu'elle ne garantit aucune amélioration réelle des conditions de travail.

Le problème de fond ignoré

Pour la présidente de la FSQ-CSQ, Claire Montour, les belles promesses que le gouvernement fait miroiter dans son offre sont un leurre. « On ne s'attaque pas au problème de fond de notre système public de santé, c'est-à-dire les mauvaises conditions de travail qui engendrent l'épuisement et la détresse du personnel. C'est bien beau d'annoncer la création de postes à temps complet, mais aussi longtemps que l'on n'améliorera pas les conditions de travail, il n'y aura personne pour occuper ces postes », de dire la leader syndicale.

Primes et mesures inacceptables

Cette dernière dénonce également une série de primes qui seront versées inégalement au personnel en vertu de certains critères arbitraires et profondément injustes. « Nos conditions de travail nous rendent malades, et plutôt que d'essayer de corriger la situation, on nous promet des primes si on accepte de continuer à endurer l'insupportable. Sans compter que ces primes ne seront accordées qu'au personnel qui répond à certains critères bien précis. »

Même désapprobation à l'égard d'une série de mesures, portant notamment sur la composition des équipes de soins en CHSLD et la main-d'œuvre indépendante, dont la réalisation se fera en dehors de la

convention collective et sur lesquelles les représentants syndicaux n'auront aucun droit de regard. « Pas question d'accorder une confiance aveugle à un employeur qui ferme les yeux depuis des années sur nos conditions de travail exécrables », d'affirmer Claire Montour.

Une reconnaissance publique reniée

Pour sa part, la présidente de la CSQ, Sonia Ethier, soutient que cette offre est d'autant plus gênante et inappropriée pour le gouvernement Legault qu'elle survient après de multiples déclarations publiques du premier ministre rendant hommage aux « anges gardiens » de la santé.

« Après tout ce que ces travailleuses et ces travailleurs ont enduré au cours de la dernière année, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ce gouvernement, avec le premier ministre en tête, vient de faire la preuve que ses beaux discours sur l'importance de protéger celles qu'il appelait ces anges gardiens ne voulaient rien dire. Il n'en pensait pas un mot. C'est extrêmement décevant », constate Sonia Ethier.

Cette dernière invite le premier ministre et la présidente du Conseil du trésor à se livrer à un examen de conscience et à se poser une seule question : que vaut un gouvernement qui refuse d'améliorer les conditions de travail et de soulager des travailleuses et travailleurs de la santé qui, eux-mêmes, ont tant donné au cours de la dernière année pour soulager les personnes atteintes de la COVID-19? Poser la question, c'est y répondre.

Urgence de négocier sérieusement

La présidente de la CSQ croit que M. Legault et Mme Lebel doivent tirer les conclusions qui s'imposent, à savoir que cette offre globale est très mal accueillie chez les professionnelles de la santé de la FSQ-CSQ. « Nous voulons une négociation sérieuse, avec des propositions qui feront une vraie différence dans les milieux de travail et amélioreront les conditions de travail des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes que nous représentons. Nous ne voulons rien de plus, mais pas moins que ça, et c'est sur cette base que les négociations doivent reprendre », conclut Sonia Ethier.

SOURCE CSQ

For further information: Sébastien Marcil, Attaché de presse de la CSQ,
Cellulaire : 438 356-4545

Related Links

<http://www.lacsq.org/>